

La grève des marins-pêcheurs

Journée «ville morte» à Boulogne-sur-Mer

LIRE PAGE 19

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 8 1/10; Cote d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; E.U.A., 55 p.; France, 2,50 F; Grèce, 40 dr.; Iran, 120 r.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 g.; Portugal, 35 esc.; Suède, 225 F CFA; Suisse, 3,75 fr.; Thaïlande, 1,20 ba.; U.R.S.S., 90 kope.; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 17

S. RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6207-92 PARIS
Tél. : Paris 26 65072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Pologne en crise

Le recours à la grève est-il en passe de devenir un moyen de revendication toléré dans un pays socialiste ? On peut se poser la question à voir comment les choses évoluent en Pologne.

Les autorités de Varsovie, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ne tentent pas d'ailleurs de nier cette nouvelle réalité. C'est ainsi que M. Jerzy Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié, a convoqué, mardi 12 août, les correspondants étrangers en poste en Pologne pour faire le point de l'agitation sociale déclenchée il y a six semaines par les augmentations des prix de la viande.

Selon le responsable de la propagande du parti polonais, la situation évolue favorablement : les « grèves massives », a-t-il dit, ont pris fin, et on ne constate plus que des « débrayages partiels à caractère économique ». Accusant le Comité d'autodéfense sociale (KOR) et les radios occidentales d'avoir cherché à « politiser » le mouvement, il s'est déclaré satisfait de ce que « nul n'ait remis en cause le socialisme d'Etat ou ne désire un retour à l'industrie privée et aux grandes propriétés terriennes ». Il a enfin jugé nécessaire d'élaborer une nouvelle législation sur l'auto-gestion ouvrière qui pourrait prendre en compte les comités de grève élus spontanément par les ouvriers mécontents de la passivité des syndicats officiels.

Le ton, en ce lieu, n'est pas pour l'instant à répression. Les autorités ont choisi de faire le gros dos, en attendant que la vague de mécontentement s'affaiblisse. Elles savent bien qu'une fin de non-recevoir opposée aux revendications ouvrières n'aurait fait que « politiser » bien davantage le mouvement. Mais elles savent aussi que, de concessions en concessions, leur pouvoir réel s'effriterait. D'où leur volonté de reprendre peu à peu et en sorcelles les choses en main.

Ce ne sera pas chose facile. Toute vraie réforme économique nécessite beaucoup plus que les incantations habituelles : il y faut du temps, mais aussi une volonté politique qui est loin d'être évidente. La situation financière du pays, enfin, est plus que critique. Paradoxalement, c'est surtout de l'ouest que lui vient l'aide : alors que Varsovie démentait l'octroi d'un prêt soviétique d'un milliard de dollars, on a appris mardi qu'une semaine avant la rencontre à Hambourg de chancelier Schmidt et de M. Gierek, un accord de crédit portant sur 1,2 milliard de marks (680 millions de dollars) a été conclu entre la Banque polonaise du commerce extérieur et un consortium de vingt-cinq banques ouest-allemandes dirigé par la Dresdner Bank.

Ce prêt qui est inférieur de 300 millions de marks aux demandes polonaises, permettra à Varsovie de souffler quelque peu. Les experts occidentaux évaluent cependant à 1,9 milliard de dollars les crédits que la Pologne devrait encore obtenir cette année pour faire face au remboursement de ses dettes venues à échéance. Le total de l'endettement de la Pologne était évalué à plus de 19 milliards de dollars à la fin de 1979.

A cette énorme dette, contractée durant les cinq premières années du règne de M. Gierek pour industrialiser rapidement le pays, s'ajoutent la hausse du prix du pétrole soviétique et les énormes dégâts que viennent de causer aux récoltes de blé et de betteraves à sucre les pluies torrentielles de cet été. C'est dire qu'en dépit des aspirations populaires l'heure est à l'austérité.

Reste à savoir comment les autorités pourront faire accepter de nouveaux sacrifices à une classe ouvrière qui retrouve de plus en plus son franc-parler. Tout cela se passe, ne l'oublions pas, sous l'œil vigilant et sans doute passablement réprobateur des dirigeants du Kremlin, qui n'ont jamais dans le passé, assisté à de tels désordres dans leur camp sans réagir vigoureusement.

La guerre civile au Salvador

Les organisations de gauche lancent une grève insurrectionnelle

La grève générale, à caractère insurrectionnel, lancée par l'opposition de gauche, devait commencer ce mercredi 13 août au Salvador. Cette action, qui devrait durer trois jours, est soutenue par les syndicats, les formations révolutionnaires et les organisations de guérilla qui leur sont liées, tous ces mouvements s'étant regroupés au sein du Front démocratique révolutionnaire.

Le succès ou l'échec de la grève sera un test décisif pour la survie de la junte de gouvernement, qui regroupe des militaires et des représentants de la démocratie chrétienne. La situation politique est désormais polarisée en deux camps, la bourgeoisie s'étant ralliée à la junte.

L'atmosphère était particulièrement tendue à la veille de la grève. Le gouvernement a multiplié les appels au calme, mais les affrontements entre forces de sécurité et guérilleros n'ont pas cessé et se soldent chaque jour par plusieurs dizaines de morts.

Deux camps irréconciliables

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — A 20 h. 30, le mardi 12 août, les lumières de la ville se sont éteintes, les radios se sont tuées pendant plus d'une demi-heure. L'opposition à la junte militaire et démocrate-chrétienne a ainsi marqué un point important dans la bataille psychologique qui précède la grève générale de trois jours qui commence ce mercredi. Malgré les précautions prises par les forces armées, des guérilleros sont parvenus à faire sauter la centrale électrique alimentant la capitale.

Depuis huit jours, le gouvernement multiplie les appels au calme et au travail. Lundi soir, le colonel Garcia, homme fort du régime et ministre de la défense, est apparu à la télévision entouré de quatre officiers supérieurs. Au nom des forces armées, il a invité « les ouvriers à se rendre aux usines, les paysans à cultiver pour la réforme agraire, les étudiants à préparer sagement leur futur, les religieux à former leurs fidèles dans le respect de Dieu ». La nuit, les militaires qui gardent les édifices publics ont distribué des tracts allant dans le même sens. La démocratie chrétienne, pour sa part, a tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a déclaré que « la grève est politique, imposée par la terreur et conçue pour l'étranger ».

La tension dans la capitale est tangible. Regards perdus vers l'infini, figures tristes, jamais un sourire. Dans les quartiers pauvres, les queues interminables de ceux qui font leurs provisions attendant devant les caisses sous l'œil des soldats. Les militaires patrouillent dans le centre comme dans une ville en guerre : armes automatiques au côté, doigts sur la détente, ils avancent de chaque côté de la rue, les yeux levés vers les étages, les derniers marchent précédemment à recueillir pour surveiller leurs arrières. Dans les quartiers pauvres, les queues interminables de ceux qui font leurs provisions attendant devant les caisses sous l'œil des soldats. Les militaires patrouillent dans le centre comme dans une ville en guerre : armes automatiques au côté, doigts sur la détente, ils avancent de chaque côté de la rue, les yeux levés vers les étages, les derniers marchent précédemment à recueillir pour surveiller leurs arrières.

Pour chacun des deux camps, la grève est décisive. Elle se jouera en fait à deux niveaux, politique et militaire. Le gouvernement entend montrer qu'en sept mois il a sorti le pays de l'ornière grâce à ses réformes. « La situation économique est favorable et le peuple qui a souffert de la répression et des sept années de terreur va enfin retrouver la confiance en notre révolution dans

la paix et la liberté ne soutient plus les extrémistes », a déclaré à la télévision M. Morales Erlich, membre de la junte.

Le Front démocratique révolutionnaire, qui appelle à la grève, demande pour sa part la levée de l'état de siège, la mise en liberté des prisonniers politiques et la fin de l'occupation de l'université par les militaires. Il espère, si la grève est largement suivie, montrer que le gouvernement est isolé, qu'il n'est plus composé que « des forces gauchistes démocrate-chrétiennes qui participent au pouvoir ».

FRANCIS PISANI.

(Lire la suite page 3.)

DANS CE NUMÉRO

Jean-Claude GUILLEBAUD termine son voyage en Océanie : LA FIN DES ILES ? (Page 17.)

LUNDI PROCHAIN

«Le Monde» commencera la publication de «Said et moi»

un roman-reportage de Poirot-Delpéch

Point de vue

Ces Français qui ne pensent plus

par CLAUDE LABBÉ (*)

Contrairement à bien des idées reçues, je ne crois pas à la « course » politique. Si l'est vrai que les vacances ont un vide de l'expression, absorbent les styles et les gorges, apaisent la fièvre de la « révolte », elles ne doivent pas être considérées comme un temps mort. Saison traditionnelle de « coups », ce n'est pas cette utilisation subalterne, selon un procédé devenu classique, d'une certaine absence jugée propice, qui m'intéresse. Je pense à ces idées qui mûrissent mieux quand les occupations habituelles cèdent le pas à cette parenthèse oisive de quelques semaines.

Quel est le sort de l'élection présidentielle ne se forme pas dans ces esprits au repos sur les plages ou dans les campagnes, dans l'absence à peu près totale de propagande ? Consciemment ou inconsciemment, les décideurs — les électeurs — mesurent mieux dans le loisir et sans pressions extérieures les forces et les faiblesses des choix qui leur seront proposés avant l'été prochain. Rien ne saurait d'abord arrêter le cours de leurs préoccupations matérielles. Les Français ne sont pas indifférents à la situation qu'ils trouveront à leur retour. Comparés à la tendance de l'an passé, leurs séjours estivaux paraissent déjà plus sobres aux observateurs.

Aucun miracle estival ne s'étant produit, il faudra bien juger sur pièces les produits amers de la non-croissance, de la stabilité endémique et étiologique parce qu'il n'a pas été de traitement chirurgical, et par-dessus tout de l'artificielle facilité dans laquelle on persiste à nous maintenir en l'absence de confiance et d'efforts. Les rudes propos seront encore démentis par les gestes inspirés ou dictés par l'urgence électoraliste. Rien n'arrête non plus le cours des événements extérieurs.

Notre paix de l'été ne touche

pas tous les méridiens. L'Afghanistan subit l'insupportable processus d'alignement par l'écrasement, le mort du chah n'a fait que rendre plus aisatoire le sort des otages américains, conscients de l'impasse où se trouvent les États-Unis, d'alignement par l'écrasement, le mort du chah n'a fait que rendre plus aisatoire le sort des otages américains, conscients de l'impasse où se trouvent les États-Unis, d'alignement par l'écrasement, le mort du chah n'a fait que rendre plus aisatoire le sort des otages américains, conscients de l'impasse où se trouvent les États-Unis.

Rien encore n'indique vraiment la volonté déterminée de transformer notre climat de violence, réalité quotidienne plus que l'enviroment.

Face à cette situation mondiale, ce qui surprend le plus, et l'éloignement des milieux parisiens la rend encore plus évidente, c'est cette extraordinaire capacité d'indécision dont font preuve nos responsables. Ce n'est, hélas ! qu'une forme passive et négative qui ne nous prépare pas des lendemains enchanterés.

Comment sont prises en médecine, et notamment en oncologie, des décisions dont peuvent résulter des

sciences vitales ? Le plus souvent, répond le professeur Israël, par hasard. Il dresse le portrait de la variété presque infinie des « décideurs » qui font aujourd'hui : le décideur « qui ignore », — cas le plus fréquent : « il a échoué ses études sans que personne lui ait jamais fait remarquer que sa fonction essentielle était de décider » ; le décideur ignorant : « Ce n'est pas l'ignorance qui constitue un danger en médecine, ni qui altère les processus de guérison. Ce sont des gauchissements du savoir, ou de la conscience, ou du caractère. »

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 8.)

UN LIVRE DU PROFESSEUR LUCIEN ISRAËL

Le doute et la décision médicale

« Je salue les médecins en proie au doute. » Cette phrase conclut le livre *La Décision médicale* que le professeur Lucien Israël vient de consacrer aux choix quotidiens, souvent tragiques, de ceux qui affrontent la mort des autres. Elle résume en quelques mots la position de l'un des oncologues français qui a été le plus vigoureusement inépuisé, ces dernières années, contre ce qu'il a dénommé la « diabolisation du cancer » et le délalement, l'abandon thérapeutique, la passivité qui en découlent parfois.

Comment sont prises en médecine, et notamment en oncologie, des décisions dont peuvent résulter des

POINT

Des millions pour Manufrance

Voilà belle lurette que l'affaire Manufrance est sortie du domaine industriel ou même économique pour revêtir un aspect essentiellement politique. En aurait-on douté qu'on en aurait eu la preuve ce mardi 12 août.

Car c'est bel et bien un acte politique qu'a effectué le ministre de l'économie en publiant, une heure avant la réunion du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance, un communiqué dans lequel il révélait son intention d'apporter quelque 150 millions de francs d'aide financière à la « vieille dame » de Saint-Etienne, pour peu que lui soit présenté un plan de redressement méritant son aval. En prenant ainsi l'opinion à témoin de ses bonnes intentions, l'Etat n'entendait-il pas se donner le bon rôle ?

L'avenir dira si la puissance publique touchera les dividendes escomptés. Pour l'heure, cette démarche appelle quelques questions.

On ne saurait dire que l'Etat fasse habituellement preuve de mansuétude à l'égard des entreprises en difficulté. Dans le cas de Manufrance on peut même affirmer, sans crainte d'être contredit, qu'il l'a fait, jusqu'à avant-hier, un sévère comptable de ses deniers. Alors pourquoi ce changement d'attitude brutal, ces 150 millions de francs posés sur la table de la négociation ?

Les responsables de l'entreprise stéphanoise ont certes mis de l'eau dans leur vin : ils ont accepté la liquidation de la firme tant sollicitée par la puissance publique ; les actionnaires semblent prêts à consentir également un effort financier. Ces changements justifient-ils l'exceptionnelle proposition de M. Monory, qui dépasse largement l'aide demandée par les responsables stéphanois ? Il ne le semble pas.

Alors faut-il voir dans la démarche des pouvoirs publics le souci de permettre enfin à Manufrance de redémarrer du bon pied ? Sans doute. Mais comment ne pas comprendre la réaction de ceux qui s'étonnent que l'on ait, dans le passé, refusé des aides bien inférieures à la « vieille dame » de Saint-Etienne ? Et surtout que l'on ait tant attendu ? Moins d'un an après, il est vrai, des élections présidentielles.

De toute façon, rien n'est encore joué : au-delà de ces jeux politiques, l'avenir de l'entreprise ne sera pas scellé avant la réponse définitive du conseil d'administration, le 27 août. Il faut souhaiter que soient alors réunies les conditions d'un véritable redémarrage.

(Lire page 20.)

Malgré

les recommandations de la commission des lois

AUCUN POSTE DE MAGISTRAT NE SERA CRÉÉ EN 1981

(Lire page 7.)

PALESTINE

Le débat sur l'avenir de la Palestine se poursuit ici, à la lumière des récentes décisions d'Israël sur Jérusalem. Pour Charles Saint-Prot, la ville est avant tout arabe. Pour George Deniker, elle était ville sainte bien avant Mahomet, et les droits de la Jordanie sur elle sont douteux. Marc Heurtaux dénonce le traitement inégal accordé à Israël et aux Palestiniens par la gauche française et s'élève contre la notion de « vote juif » en France, tandis que Paul Giniwski dénonce les positions de l'O.L.P. Enfin, Jean-Yves Le Drian demande une initiative européenne plus active pour sortir de l'impasse actuelle.

Pour une initiative européenne

par JEAN-YVES LE DRIAN (*)

La décision de la Knesset de faire de Jérusalem la « capitale éternelle » d'Israël, les attentats récents contre des élus palestiniens, rappellent une nouvelle fois l'impasse de la paix au Proche-Orient et l'aveuglement de la politique de Begin qui, tout en prônant certaines formes d'autodétermination, déporte des personnalités palestiniennes, entreprend de réaliser lentement son « Grand Israël » et laisse se développer ce que le général israélien Peled nomme la « tarroujra ». L'impasse actuelle de Camp David s'accompagne d'une aggravation sans précédent de la situation locale et fait redouter que le cycle de la violence aveugle ne s'empare irrémédiablement sur les amorces de solution pacifique.

Comment en est-on arrivé là ? Si toutes les tentatives de règlement ont échoué, c'est qu'elles ignorent ou éludent ce qui constitue le nœud du problème : l'existence du fait palestinien, que l'on reconnaît en paroles pour mieux l'exorciser dans les faits. Il suffit de passer plusieurs heures dans les camps de réfugiés, à Shatila ou à Barjah, de rencontrer les animateurs du Croissant Rouge palestinien, ou encore de vivre une journée avec les unités combattantes palestiniennes du Sud-Liban, pour mesurer leur détermination à refuser toute solution imposée de l'extérieur et non conforme aux aspirations d'un peuple d'autant plus

conscient de son identité et de ses droits qu'il lutte depuis trente ans pour leur défense. Il suffit d'avoir senti la ferveur populaire à un rassemblement à Chakka à son retour dans sa maison de Naplouse, après l'attentat qui lui a coûté l'amputation des deux jambes, pour comprendre l'unité des Palestiniens de Cisjordanie.

Pour avoir vu comment un peuple s'organise dans les pires conditions, comment il conquiert par son combat quotidien le droit à l'existence dont il s'est vu privé par les arrangements entre grandes puissances, je crois qu'il n'y a pas aujourd'hui d'issue possible à ce conflit sans une prise en compte effective de cette volonté palestinienne d'accéder à la réalité d'Etat.

Il existe toutefois un risque au moins égal à celui qui consiste à méconnaître le fait palestinien : c'est de laisser l'Etat d'Israël, de plus en plus isolé sur le plan diplomatique, emprunter la voie suicidaire de la lutte en avant. En tolérant, puis en facilitant les installations illégales de colonies en Cisjordanie, en imposant une répression sans précédent, en annihilant l'embryon de vie politique qui y subsistait, le gouvernement Begin laisse s'enclencher la logique de la violence au moment où s'élevaient des voix israéliennes, de plus en plus nombreuses, pour précéder le dialogue.

Entre l'enlèvement et l'affrontement

Peled me déclarait, lors de son passage à Paris, que l'aspect le plus difficile de la situation au Proche-Orient résidait dans l'impossibilité à court terme de nouvelles initiatives de paix : les États-Unis sont bloqués par Camp David et les élections, l'Egypte est disqualifiée par le monde arabe, Israël poursuit la ligne dure de Begin, l'O.L.P. stagne dans son offensive diplomatique. Il en concluait que seule l'Europe était aujourd'hui en mesure d'agir et de proposer ce qu'il fallait, à son avis, une de ses tâches impérieuses. Quelque temps auparavant, à Beyrouth, Yasser Arafat me tenait des propos assez proches et s'enthousiasmait sur le rôle historique que l'Europe pourrait jouer au Proche-Orient, si elle en avait la volonté politique.

Venise a sans doute constitué une avancée, mais l'heure n'est plus aux prudences diplomatiques, car il n'y a qu'un pas entre l'enlèvement et l'affrontement.

Il appartient à l'Europe d'affirmer sa détermination d'aller au-delà des déclarations de principe, en proposant dès maintenant dans un cadre approprié, qu'il s'agisse de l'ONU ou d'une conférence spécifique, une formule acceptable par les deux parties et qui leur permette de dépasser les impasses actuelles.

(*) Député socialiste du Morbihan.

Le droit à la différence

par MARC HEURTAUX (*)

Maghreb. « Le peuple palestinien », comme le peuple arabe, droit à une existence nationale dans sa spécificité. Admirable équilibre ! Mais pourquoi cette laborieuse circonvolution, pourquoi ne pas parler de « droit à un Etat indépendant », comme pour le peuple juif ? Le Maroc, sous le protectionnisme incontestable d'une « existence nationale dans sa spécificité ». Est-ce là tout ce à quoi ont droit les Palestiniens pour nos hommes de gauche ? Les juifs, dit-on, seraient maintenant l'objet d'une véritable discrimination. M. W. Rabi, par exemple, écrit (3) qu'ils n'ont plus qu'une « citoyenneté de seconde zone » : il parle du « mépris dans lequel sont traités la communauté juive de France et son attachement viscéral à Israël ». Pour M. Hajdenberg, les juifs de France se trouvent « en situation de légitime défense » (4) et de préconiser le vote juif.

Séparatisme

Ce qui frappe d'abord, c'est que tous s'expriment comme s'ils parlaient au nom de tous les juifs français. Il y aurait entre 600 000 et 700 000 juifs français mais selon de bonnes sources — juives — il n'y aurait qu'un tiers d'adhésions aux organisations juives attestées par des cotisations ; les non-organisés, sans pour autant renier leur judéité, se fondent dans la masse des Français. Protestations donc d'abord contre l'impasse : c'est ce qu'on fait nombre de juifs nullement obscurs.

Mais admettons que la majorité des juifs français désapprouvent la politique pro-orientale. Un Français sur quatre-vingts est juif : la fraction de la population qu'ils constituent serait-elle unanime — ce qui n'est pas — à rejeter le droit, en régime démocratique, de prétendre imposer sa volonté aux 98,75 % de non-juifs ? En quoi est-ce être

(*) Agrégé de l'Université.

Jerusalem, ville arabe

par CHARLES SAINT-PROT (*)

UNE mosquée, un tombeau et un mur. Un croissant, une croix et une étoile. Trois croyances et deux peuples, le juif et l'arabe, se partagent cette ville singulière, une ville sainte pour sept cents millions de musulmans et autant de chrétiens et pour quelque quinze millions d'Israéliens. Pour plus de la moitié de l'univers, Jérusalem (Qods pour les Arabes) n'est pas une simple cité, elle est une légende, un mythe et un idéal.

Le plan de partage de la Palestine, adopté par l'Assemblée générale de l'ONU, le 29 novembre 1947, prévoyait qu'elle devrait former un corps séparé, « une entité placée sous un régime international spécial et administrée par les Nations unies ». Bien que la première guerre israélo-arabe ait abouti à une partition de fait entre les Israéliens à l'ouest et les Arabes (Jordanie) à l'est, l'ONU a constamment réclamé l'internationalisation en adoptant un statut de la ville dès le 4 avril 1950. Ce statut stipule que « la ville sera neutre et inviolable » et que la liberté de circulation et de pratique des cultes sera garantie. Aujourd'hui, elle est soumise à une dictature policière et militaire, et la répression est le lot quotidien de ses habitants palestiniens.

C'est dans ce contexte qu'est intervenu, le 31 juillet, le vote du Parlement israélien faisant de « Jérusalem réunifiée, la capitale éternelle d'Israël ». Cette décision n'est pas un acte isolé, elle s'inscrit dans une ligne constante : celle d'un sionisme extrémiste et intransigent pour qui l'Etat juif n'a pas de limites. Il est notable que le problème des frontières a été escamoté par les sionistes, de Ben Gourion à Menahem Begin. Ce dernier n'est pas éloigné des positions du mouvement extrémiste, le Gush Rimonim, qui milite pour un grand Israël, du Nil à l'Euphrate. Le général Dayan lui-même déclarait naguère que « nos pères ont reconquis le plan de participation. Notre génération a fait les frontières de 1949. Maintenant, la génération de la guerre des six jours a réussi à

traité en « citoyen de seconde zone », en quoi est-ce être « méprisé » que de ne pas réussir à imposer ses vues ? M. Mitterrand a obtenu, il y a six ans, plus de 50 % des voix ; ses électeurs se considéraient-ils comme méprisés parce qu'on n'a pas fait leur politique ? Menacent-ils d'entrer en dissidence ?

Pareille subordination inconditionnelle à une puissance étrangère, c'est ce que naguère le général de Gaulle détestait chez les communistes du nom de séparatisme. En vérité, ce qu'on voudrait, c'est réduire le gouvernement français à l'état de dépendance où en est le gouvernement américain. Comment voudrait-on le faire accepter par la masse des Français non juifs.

Le grand danger pour l'unité nationale comme pour les juifs français, le vote d'une part, Israël exige des juifs de France, comme de toute la Diaspora, une fidélité inconditionnelle et même de faire passer celle-ci avant la loyauté envers leur propre pays si nécessaire ; d'autre part, au nom de leurs sentiments particuliers, ceux-ci — ou plutôt ceux qui prétendent parler en leur nom — exigent de la nation qu'elle soumette sa politique pro-orientale à leurs vœux, au mépris de tous ses intérêts politiques, moraux, matériels, s'il le faut. Si ces deux exigences étaient satisfaites, il en résulterait que la politique extérieure française serait actuellement dictée par celui que Ben Gourion n'appelait jamais autrement que le « fasciste Begin ». On voudrait accorder certains vieux mythes imbéciles de l'anti-sémitisme qu'on ne s'y prendrait pas mieux.

C'est à tort qu'on revendique pour la grande majorité des Français juifs et non juifs, pour qui la politique d'Israël n'est pas nécessairement celle de la France, le droit à la différence ?

(1) L'Express, 10 septembre 1979.
(2) Publié dans le Monde du 10 avril 1980.
(3) Vers une dissidence juive en France ? Le Monde, 15 mars 1980.
(4) Le Monde, 29 avril 1980.

La solution « par étapes »

par PAUL GINIWSKI

YASSER ARAFAT vient de tenter, au cours d'une conférence de presse, de donner de l'O.L.P. une image moins teintée d'extrémisme et de sang. L'O.L.P. ne serait pour rien dans la tuerie d'Anvers — l'assassin étant palestinien. L'O.L.P. ne serait pour rien dans la tentative d'assassinat de M. Bakhtiar — trois sur cinq des assassins étant palestiniens.

Surtout, l'O.L.P. ne serait pas du tout engagée par l'adoption d'une résolution au congrès du Fatah, fin mai, à Damas, décidant de « liquider l'entité sioniste politiquement, économiquement, militairement, culturellement et idéologiquement ».

Associer l'O.L.P. à ces tueries et à ce projet de politicide, c'est de la propagande sioniste qui donne de l'O.L.P. une image terroriste et extrémiste. L'O.L.P. elle, continue d'être intéressée à négocier. Les commentateurs en ont conclu que l'O.L.P. est en faveur d'un mini-Etat palestinien, à côté d'Israël, non à sa place.

On respire ! La propagande sioniste a failli nous faire croire que l'O.L.P. voulait réellement détruire Israël. Les

chancelleries, un moment gênées (mais si peu), vont pouvoir « entreprendre de plus belle pour réclamer l'association de l'O.L.P. aux négociations de paix ».

En fait, quelle est la doctrine de l'O.L.P. sur un mini-Etat palestinien à côté d'Israël ?

Le Conseil national palestinien a décidé, lors de sa douzième session, le 9 juin 1974, d'accepter l'établissement d'un Etat palestinien sur une portion du territoire de la Palestine du mandat, en tant que solution intermédiaire. L'objectif de cette création est défini à l'article 17 du programme politique de ce Conseil : « Tout pas réalisé dans la voie de la libération n'est qu'un maillon de la longue chaîne qui consiste à créer un Etat palestinien démocratique sur toute l'étendue de la Palestine ».

Ce mini-Etat n'est qu'une étape, mais en faisant le fait qu'il s'agit d'une étape, les exégètes de la presse, voire les prises de position ambiguës des Palestiniens à destination d'interlocuteurs occidentaux, ont accredité la fiction d'un revirement de l'O.L.P. Celle-ci aurait accepté de coexister avec Israël sans le dire.

Camoufler le but ultime

Mais il s'agit d'une exploitation frauduleuse de la réalité, consistant à faire croire que le stade intermédiaire du combat de l'O.L.P. a pris la place de son objectif final. La fraude ne résiste pas aux clarifications, pourtant abondantes, des dirigeants palestiniens.

Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., déclarait le 14 mars 1977 à Newsweek : « Autrement, nous proclamons : « Nous voulons tout et tout de suite... » Aujourd'hui, nous disons que nous pouvons y parvenir par étapes. La première phase sera le retour aux lignes de 1967 ; la deuxième, à celles de 1948... La troisième, l'Etat démocratique. Nous luttons pour la réalisation de ces trois phases et l'espérons que M. Rabin le salue. » Ibrahim Soues a déclaré à

Europe 1, le 5 septembre 1978 : « L'O.L.P. est prête à accepter la création d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza, en tant qu'étape vers un Etat palestinien indépendant sur toute la Palestine ». Georges Habscha, chef du F.P.L.P., a déclaré à Apoymatini (Athènes), le 15 décembre 1979 : « Au début, nous accepterons une partie seulement de la Palestine, mais nous n'accepterons jamais de nous en tenir là. Nous combattrons jusqu'à ce que nous nous emparions de tout, jusqu'au dernier pouce ».

Voilà qui est franc. Telles sont les véritables intentions des dirigeants palestiniens. Il s'agit de les camoufler. Car la mutilation d'Israël par étapes, selon la technique du samali, consiste à faire croire que la visée de l'étape en cours constitue l'ultime revendication.

Une ville sainte avant Mahomet

par GEORGES DENIKER (*)

JERUSALEM n'est pas une ville. C'est un temple autour duquel une ville est née. Ce ne sont pas les ancêtres de M. Arafat ou de M. Hussein qui ont bâti le temple de Salomon. Le caractère saint de cette ville est attesté par les efforts que quantités de peuples, en cours des siècles, ont faits pour s'emparer de la ville ou détruire le temple. On ne s'approprie ou on ne détruit que ce à quoi on reconnaît une valeur certaine.

Dans le texte du mandat par lequel les Alliés de la première guerre mondiale ont confié la Palestine à l'Angleterre, avait été inséré le passage de la déclaration Balfour reconnaissant aux juifs le droit de revenir en Palestine pour y établir un « foyer ». Toutefois, comme la Palestine du mandat s'étendait bien au-delà du Jourdain, jusqu'en Irak, et que l'Angleterre avait des intérêts spéciaux dans ces confins (cf. le colonel Lawrence d'Arabie), l'article 23 du mandat autorisait la Grande-Bretagne à « retarder ou à suspendre l'application des mesures prévues, dans les territoires situés à l'est du Jourdain, si elle les considérait comme inapplicables par suite des conditions locales ».

Les dispositions de cet article furent invoquées lorsque l'Angleterre, par un memorandum du 16 septembre 1922, demanda à la S.D.N. de surseoir aux mesures prévues comme « étant inapplicables aux territoires connus sous le nom de Transjordanie » (un Etat qui venait d'être créé au profit de l'émir Abdallah). Dans plusieurs des Livres blancs britanniques ultérieurs, cette exception fut réitérée. Il paraît donc bien évident que les implantations juives devaient ne pas dépasser le Jourdain et demeurer à l'ouest du fleuve.

Le corollaire est que les Transjordanais auraient dû rester sur la rive est. Or ce sont eux, en 1949, qui ont franchi ce fleuve, en commençant par s'emparer de la vieille ville de Jérusalem.

Il ne faut pas perdre de vue qu'Abdallah était de famille hachémite, laquelle avait de toute éternité joui du privilège d'être « chérif » de La Mecque et de Médine, gardiens des lieux saints (musulmans). Or, en 1924, le père d'Abdallah s'était vu

dépouiller de ce privilège par Ibn Saoud, du clan rival des Wahabites (ces « préfaciers » de l'Arabie Saoudite actuelle). Il avait dû s'exiler à Chypre.

Vint la fin du mandat et la constitution de l'Etat d'Israël. Participer à la ruée arabe de 1949-1949 n'y eut pas, excellentes armées formées par les Anglais offraient à Abdallah une occasion, moins de « jeter les juifs à la mer » que de s'emparer de Jérusalem, en devenant le « gardien » et redonnant le lustre perdu à la famille hachémite. Il ne put s'emparer que de la vieille ville. Ses conquêtes subséquentes de la Samarie et de la Judée apparaissent comme les étapes d'un mouvement d'enveloppement destiné à « parachuter » la conquête de toute la ville. C'est ainsi ce qui explique les hésitations actuelles de Hussein à revendiquer des droits établis en violation du traité de principe de l'ONU de l'inviolabilité des acquisitions par la force (et souvent invoqué contre Israël).

Depuis l'ascension du prophète

Les Arabes considèrent Jérusalem comme leur ville sainte, parce qu'un jour, vers 630, une dizaine d'années avant sa mort, c'est du « rocher » de Jérusalem que Mahomet a effectué sa « Miraj » (ascension au ciel et entrevue avec la divinité). Il aurait pu s'élancer de tout autre point. Avoir choisi Jérusalem, c'était vouloir donner à l'ascension un caractère sacré parce que Jérusalem était « déjà » sainte.

Abdallah n'a en qu'un tort, c'est d'avoir annexé ses conquêtes à sa Transjordanie en créant un « Etat arabe ». La ligne arabe a estimé qu'il avait ainsi obéi au désir de l'ONU de partage de la Palestine, et légitimé du même coup la naissance d'Israël. On le lui fit bien voir. Il fut abattu à l'entrée de la mosquée d'Ad-Aksa, en juillet 1951, en présence d'Husseini, son petit-fils, âgé alors de seize ans, mais qui ne l'a pas oublié.

(*) Consul général de France en retraite.

AMÉRIQUES

Chili

vingt policiers
accusés d'avoir violé
les droits de l'homme
sont arrêtés

Santiago (A.P.). — Le gouvernement du président Pinochet a fait arrêter mardi 12 août, vingt policiers accusés de terrorisme de droite, à l'annonce de l'agence gouvernementale Orbe. On souligne à Santiago que c'est la première fois que le régime reconnaît que les forces chargées du maintien de l'ordre « se sont rendues coupables de violation des droits de l'homme. Selon l'agence Orbe, les policiers en cause (dont l'identité n'a pas été rendue publique), ont été arrêtés à la suite d'une série d'enlèvements et de décès d'un étudiant en journalisme, M. José Eduardo Jara âgé de vingt-trois ans. Ce dernier était détenu à l'hôpital, le 2 août, après avoir été enlevé et battu à mort. Cette affaire avait déjà provoqué la démission, lundi, du chef de la police civile, M. Ernesto Baeza (Le Monde du 13 août).

Bolivie

L'ancienne présidente
pourrait se rendre
en France

Le ministre des affaires étrangères du nouveau régime bolivien, le général Javier Serrano Calderon, a déclaré mardi 12 août que son gouvernement était prêt à accorder un sauf-conduit à M. Hernán Gilés Suazo, vainqueur de l'élection présidentielle du 29 juin. Il a ajouté que Mme Lidia Gueiler, présidente en exercice au moment du coup d'Etat militaire du 17 juillet, avait obtenu un visa pour se rendre en France. Cette information était confirmée ce mercredi à Paris par le Quai d'Orsay. Une des filles de Mme Gueiler réside à Paris.

Les autorités boliviennes ont relâché mardi Mme Helen Spoocher, une journaliste américaine indépendante, arrêtée pour avoir fait état de liens entre les auteurs du coup d'Etat et les trafiquants de drogue, et qui devrait quitter prochainement le pays. Une dizaine de Boliviens qui travaillaient pour des agences de presse internationales avant le coup d'Etat ont été arrêtés, expulsés ou sont entrés dans la clandestinité. Un porte-parole du département d'Etat n'a pas écarté mardi la possibilité qu'un lien existe entre les militaires putschistes et les trafiquants de cocaïne.

Le gouvernement du général García Meza a rejeté d'autre part les accusations d'Amnesty International de propos des violations des droits de l'homme en Bolivie, affirmant qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Bolivie, mais uniquement des détenus de droit commun. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

El Salvador

Deux camps irréconciliables

(Suite de la première page.)

Malgré au Salvador, les débats politiques ne se règlent plus pacifiquement. M. Erlich dans son message télévisé, deux fois interrompu par un arrêt de l'émission, a affirmé que les militaires protégeront commerces, industries et transports, qu'ils patrouilleront sans cesse dans les rues.

« Ils vont avoir recours aux groupes paramilitaires pour essayer de briser la grève », nous a déclaré Alma, jeune responsable politique d'un quartier de la capitale. Alors nous devons nous défendre. Les organisations de masse et les groupes armés vont pendant ces trois jours tester non seulement le soutien populaire dont ils se réclament, mais leur capacité à prendre le pouvoir grâce à une insurrection.

Dès mardi soir, sympathisants, militants et combattants étaient en état d'alerte. Des vivres sont stockés depuis longtemps, les pharmacies et les cliniques clandestines sont prêtes. « Nous allons dresser des barricades et creuser des tranchées dans plusieurs endroits », nous a affirmé Alma. Nous donnerons des cours de maniement d'armes à tous ceux qui le veulent dans les quartiers ainsi libérés.

En quelques semaines, la situation salvadorienne s'est polarisée. Regroupés dans l'Alliance productive, la bourgeoisie ne s'oppose plus à la lutte. « Elle est la meilleure solution possible », nous a déclaré M. Juan Vicente Maldonado, directeur de l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP), et nous nous efforçons de réunir à l'intérieur comme à l'extérieur les appuis dont elle a besoin. Nous sommes tous unis contre la grève. Le rapprochement est confirmé par le

Le sénateur Kennedy tente de modifier dans un sens plus social
la plate-forme du parti

Les travaux de la convention démocrate, où M. Carter est assuré de recevoir l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle, se sont poursuivis mardi 12 août avec le discours très attendu du sénateur Kennedy. Celui-ci a passé en revue les thèmes sociaux qui lui sont chers, mais n'a pas prononcé les mots traditionnels de soutien à l'égard de celui qui sera le candidat du parti. Le directeur adjoint de la campagne du sénateur, M. Patrick Lucey, ancien gouverneur du Wisconsin, a abandonné

New-York. — La mise au point du programme électoral démocrate a fait l'objet de laborieux marchandages, mardi 12 août, au second jour de la convention. Mal remis du forfait de M. Kennedy, annoncé lundi, les partisans du sénateur du Massachusetts ont insisté pour qu'il soit inclus dans le programme de grandes options économiques et sociales de leur parti, mais l'opposition entre les deux factions ne paraît pas s'estomper.

Plusieurs délégations ont été au bord de l'insurrection, et des membres des minorités, des syndicalistes, des latino-américains, des femmes, ont déclaré haïr à voter en novembre pour M. Carter. Certains ont même refusé de rejoindre le camp de M. Anderson. D'autres voulaient quitter une convention devenue, pour eux, sans objet.

Les délégués s'interrogent surtout sur l'avenir du programme économique et social du parti. Décidé à combattre en priorité l'inflation et le chômage, M. Kennedy a demandé qu'une priorité absolue soit accordée à un programme de création d'emplois de 12 milliards de dollars, assorti d'un blocage des prix et des salaires. M. Carter envisage seulement pour l'instant d'augmenter le fonds de création d'emplois grâce à de nouveaux impôts, mais il a toujours refusé de bloquer les prix et les salaires.

Après de longues tractations, les congressistes se sont mis d'accord sur un compromis. D'abord : ils ont admis que « le problème de l'emploi est la première priorité nationale ». En revanche, ils ont repoussé le plan d'assurance nationale de santé, cher à M. Kennedy.

Sans doute grâce à la présence de près de 50 % de femmes déléguées, deux mesures, pourtant très libérales, ont été acceptées sans coup férir par la convention : l'amendement à la Constitution prévoyant l'égalité des hommes et des femmes devant la loi (ERA) et le financement des avortements des femmes. Kennedy, qui n'a pas de parti, n'a pas voté sur ces deux questions. Il est vrai que le clan Kennedy comptait quelques féministes de choc, comme Mme Bella Abzug, ancienne conseillère du

Etats-Unis

LA CONVENTION DÉMOCRATE

De notre correspondant

président Carter, Shirley Chisholm, représentante de Brooklyn, et Carol Bellamy, présidente du conseil municipal de New-York. Les militants, qui n'ont guère eu de mal à convaincre leurs concitoyens, ont notamment fait valoir que sur les quinze Etats qui n'ont pas encore ratifié l'ERA, treize sont contrôlés par les démocrates.

Le grand moment de la journée a été le discours de M. Kennedy. Discours passionné, chargé d'émotion, qui a mis l'accent sur les thèmes les plus libéraux, voire populistes, du sénateur. Polémiquement, il a souligné la déception de son arrivée à la tribune, M. Kennedy n'a pas pu se défendre pas de ses partisans qui lui ont fait une interminable ovation.

« L'attachement à une cause »

« Je ne suis pas ici comme candidat, mais pour réaffirmer mon attachement à une cause », a déclaré d'emblée, le sénateur. « C'est la défense de cette cause qui m'a reconstruit pendant une campagne électorale de neuf mois. Et le sénateur a longuement évoqué l'attachement du parti démocrate à la défense des opprimés et de l'homme « quelconque », la capacité des Etats-Unis à résoudre les problèmes qui ont amené des millions d'immigrants sur leurs rives.

« Nous sommes le parti de la liberté, du New Deal, et de l'espoir », a plaidé l'orateur qui s'est lancé ensuite dans une attaque violente contre le parti républicain et M. Reagan, utilisant avec un plaisir évident une série de citations de ce dernier, telles que : « Les allocations de chômage ne sont que des congés payés déguisés », « Le fascisme était la base réelle du New Deal », « L'impôt progressif sur le revenu est une invention de Karl Marx », et encore : « La sécurité sociale devrait être optionnelle ».

S'adressant tout à tour aux chômeurs, aux personnes âgées, aux écologistes hostiles à l'énergie nucléaire, aux femmes qui luttent contre la discrimination, le

« Nous sommes le parti de la liberté, du New Deal, et de l'espoir », a plaidé l'orateur qui s'est lancé ensuite dans une attaque violente contre le parti républicain et M. Reagan, utilisant avec un plaisir évident une série de citations de ce dernier, telles que : « Les allocations de chômage ne sont que des congés payés déguisés », « Le fascisme était la base réelle du New Deal », « L'impôt progressif sur le revenu est une invention de Karl Marx », et encore : « La sécurité sociale devrait être optionnelle ».

S'adressant tout à tour aux chômeurs, aux personnes âgées, aux écologistes hostiles à l'énergie nucléaire, aux femmes qui luttent contre la discrimination, le

Brésil

DES INDIENS TUENT
ONZE OUVRIERS AGRICOLES
DANS LE MATO-GROSSO

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Un groupe d'indiens Tucuramae du parc national du Xingu, dans le Mato-Grosso, a tué vendredi 8 août, onze ouvriers agricoles qui travaillaient au déboisement d'une zone située en bordure de la route nationale, a annoncé mardi la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) à Rio-de-Janeiro. La zone en question est revendiquée par les Tucuramae depuis plusieurs années.

Les Indiens ont pris contact avec les ouvriers et leur ont fixé un rendez-vous, auquel se sont rendus treize d'entre eux, a précisé la FUNAI. Les Indiens les ont attaqués à coups de massue, et onze ouvriers ont été tués, un grièvement blessé. Un autre a pu s'enfuir.

La FUNAI, qui est un organisme gouvernemental, a envoyé une équipe pour parlementer avec les Indiens, qui paraissent prêts de s'abstenir de tout acte d'hostilité dans l'attente d'une solution au problème de la démarcation de leur territoire.

FRANCIS PISANI

Océanie

Vanuatu

Aucune mesure d'expulsion de Français
n'a été prise par Port-Vila
nous déclare M. Olivier Stirn

A l'issue des entretiens qui se sont déroulés mardi 12 août à Paris entre M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et son homologue britannique, M. Peter Blaker, un communiqué commun a été publié qui confirme le retrait de la force militaire conjointe de l'île d'Espiritu-Santo le 19 août. Les deux ministres ont aussi pris note des progrès accomplis jusqu'à présent par le gouvernement de Vanuatu en vue d'établir son autorité et a exprimé l'espoir de voir de nouveaux pas vers la stabilité et la réconciliation s'accomplir à Santo.

M. Stirn nous a d'autre part déclaré qu'il était « confiant » dans l'avenir autant que dans la sauvegarde des intérêts de la France et des Français dans le nouvel Etat. « On ne peut contester qu'il y ait des problèmes, mais ils ne sont pas insurmontables. Il faut laisser jouer le dialogue pacifique » pour parvenir à petit à petit à une normalisation. On peut toutefois craindre « une dérive », un incident qui dégrènerait (...). C'est le seul risque.

« On peut déplorer les difficultés internes et pour le suivi le secrétaire d'Etat, mais cela regarde le Vanuatu, ce n'est pas l'affaire de la France », M. Stirn estime que le nouveau premier ministre, M. Walter Lini, est « sincère, solide, volontaire, et désire l'unité du pays ». Il lui a semblé « ouvert » à l'idée d'une autonomie régionale bien que cette idée — et celle de la collaboration avec les francophones — ne soit pas partagée par tous autour de lui.

M. Stirn a d'autre part affirmé qu'aucune expulsion de Français n'était envisagée pour le moment, contrairement à la déclaration faite le 10 août par le communiqué de presse de Port-Vila (Le Monde du 13 août). « Nous avons demandé à notre ambassadeur de voir le premier ministre et de lui dire que si tel était le cas il y aurait eu des mesures prises », a-t-il précisé.

NICOLE BERNHEIM

pourrait de la coopération. Paris a en ces assurances de M. Lini et de son ministre de l'Intérieur, a ajouté le secrétaire d'Etat, qui a toutefois reconnu que « des listes circulent » à Port-Vila, et que, si une partie du gouvernement est « strictement francophone », l'autre fait preuve d'un certain « ostracisme » envers les francophones.

Le secrétaire d'Etat s'est montré assez ferme à l'égard de certains membres de la communauté française au Vanuatu : « Un petit nombre de Français sont probablement inadéquats à un pays indépendant. Nous avons pris toutes dispositions pour qu'ils puissent quitter le pays de leur plein gré. Il ne s'agit pas d'une expulsion (...). Pour qu'il y ait un bon démarrage et que la francophonie se maintienne, il faut que les Français comprennent que c'est un pays indépendant. Les Français doivent jouer le jeu et ne pas se mêler des affaires intérieures » du Vanuatu. Le devoir de Paris est de les protéger, et ce sera fait.

Pour sa part, M. Blaker a déclaré après ses entretiens avec M. Stirn que la fin des troubles au Vanuatu dépendait de l'attitude de M. Stevens, dirigeant séparatiste de Santo. Il n'est pas sûr que Port-Vila puisse rétablir pleinement son autorité sur l'île avant le retrait du contingent franco-britannique. Il faut toutefois reconnaître, a ajouté M. Blaker, qu'une autorité totale n'a jamais été exercée sur Santo dans le passé.

Pour rétablir ce contrôle sur Santo, le gouvernement de Port-Vila a demandé l'envoi de troupes de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui ont commencé d'arriver dans l'archipel. Vingt-cinq soldats australiens ont assisté l'armée de Port-Vila (Le Monde du 13 août). « Nous avons demandé à notre ambassadeur de voir le premier ministre et de lui dire que si tel était le cas il y aurait eu des mesures prises », a-t-il précisé.

P. de B.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

PLUSIEURS CENTAINES DE PRISONNIERS ont été libérés à la demande de M. Babrak Karmal, à l'occasion de la fin du ramadan, a annoncé Radio-Kaboul, le 12 août. Le radio, d'autre part, fait état à plusieurs reprises de la participation de M. Karmal aux cérémonies religieuses tenues à cette occasion. — (A.F.P.)

Argentine

CENT SOIXANTE-QUINZE PERSONNALITÉS ARGENTINES ont acheté, le mardi 12 août, un espace publicitaire dans les journaux de Buenos-Aires pour exprimer leur solidarité envers les familles des personnes disparues. Parmi les signataires se trouvent l'ancien vice-président du pays, M. Vicente Solano Lima, et le président de l'Académie argentine des lettres, M. Bernardo Canal Feijoo. — (A.F.P.)

Chine

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, accusé, mercredi 13 août, M. Chen Yonggui, vice-premier ministre, d'être responsable de la mort de cent quarante et une personnes dans la « commune modèle » de Dazhai qu'il dirigeait pendant la révolution culturelle. Selon le journal, M. Chen a refusé de réhabiliter ces « personnes déshonorées » et a demandé à ce qu'elles soient réhabilitées. Les critiques contre l'expérience de Dazhai se sont multipliées ces

derniers temps dans la presse chinoise (Le Monde daté 3-4 août). — (A.F.P.)

UN POLICIER a été arrêté récemment pour avoir torturé à mort un jeune ouvrier, a rapporté, lundi 11 août, le Congrès Rénou, journal des syndicats. La victime avait été interpellée le 3 juillet à la suite d'une altercation avec une vendeuse dans la gare de Lanzhou dans le nord du pays. — (A.F.P.)

LE PARTI SOCIALISTE PORTUGAIS devait demander ce mercredi 13 août au Parlement d'ouvrir une enquête sur la situation financière personnelle du premier ministre, M. Francisco Sá Carneiro, a annoncé le mardi 12 août M. Mario Soares, secrétaire général du P.S. M. Soares accuse le premier ministre de s'être « frauduleusement » déchargé en 1977 d'une dette de 35 millions d'escudos (3 millions de francs) contractée auprès d'une banque nationalisée. — (A.F.P.)

LE PARTI SOCIALISTE PORTUGAIS devait demander ce mercredi 13 août au Parlement d'ouvrir une enquête sur la situation financière personnelle du premier ministre, M. Francisco Sá Carneiro, a annoncé le mardi 12 août M. Mario Soares, secrétaire général du P.S. M. Soares accuse le premier ministre de s'être « frauduleusement » déchargé en 1977 d'une dette de 35 millions d'escudos (3 millions de francs) contractée auprès d'une banque nationalisée. — (A.F.P.)

Portugal

LE PARTI SOCIALISTE PORTUGAIS devait demander ce mercredi 13 août au Parlement d'ouvrir une enquête sur la situation financière personnelle du premier ministre, M. Francisco Sá Carneiro, a annoncé le mardi 12 août M. Mario Soares, secrétaire général du P.S. M. Soares accuse le premier ministre de s'être « frauduleusement » déchargé en 1977 d'une dette de 35 millions d'escudos (3 millions de francs) contractée auprès d'une banque nationalisée. — (A.F.P.)

Union soviétique

MME OKANA MECHKO, membre du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, est internée depuis le début de juillet dans un hôpital psychiatrique de Kiev (Ukraine), apprend-on mardi 12 août à Moscou de source dissidente. La septuagénnaire est totalement isolée. Son fils, Alexandre Bergeenko, purge une peine de trois ans de rélegation après avoir passé cinq ans dans un camp de la région de Perm (Oural). — (A.F.P.)

Pays-Bas

L'ENTRAÎNEUR D'UNE EQUIPE JUNIOR ROUMAINE de water-polo, M. Carol Cor-

Le Drugstorien
Restaurant

OUVERT TOUS LES JOURS DU MOIS D'AOUT
JUSQU'À 1 HEURE DU MATIN.

Réservation : téléphone 359.38.70
1, avenue Matignon - 75008 Paris - Rond-Point des Champs-Élysées - 1^{er} étage Drugstorien Matignon.

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le maire de Naplouse

« Les juifs, nos frères »

Diplomates arabes, personnalités françaises, militants palestiniens, se succèdent dans la vaste pièce encombrée de corbeilles de fleurs et de bouquets. Des « barbouzes » montent une garde vigilante aux portes de ce grand hôtel parisien, dans les couloirs et au saut de la chambre qu'occupe M. Bassam Chakka. Le maire de Naplouse (Cisjordanie), les jambes empuées, installé sur un fauteuil roulant, évoque calmement, comme s'il concernait une tierce personne, l'attentat qui a failli lui coûter la vie le 2 juin.

Au matin de ce jour-là, il quitte sa maison pour se rendre à son bureau. M. Chakka tourne la clef de contact de sa voiture. La forte déflagration qui s'ensuit détruit le véhicule et laisse le maire dans une mare de sang. On doit l'amputer des deux jambes. Accablé à sa sortie de l'hôpital quelques jours plus tard par la population de Naplouse, estalé par l'émotion, il lève deux doigts en signe de « V » et s'adresse à la foule : « Le combat se poursuivra ! Vive la Palestine ! » M. Bassam Chakka est aujourd'hui, sans conteste, l'homme le plus populaire des territoires occupés par Israël. En visite à Paris, sur l'invitation de M. Giacard d'Estang, il sera bientôt l'hôte de Mme Thatcher, à Londres, où il recevra des soins médicaux.

Le maire de Naplouse est formel : ce sont les « autorités d'occupation » qui ont tenté de l'assassiner. Il met en cause le gouvernement de M. Begin, l'administration militaire de Cisjordanie, les services de renseignements d'Israël. Sa ferme conviction, précise-t-il, est fondée sur une foule d'indices, qui, pour lui, ne laissent pas l'ombre d'un doute.

Il rapporte, entre autres, une conversation qu'il avait eue, à l'automne, avec le général Weizman. L'ancien ministre de la défense l'avait convoqué à son bureau de Tel-Aviv pour lui adresser un « avertissement solennel ». Le général, qui parle relativement bien l'arabe, lui dit d'emblée : « Je m'exprime en hébreu pour plus de précision. » Après lui avoir dit que « le combat qu'il dirigeait contre Israël était devenu intolérable », il aurait ajouté, selon M. Chakka : « Je vous avise aujourd'hui que, si vous ne cessez pas vos activités séditieuses, vous serez puni physiquement. » Peu de temps après, le général David Elazar, alors chargé des territoires occupés, l'a convoqué à son tour pour lui signifier qu'il devait « s'attendre au pire ».

« Je m'attendais à un mauvais coup », nous déclare M. Chakka, « d'autant plus que les autorités d'occupation avaient été contraintes en décembre d'annuler l'arrestation d'expulsion prise à mon encontre et à me réintégrer dans mes fonctions, mais j'avais que je n'imaginais pas qu'ils traient jusqu'à l'assassinat pur et simple. »

« Tous complices »

A l'appel de sa thèse, le maire de Naplouse relève que, au moment de l'attentat, le réseau téléphonique de son quartier, ainsi que celui du secteur où se trouvait l'hôpital « ont été coupés opportunément en panne ». « De toute évidence, estime-t-il, on cherchait à empêcher que tout secours me parvienne. Je dois la vie à un médecin qui passait par hasard près de ma maison et qui m'a fait transporter à l'hôpital. »

M. Chakka ne croit pas au complot qui aurait éclaté entre M. Begin et le chef des services de renseignements au sujet de l'enquête que ce dernier aurait voulu mener à son terme, à l'encontre de la volonté du premier ministre israélien. « Ils sont tous complices », commente-t-il, « d'une affaire d'enquête n'a même pas été ébauchée. N'est-il pas significatif que, jusqu'au moment où je vous parle, la police n'ait pas encore jugé utile d'interroger les témoins de l'attentat, les voisins, les membres de ma famille ou moi-même ? »

« La terreur que font passer les autorités d'occupation depuis la signature des accords de Camp David, estime le maire de Naplouse, se poursuit et s'intensifie pour au moins deux raisons. La première est évidente : Israël cherche à briser la résistance palestinienne à la simulation de règlement pacifique. La seconde relève de la politique de colonisation du gouvernement Begin. C'est à la faveur de la répression — et peut-être demain de celle d'agressions contre le Liban ou la Syrie — qu'Israël multiplie les confiscations de terres palestiniennes, les implantations juives, les transferts de colons en Cisjordanie. » M. Chakka ajoute : « M. Begin cherche la confrontation et l'escalade. Mais qu'il

Iran

INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES DES BANQUES NATIONALISÉES

Le gouvernement de la Banque centrale, M. Alireza Nobari, a annoncé, au cours d'une conférence de presse, que les actionnaires iraniens et étrangers de trente banques et institutions financières nationalisées l'an dernier seront indemnisés à concurrence de 61 milliards de rials (850 millions de dollars). Il a précisé que les avoirs étrangers, estimés à 130 millions, recevront une indemnité de 30 à 40 millions de dollars. Les actionnaires iraniens, qui ont fui le pays après le départ du chah, qui ont été condamnés devant les tribunaux révolutionnaires, sont exclus de cette mesure.

Les indemnités ont été calculées en fonction des profits et pertes de ces institutions à la date de leur nationalisation, le 1er juin 1979. Leurs avoirs cumulés s'élevaient à l'époque à 159 milliards de rials (2,5 milliards de dollars) et leurs réserves à 17 milliards (230 millions). Toutefois, selon la Banque centrale, leurs pertes s'élevaient à 186 milliards de rials (2,6 milliards de dollars).

M. Nobari a ajouté que les actionnaires de dix-sept autres institutions financières n'auront droit à aucune indemnité, ces établissements ayant enregistré de fortes pertes consécutives à une mauvaise gestion et à des emprunts risqués.

Le gouvernement de la Banque centrale a cité le cas de la Banque de l'Iran et du Japon, pour laquelle les pertes dépassent 5,5 milliards de rials (83 millions de dollars), monnaie des capitaux propres et des réserves.

Selon les documents présentés par M. Nobari, les comptes des banques à participation française (Credito Italiano, BNP, etc.) et Banque nationale de Paris, 35 % du capital) et la Banque de Téhéran (Banque de Paris et des Pays-Bas, 25 %) font apparaître un solide positif.

AFRIQUE

Tanzanie

Zanzibar met en place ses nouvelles institutions dans un climat de fronde à l'égard de Dar-Es-Salaam

De notre envoyé spécial

Zanzibar. — Dans l'ombre des ruelles de la vieille ville arabe, quelques portes en bois sculpté témoignent somptueusement de sa splendeur passée. Face à l'immensité océane, la « maison de Livingstone », offre aux brises ses murs décolorés tandis que, sur les étagères du rez-de-chaussée, on trouve le requin à grande coupe de main, au fond d'un armoire, cour glissent des sabots de femmes sombres et voilées. Des pans de mur aveclés, vestiges d'anciennes demeures, ne sont plus qu'un amas de briques. Autour des échoppes aux échoues enluminées flotte le parfum sucré de la girofle, richesse nationale. Seize ans après l'union avec le Tansanie continental, les Zanzibari ressentent une sourde amertume.

Depuis l'annexion de l'archipel par ce qui était à l'époque le Tanganyika, le débat politique gravite autour de deux ou trois questions fondamentales. L'Union joue-t-elle au profit ou au détriment des Zanzibari ? Quel degré d'autonomie les autorités de Dar-Es-Salaam sont-elles prêtes à concéder aux deux îles ? Comment concilier le respect de leur forte personnalité et l'application du socialisme égalitaire en vigueur sur le continent ? L'annonce d'une tentative de coup d'État (le Monde du 15 juillet) montre que ces interrogations ne sont pas théoriques.

Envers Zanzibar, le président Nyerere a toujours manifesté prudence et mesure. Conscient qu'on ne pouvait pas les singularités de l'archipel par la seule contrainte, il s'est abstenu de hâter le processus d'unification politique ; les liens institutionnels entre les îles et le continent sont longtemps demeurés ténus. Il a fallu attendre février 1977 pour que les deux parties au pouvoir fusionnent en une seule formation, le Chama Cha Mapinduzi (C.C.M.) ou Parti de la révolution.

La révolution ? Sous la férule du cheikh Karume assassiné en avril 1972, elle avait d'ores et déjà sensiblement modifié le visage économique social de l'archipel : morcellement des grandes plantations héritées du sultanat en parcelles familiales de 1 et 2 hectares ; industrialisation naissante ; médecine gratuite. La présence à Zanzibar-Ville de plusieurs immeubles populaires construits dans le pire style est-berlinois témoigne du passage de quinze ans, d'architectes venus du froid. Mais l'électrification, longtemps insuffisante, ne fut achevée qu'il y a trois mois à peine avec la pose de câbles sous-marins.

Parallèlement, la démocratisation de la vie politique restait à la traîne. Le régime a franchi une importante étape en ce sens à l'automne dernier en dotant l'archipel d'un Conseil consultatif (le Monde du 13 octobre 1978) ; répondant au double désir de démocratie et d'autonomie, cette initiative ne renforce toutefois l'une et l'autre qu'à pas comptés. Certes, un conseil des représentants fait maintenant office de Parlement. L'innovation n'est pas négligeable après quinze ans de gouvernement par décret. Mais ses cent quinze membres ont été, en janvier, soit nommés, soit choisis par les organisations de masse liées au parti unique. Les trente-deux membres du conseil révolutionnaire, l'organe exécutif de l'archipel, appartiennent de droit à l'Assemblée. La liberté de choix de la population s'en trouve d'autant plus restreinte. Zanzibar reste bien loin de Westminster.

En fait, la principale nouveauté réside dans l'élection au suffrage universel du président du Conseil révolutionnaire. Celle-ci aura lieu le 26 octobre, en même temps que les scrutins législatif et présidentiel sur le continent. Un seul candidat au poste suprême sera proposé par des commissions spéciales du parti, ce qui, notons-le au passage, consolide le rôle du C.C.M. dans l'archipel. Le président de Zanzibar est automatiquement le vice-président de la République de Tanzanie. Tout porte à croire que le C.C.M. choisira l'ancien dirigeant zanzibari, M. Aboud Jume. Il lui faut, pour être élu, recueillir la majorité absolue parmi les votants. D'où la mince incertitude (peu commune en Afrique) qui anime le débat politique à l'époque de l'élection d'octobre. M. Jume sera-t-il reconduit ? Si oui, avec quel programme ?

L'intérêt de l'affaire tient d'abord au personnage en cause. Cet ancien instituteur âgé de soixante-trois ans est au pouvoir depuis 1972. A la différence de la plupart des dirigeants tanzaniens, M. Jume ne peut se targuer d'un style de vie irréprochable. La corruption, dit-on, règne dans son entourage. L'élite locale lui reproche d'exercer le pouvoir de manière trop personnelle. Les tracts et les graffiti de l'opposition clandestine l'accusent d'avoir « vendu Zanzibar ». Bref, excessif peut-être mais qui exerce un réel mécontentement envers l'homme fort de l'archipel. « Il est difficile de trouver ici des partisans enthousiastes de Jume », assure un diplomate. Inégalités et frustrations alimentent le dépit des Zanzibari. Les fonctionnaires, par exemple, n'admettent pas d'être moins payés que leurs collègues venus du continent.

En quinze ans, l'archipel est passé de la prospérité à l'austérité relative avant de connaître la pénurie. En 1972, Zanzibar possédait dans ses coffres une réserve de 600 millions de francs en devises. L'an dernier, les travailleurs ont pris un ministre en otage afin qu'il leur verse deux mois de salaires impayés. Le gouvernement doit emprunter pour joindre les deux bouts. Ce déclin économique tient en partie à des facteurs extérieurs : inflation mondiale, hausse des coûts pé-

Le « Karafun »

L'histoire de l'archipel est riche en exploits réels ou imaginaires. La dernière en date des conjurations avortées a été révélée début juillet. La police arrêta une centaine de personnes, dont seize demeurent détenues. Parmi les prétendus conjurés, figuraient deux frères appartenant à une famille d'hommes d'affaires, mais aussi un chanteur de bar, un mécanicien et un gardien de nuit. Tous seront traduits devant une haute cour. Que penser d'une accusation qui fonde sa thèse sur

trois, évolution du marché girouffier. Mais la population locale, sans aller chercher plus loin, accuse de tous les maux les autorités centrales et leur fidèle allié, M. Jume. Les Zanzibari estiment avoir fait les frais de l'union — au propre comme au figuré — car l'argent que procure la girofle va surtout au continent. Ils soupçonnent d'autant plus M. Jume d'avoir délaissé l'archipel que lui-même a soigné son image de dirigeant tanzanien à part entière, passant une bonne partie de son temps hors des îles, ce qui lui vaut le sobriquet de « président-touriste ».

M. Nyerere connaît les faiblesses et l'impopularité croissante dans l'archipel de son vice-président. Sans doute a-t-il songé parfois à l'écart du pouvoir. Mais on ne connaît M. Jume que par son rôle de chef de l'État, son adjoint à la grande maîtrise de symboliser une union qui s'est progressivement renforcée sous son règne. Alors, mieux vaut tolérer quelque fronde sur les îles et tenter de l'apaiser, que voir remis en cause l'un des principaux acquis du régime. Au début, les Zanzibari ont été contents, ouvertement ou non, le caractère irréversible de l'Union.

Le président de Zanzibar n'a-t-il pas plutôt délibérément « gonflé » une affaire mineure en guise d'avertissement à d'éventuels rivaux ? Selon certaines informations difficilement vérifiables, les partisans de l'ancien dirigeant gauchiste, M. Abdul Rahman Babu, élargissent leur influence dans l'archipel. Libéré de prison en avril 1978 après six ans de détention, M. Babu ne fait guère parler de lui, même s'il reste sans doute la plus brillante personnalité de Zanzibar. Jusqu'à présent, son audience est demeurée trop faible parmi la masse des petits planteurs de girofle pour inquiéter le régime.

Comment évoquer la situation Zanzibar sans revenir toujours au « karafun » qui fit la fortune de l'archipel ? Introduite vers 1850 à partir de l'île Maurice, la girofle comme toute monoculture, eut des effets secondaires paralysants sur l'économie. Le gouvernement parie depuis longtemps de diversification agricole, avec notamment la culture du coton et la concurrence accrue d'autres pays producteurs, notamment Madagascar, la rendent indispensable. Le paddy et la canne à sucre ont fait leur apparition, mais la célèbre épice procure encore 90 % des ressources en devises. La socialisation du commerce du clou de girofle n'a pas fait l'affaire des planteurs zanzibari. La faiblesse du prix payé aux producteurs ne les a guère stimulés. L'organisme d'achat a dû quintuplier ses tarifs. Malgré cela, les planteurs songent avec nostalgie à l'époque où ils écoulèrent en contrebande vers les côtes du Kenya l'essentiel de leur production. Rien d'étonnant si Zanzibar regrette plus que d'autres l'éclatement de la communauté est-africaine et la suppression de tout échange commercial avec Mombasa, le grand port kenyan, son débouché traditionnel.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

EUROPE

Le XV^e congrès international des sciences historiques à Bucarest

Une contribution tchécoslovaque : des « Acta persecutionis » aux « Acta creationis »

Le quinzième congrès international des sciences historiques, auquel participent des historiens d'une soixantaine de pays et qui durera une semaine, a été inauguré, dimanche 10 août à Bucarest, par M. Ceausescu, chef du parti et de l'État roumain. S'adressant aux quelque deux mille cinq cents congressistes, il a déclaré : « Tout doit être mis en œuvre pour que cesse la course aux armements et que les énormes fonds consacrés à celle-ci soient affectés aux programmes de développement économique et social des peuples qui ont pris du retard. »

Le précédent congrès s'était tenu à Vienne en 1965 à l'initiative de l'Institut international de l'histoire, fondé par le mouvement de résistance durant la seconde guerre mondiale) avait adressé de Prague (où il exerçait l'activité de journaliste) un message d'ouverture à l'occasion duquel il avait souligné l'importance de la « normalisation » de la vie publique des pays de l'Europe centrale et orientale. Ce message, qui était accompagné d'un document, les Acta persecutionis, où il attirait l'attention de ses collègues sur le sort fait à quelques cent cinquante historiens tchécoslovaques, empêchés de travailler dans leur spécialité. La liste n'était pas exhaustive, car M. Prečan n'avait pas les moyens de savoir exactement ce qui se passait en dehors de Prague, notamment en Slovaquie.

Depuis, M. Prečan a pu émigrer et vit à Hanovre. Il a cette fois-ci adressé au Comité d'organisation du quinzième congrès et à des historiens de renom de différents pays occidentaux un nouveau document, les Acta creationis. Il y présente aux congressistes la « recherche historique indépendante » menée en Tchécoslovaquie depuis 1989 et illustre de travaux de trois historiens sur des sujets fort divers. Le document comprend aussi une bibliographie, des « travaux historiques » écrits ou publiés de manière « indépendante », c'est-à-dire non officielle. Dans une longue préface, M. Prečan analyse l'évolution de la recherche historique et remarque, qu'avec le recul du temps, les sujets traités concernent des questions délicates du passé, telles les relations entre les différentes nationalités (tchèques et allemands, tchèques et slovaques), etc. et que l'histoire d'autres pays, du bloc oriental ou

occidental, passionne les historiens non officiels.

Il rappelle aussi que sa liste de « persécution » de 1975 était incomplète : il faudrait y ajouter ceux qui furent « excommuniés » dans les années 1950. Or la jeune génération d'historiens commence à se pencher sur leurs écrits, comme en témoigne une étude sur l'œuvre de Zdenek Kalista, écrite pour son quatre-vingtième anniversaire, en juillet. — Amb.

CORRESPONDANCE

Filsudski et l'histoire officielle de la Pologne

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Marcel Féjé, auteur de la date du 3 août, à paraître (page 24) une information, vraisemblablement de « source dissidente », rapportant la célébration à Varsovie, le 6 août, du soixantième anniversaire de la formation des « légions » du maréchal Josef Filsudski. L'événement en lui-même était assez intéressant pour qu'il fut inutile de le dramatiser artificiellement en ajoutant que le nom de Filsudski avait été « depuis la fondation de la Pologne populaire » en 1945, banni de l'histoire officielle et que « ce n'est qu'en 1975 qu'une plaque à sa mémoire a été apposée en l'église des Trois-Croix par les soins de la hiérarchie catholique ».

Il est tout simplement puéril d'imaginer qu'on aurait pu « bannir » de l'histoire officielle, le nom de Filsudski : celui-ci figure dans l'histoire de la libération de la France. Il suffit d'ailleurs d'ouvrir n'importe quel livre polonais traitant de l'entre-deux guerres, à commencer par la très officielle « Histoire de la Pologne », publiée (en français) par les Éditions scientifiques d'État, pour constater que le rôle du maréchal Filsudski y est longuement étudié, d'une manière qu'on peut assurément discuter (sur la France, sans l'accord sur de Gaulle ?), mais sans agressivité particulière.

J'ajouterais que le premier touriste venu, visitant Cracovie, peut constater aussi que le tombeau de Filsudski, dans la « crypte des rois » de la cathédrale de Wawel (il était difficile de faire mieux), est sans doute le plus régulièrement et le plus abondamment fleuri, avec ceux d'Adam Mickiewicz et de la reine Hedwige.

Italie

GROS BILLETS ET... PAPIERS

(De notre correspondant.)

Rome. — Les Italiens osent-ils encore utiliser les coupures de cent mille lires ? C'est la question que se posent les milieux financiers de la péninsule, après une ordonnance de la magistrature de Reggio de Calabrie qui a décidé, afin de gêner le recyclage de l'argent provenant des rampons, d'obliger, à partir du 9 août dernier et pour une durée de deux mois, les banques et les bureaux de poste à relever l'identité de ceux qui viennent aux guichets déposer des billets de cent mille lires.

Pour chaque coupure, les employés des banques et des postes devront noter les numéros du billet, l'identité de celui qui fait le dépôt, puis transmettre ce formulaire dûment rempli à la police qui pourra ainsi identifier les billets « sales », c'est-à-dire portés par des auteurs de rapts. La longueur des attentes aux guichets le plus souvent bondés des banques risque de créer un véritable chaos et, peu à peu, personne ne voudra plus recevoir en paiement ces coupures.

Le nombre de billets de cent mille lires en circulation serait supérieur à soixante-quinze millions, soit une valeur supérieure au tiers de la masse monétaire. Cette mesure de la magistrature crée des inconvénients qui vont au-delà d'une attente accrue aux guichets. Celui qui a reçu une coupure « sale » devra prouver sa provenance et les commerçants risquent dorénavant de demander aux clients l'identité de ceux qui effectuaient des paiements avec ces coupures. Les banques ne donnant aucun type d'attestation pour ces billets de cent mille lires fournis aux clients. Et si l'un d'eux est « sale », l'usager en sera de sa poche puisque les billets provenant des rampons sont séquestrés par l'autorité judiciaire. (Interim.)

Irlande du Nord

QUINZE MILLE PROTESTANTS ont défilé, le mardi 12 août, dans les rues de Londonderry, en Irlande du Nord, à l'occasion de l'anniversaire de la fin du siège de Derry par les catholiques en 1689. Cette manifestation, qui a lieu chaque année, s'est déroulée dans le calme. — (A.F.P.)

DIPLOMA

L'entente franco-allemande ne saurait être un

ARAVANIERS
CHERCHER UNE PLACE

مكتبة الأصل

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les policiers italiens ne croient pas à la « piste française » dans l'enquête sur l'attentat de Bologne

Interrogé mardi 12 août à TF 1 sur le développement du terrorisme en France, le ministre a déclaré : « Au-delà même du terrorisme, la mise en cause dans notre pays de la sécurité des personnes et des biens n'est pas acceptable. Après avoir plaidé pour un renouveau de l'ensemble des moyens de la police, le président du R.P.R. a indiqué que « il faut être vigilant face au développement de tous les fascismes », y compris d'extrême-droite ou d'extrême-gauche. Le président démocrate républicain ne doit jamais permettre aux fascistes de se développer. Le développement du terrorisme exige de la part de la République une grande fermeté, fût-ce au détriment de quelques principes comme les exigences légitimes et naturelles

L'Irlande à saisir.

DEVANT LE GROUPE DE L'ONU SUR L'ESCLAVAGE

Le sort tragique des femmes qui ont « failli à l'honneur »

De notre correspondante

Genève. — Il est des pratiques que ne justifie aucune disposition juridique, aucune loi religieuse, mais qui ont la vie dure, notamment grâce au silence qui les entoure et à l'impunité dont sont assurés les coupables. Le groupe de travail des experts des Nations unies sur l'esclavage a entendu, le 12 août, avec rapport à l'appui, une déposition particulièrement édifiante d'une représentante du Groupe des droits des minorités (M.R.G.), une organisation basée à Londres, sur les jeunes filles et les jeunes femmes torturées et tuées par les hommes de leur famille dans divers pays du Proche-Orient, pour avoir « failli à l'honneur ».

Elles se comptent par milliers, celles qui sont massacrées par le chef de famille, père, frère aîné ou cousin. Le meurtre est considéré comme une vengeance légitime lorsque la victime est coupable ou simplement soupçonnée de s'être compromise hors mariage avec un homme ; celui-ci ne risque généralement rien. Quant au meurtrier, il a sa conscience pour lui, car il agit de la manière que son entourage attendait de lui, afin que soit sauvé l'honneur de la famille ou de la tribu. Ces pratiques sont répandues dans toutes les couches sociales.

Les femmes, ainsi persécutées, qui parviennent à gagner un pays où elles sont à l'abri, devraient, selon les auteurs du rapport, bénéficier du statut de réfugiés. Cela leur permettrait de ne pas être refoulées dans leur pays, où elles risquent de nouveau le pire, et de bénéficier de la protection qu'offre le droit d'asile. Il faut,

d'autre part, mettre sur pied des réseaux pour rechercher ces victimes, car « tant que nous n'interviendrons pas, non seulement nous serons complices de non-assistance à personnes en danger, mais nous nous rendrons complices de ceux qui les persécutent ».

Pour ne citer qu'un exemple, un jour d'avril 1978, en Syrie, Nabila, seize ans, est « ramassée » par la police : tuméfiée, défigurée, les côtes et les jambes fracassées. Son crime : avoir écrit un billet à un garçon de son âge lui demandant de ne plus rôder autour de sa maison. Les policiers la conduisent à l'hôpital et préviennent ses parents, à qui ils assurent que leur fille n'a pas eu de rapports sexuels. Les parents manifestent leur satisfaction. Mais le lendemain de son retour à la maison, la jeune fille meurt subitement. Une autopsie est ordonnée à la suite de l'intervention du jeune amoureux. Elle prouve que la victime a été empoisonnée.

Selon le rapport, en Jordanie, environ cent cinquante femmes sont ainsi tuées chaque année. C'est là le chiffre donné ; il convient d'y ajouter le nombre inconnu de femmes tombées dans un escalier par « accident », « suicidées » en se jetant par une fenêtre, etc. Le chiffre officiel — autant qu'il puisse l'être — pour la bande de Gaza, est de quatre-vingt à cent femmes par an. Le rapport fait état de jeunes filles « liquidées discrètement » en Haute-Egypte, en Irak, en Jordanie et en Arabie Saoudite.

ISABELLE VICHNIAC.

L'ENGORGEMENT DES TRIBUNAUX

La commission des lois de l'Assemblée préconise l'augmentation rapide du nombre de magistrats

Aucune création de poste n'est prévue pour 1981

Il n'y aura pas de création de postes de magistrats en 1981. Après une année défavorable (1979 : quinze postes) et une année exceptionnelle (1980 : deux cent quarante et un postes), les effectifs des tribunaux n'augmenteront pas, pour la première fois depuis le début du septennat. Cette décision risque d'être mal accueillie par la commission des lois de l'Assemblée nationale qui, au terme d'une « mission d'information », réclame, préconise l'augmentation rapide des effectifs des magistrats.

Préside par M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), cette mission d'information s'inscrit

des conséquences de l'accroissement des affaires dont sont saisis les tribunaux : lenteur de la justice, engorgement des juridictions, absence de motivation des jugements correctionnels. Elle suggère des remèdes auxquels le gouvernement ne paraît pas disposé à donner suite dans l'immédiat, comme l'augmentation des effectifs, qui par contre, semblent avoir plus de chance d'aboutir que la chancellerie a de chance d'aboutir ou que la Chancellerie a déjà faites siennes : recours plus fréquent au juge unique, magistrats « volants », développement du recrutement extérieur, etc.

Les plus débordés prennent d'abord le ressort de la cour d'appel de Rennes et peut-être d'autres. Depuis le 1^{er} janvier 1980, le nombre de magistrats est de 5 384. Ce chiffre, qui reste insuffisant, n'explique pas tout : le « surmenage » des juges et procureurs, dont les députés saluent « le dévouement et l'abnégation », tient aussi à ce que trop de postes sont vacants. « De très longs délais séparent souvent les mutations de magistrats de la nomination de leur remplaçant », souligne le rapport. L'Assemblée (...) peut être longue — entre deux et dix mois dans le ressort de la cour d'appel de Rennes — et peut durer plusieurs années.

Cette situation tient à l'immobilité des juges du siège et au faible attrait des juridictions du Nord et de l'Est sur les magistrats. L'Assemblée nationale de la France, l'École nationale de la magistrature se trouvant à Bordeaux. D'autres explications sont avancées, comme l'obligation pour les jeunes magistrats de suivre un stage un mois par an pendant les quatre premières années qui suivent leur entrée en fonction. Les magistrats « maîtres », plus nombreux depuis que la profession se féminise.

A cela, qui désorganise les juridictions, s'ajoutent des tâches annexes, comme la justice, il en va ainsi de la « déjudiciarisation » de certaines infractions que le rapport suggère implicitement de confier à des commissions administratives.

Cette suggestion risque d'être sévèrement critiquée, comme celle de confier à un chef de cour que le rapport cite sans la discuter. Ce chef de juridiction estime que l'aide judiciaire ne profite pas aux « gens lambda », qui éprouvent de suite une « crainte révérencieuse » à l'égard de la justice, mais aux « plaideurs abusifs », « professionnels de la chancellerie ». C'est pourquoi il convient, selon lui, et plusieurs de ses collègues, d'utiliser l'octroi de l'aide judiciaire pour « filtrer » l'accès à la justice. Parmi les autres propositions des chefs de juridiction, figure la généralisation du juge unique en première instance. Bien que cette suggestion ne fasse pas l'unanimité, le rapport note que ce recours au juge unique, prévu limitativement par l'article 388 du code de procédure pénale, tend, devant l'engorgement des juridictions, à se généraliser. — B.L.G.

(1) La mission d'information était composée de quatre députés de la majorité et de quatre de l'opposition : deux R.P.R. (MM. Jean Foyer et Jacques Fiot), deux U.D.F. (MM. René Baudouin et Alain Madelin), deux P.S. (MM. Raymond Forni et Alain Hauréou), et deux F.C.P. (MM. Hélène Constant et M. Guy Ducoté).

Faits et jugements

Les personnes interpellées après l'attentat de l'imprimerie Encre noire ont été relâchées.

Marseille. — Les dix militants d'extrême droite et d'extrême gauche interpellés, le mardi 12 août à l'aube, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat commis la veille contre l'imprimerie Encre noire à Marseille (le Monde du 13 août) ont tous été relâchés en fin de journée après leur audition par la police. Buit d'entre eux appartiennent à des mouvements d'extrême droite ou néo-nazis, dont un est connu pour avoir participé, il y a deux ans, à un attentat au cocktail Molotov contre un local du parti communiste à Marseille dans le quartier Mémorial.

Le commissaire Sanguy, chef du S.R.P.J. de Marseille, a précisé que l'interpellation de militants d'extrême gauche et les perquisitions effectuées à leur domicile avaient pour but « de rechercher d'éventuelles lettres de menaces ou des documents compromettant d'éventuelles lettres de menaces ». Celle-ci, apparemment, n'a pas progressé.

Les coopérateurs d'Encre noire ont été libérés, mais M. Gilbert Collard, a précisé qu'il solliciterait « tous les actes d'insubordination permettant de cerner la

vérité dans cette affaire ». Une seule des dix personnes blessées lors de cet attentat se trouve encore hospitalisée. Son état est très critique. Il s'agit d'un vagabond, connu dans le quartier où se trouvait l'imprimerie. (Corresp. rég.)

Les « activistes à plein temps » du F.L.N.C.

Trois militants présumés du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), arrêtés à Marseille le 6 août (le Monde des 10-11 et 12 août), ont été déferés, mardi 12 août, au terme de leur garde à vue, à la Cour de sûreté de l'Etat. MM. Jean-Paul Perrot, trente ans, et Jean-Paul Albertini, vingt-six ans, ont été inculpés d'incendies volontaires, d'attentats par explosifs, d'association de malfaiteurs et d'atteinte à l'intégrité du territoire et écorchés. Mlle Fortin, vingt-neuf ans, a été pour sa part inculpée d'associations de malfaiteurs et atteinte à l'intégrité du territoire et écorchée.

Au cours d'une conférence de presse, mardi 12 août, le « patron » du S.R.P.J. de Marseille a indiqué que MM. Albertini et Perrot ainsi que Jeanick Leonelli, arrêté le 5 août, étaient liés depuis trois mois à Marseille avec « l'objectif de créer une base subversive » dans la région provençale. Une série d'« actions ponctuelles » auraient notamment dû

DING DONG

Besutvaia. — Un retraité de la région Rennais, M. Adrien Decaff, soixante-seize ans, a observé une grève de la faim parce que les cloches de l'église de Vigiles jouaient sa maison de Cornouailles (Oise) rempachaient de dormir. Quand, en 1966, M. Decaff avait fait l'acquisition de cette maison, l'église ne fonctionnait pas, mais, plus tard, elle a été réparée, grâce à une subvention versée par M. Marcel Dassault, député (R.P.R.) du département, au cours de sa campagne pour le sauvetage des cloches « des petites églises ».

A la fin des travaux ont commencé les ennuis de M. Decaff. L'église avait sonné les heures et même les demies, jour et nuit, sans interruption. Malgré une requête auprès de la municipalité, des lettres écrites à M. Dassault et à M. Jean Natali, sénateur (R.P.R.) du département, le retraité n'obtient aucune satisfaction. Au bout de trois ans, en 1979, M. Decaff a pris l'initiative d'une pétition, qui a recueilli cinquante signatures, mais le maire de Cornouailles, M. Maurice Cadet, ne pouvait rien faire non plus, car son conseil municipal avait refusé de voter la somme de 2 000 F pour l'achat de la pièce nécessaire à l'arrêt nocturne de la sonnerie.

Après cinq jours de grève de la faim, M. Decaff a reçu une visite d'un adjoint l'informant qu'une solution allait être provisoirement mise en place : un conseiller municipal habitant le quartier va débrancher chaque soir, à 22 heures, après le mécanisme de la sonnerie, qui restera muette jusqu'à 6 heures de matin. — (Corresp.)

CORRESPONDANCE

M. Jacques Bénét dément être un agent du SDECE

Après la publication dans le Monde daté 13-14 juillet d'un article intitulé « Un racket au nom de la cause kabyle », nous avons reçu de M. Jacques Bénét, archiviste-paléographe, ancien codirigeant national du Mouvement de résistance des prisonniers de guerre (M.R.P.G.), ancien membre de l'Assemblée consultative provisoire, la lettre suivante :

Je réitère ce que j'ai déjà exprimé dans les colonnes du Monde du 11 janvier 1978, à savoir que je n'ai jamais été membre ou agent du S.D.E.C.E. ni d'aucun service analogue, français ou étranger, ma vocation ainsi que le profil de carrière que j'ai délibérément choisi, celui de traiter des problèmes de l'aide économique et financière aux pays en voie de développement, m'en ayant toujours occupé.

Je m'étonne que le Monde, dans son édition datée 13-14 juillet à la rubrique Justice, ait écrit, sans plus contrôler ses sources, qu'Alger me considère « comme membre du S.D.E.C.E. », ce qui est la reprise d'une affirmation de votre journal ayant fait l'objet de la mise au point rassemblée ci-dessus.

Dois-je penser que cette désinformation ait été puisée dans les colonnes du journal Libération du 8 juillet auquel vous faites d'ailleurs part référence ? Je vous signale, à cet égard, que j'ai été amené à engager des poursuites contre ce journal.

D'autre part, M. André Orsoni, cinquante-quatre ans, a été écroué, mardi 12 août, en inculpé d'association de malfaiteurs et d'atteinte à l'intégrité du territoire. Il est reproché à M. Orsoni d'avoir hébergé, en région parisienne, M. Jeanick Leonelli (le Monde du 9 août).

● La protection des constructions d'Osirak. — Après les menaces du Comité de sauvegarde de la révolution islamique contre cinq sociétés participant à la construction du réacteur nucléaire Osirak, destiné à l'Irak (le Monde du 13 août), le ministre de l'intérieur a indiqué, mardi 12 août, que les mesures prises pour assurer la sécurité de ces sociétés seraient renforcées. Le détail du dispositif n'a pas été révélé.

Ces mesures concernent deux filiales du Commissariat à l'énergie atomique, Technicatome et la Société générale de techniques nouvelles, ainsi que trois sociétés de service, les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) Bouygues et Comasp-Entreprise.

L'Irlande à saisir.

Pour une semaine en automne, des prix et des paysages à ne manquer sous aucun prétexte.

	Prix par personne*	
	Avion et voiture	Bateau et voiture
7 jours en liberté	1515F Freehive	Pour 4 passagers : A-R gratuit voiture Départ : Le Havre ou Cherbourg
7 jours dans les hôtels de votre choix (petit déjeuner compris)	1580F Prix spécial Départ 29 août ou 5 septembre	1470F
7 jours à la ferme (petit déjeuner compris)	2075F (autres dates)	1270F (octobre)
7 jours dans une chaumière irlandaise	1955F	1260F
7 jours dans une chaumière irlandaise	1565F 1440F (octobre)	1145F 640F (octobre)
7 jours en bateau sur le Shannon	1735F (sans voiture de location)	

* Sur la base de 4 personnes (excepté Freehive 2 personnes) et à partir de septembre, sauf indiqué.

Tous ces programmes sont à votre disposition chez votre agent de voyages. Pour de plus amples informations, saluez-vous de vos ciseaux, découpez ce bon, et ne tardez sous aucun prétexte à nous l'envoyer très vite.

Nom _____
Adresse _____

Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais
9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris (4^e étage),
ou téléphonez-nous au 261.84.26.

 **Irlande**
Allez loin sans aller loin.

ÉDUCATION

DES ENSEIGNANTS EN VACANCES

« Entre nous, c'est la confiance »

Royan. — « Un jour, sur la plage, un instituteur s'est mis à faire un cours et à pérorer devant un parterre d'enfants sur la reproduction des escargots de mer. Un prol de sciences naturelles, spécialiste muet, n'est pas imaginable aujourd'hui. »

Imaginable ? Inévitable en tout cas. A regarder vivre les enseignants de ce camping de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime), on a bien l'impression que, en accrochant leur caravane, ils ont lâché chez eux leurs préoccupations pédagogiques. La plage, la planche à voile, la cuisine des crabes, les inévitables parties de pétanque et autres « solides sangria », les sorties dans une des quantités de chalets de vacances de Royan pour les jeunes, la visite des caves de Cognac ou celle du port ensablé de Brouage... tout cela ne les distingue en rien des autres campeurs et caravanciers.

Pourtant, il ne faut pas confondre. Ces vacanciers gardent la marque d'un sésame particulier, dont le seul privilège n'est pas d'être employés, ou attachés par leur famille, à l'éducation nationale. Leur camping est à eux ; ils y tiennent ; ils le gèrent ; ils y organisent leur vie. C'est l'un des cent cinquante terrains du Groupement des campeurs universitaires (G.C.U.) (1). Pour séjournier dans ces camps, il faut soit être adhérent ou conjoint d'adhérent à la Mutuelle assurance des instituteurs de France (MAIF), soit, « preuve d'ouverture », selon le proviseur d'un lycée d'enseignement professionnel de Toulouse, avoir un ascendant adhérent de la MAIF. Si bien qu'on y rencontre aussi un infirmier, un visiteur médical, dont les parents enseignants leur ont fait connaître, naguère, un camp G.C.U.

Il y sont venus, ils y reviennent. Tels Nelly, professeur de lettres à Châteauroux — celle qui racontait l'anecdote de l'instituteur aux escargots de mer, — et Roger son mari,

De notre envoyé spécial

professeur d'éducation physique, qui y revient depuis quinze ans. Telle Marie-Françoise, infirmière depuis dix-huit ans.

Pas pour évoquer leur travail, ils insistent. « L'intérêt, lui, est de ne pas savoir ce que les autres font pendant l'année », pense le proviseur de Toulouse. « Les élèves, ils nous manquent en septembre, mais en juin on en a par-dessus la tête », dit Roger ; parlons d'autre chose. »

On m'avait dit qu'un camp G.C.U., ça sentait la crasse ; ce n'est pas vrai, constate ce professeur de lettres du Pas-de-Calais. Pour quoi, alors ? Pour les pins et les chênes verts qui bordent la plage, longue de 2,5 kilomètres ? Mais la nature est aussi belle, à quelques pas, près des campings privés de Bois-Soleil et d'Idéal-camping. Les tarifs, peut-être ? Il est vrai que la journée d'un couple avec deux enfants coûte deux fois moins cher au G.C.U. que sur un terrain voisin, également classé « trois étoiles ».

L'esprit coopératif

Nelly avance d'autres raisons : « Ici, c'est un peu le village que l'on retrouve. » Frédéric, sa fille, dix-neuf ans, dit la même chose autrement : « On n'a pas l'impression de vieillir plus qu'on se voit tous depuis douze ans. »

Et puis, on a l'esprit coopératif. Né dans la germination du Front populaire, le G.C.U. n'est pas fier de ses origines. « Chez nous, c'est encore l'autogestion », entend-on répéter. Même si le mot est un peu fort, ils y croient. Une assemblée générale du camp désigne, chaque lundi, un bureau de dix responsables pour une semaine. Tous les campeurs adultes se doivent d'assurer, le temps d'une journée pendant leur séjour, l'accueil des arrivants et le nettoyage des installations. « Au

G.C.U., chacun a les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Cette société qui se reconstruit ici leur plaisir. « N'est-ce pas bon qu'un mois par an on se passe gentiment ? », s'interroge l'un d'eux. On est si bien entre gens de bonne compagnie ! « On vient à 40 % pour le cadre et à 60 % pour l'année », a calculé un directeur d'école de la Charente, qui précise, rêveur : « Dans mon école, je ne peux pas rigoler, je passe pour un fumeux. Ici, on se fait des farces de carabine. »

D'autres critères, encore ? « Si l'on oublie sa serviette, quelqu'un vous la rapporte. » « Les caravanes restent toutes ouvertes : on ne ferme jamais les valises. » Et le résumé en cinq mots : « Entre enseignants, c'est la confiance. »

Cette nuit-là, cependant, il y avait eu des vols au camping : une planche à voile, des transistors. Une assemblée de camp a joué à régler le problème. Sans panique : les indices relevés confirmaient que ces vols ne pouvaient avoir été commis par des étrangers au camp. La sérénité du G.C.U. de Saint-Georges-de-Didonne n'a donc pas été troublée.

Beaucoup moins qu'à Meschers-sur-Gironde, un sud camp G.C.U., à 4 kilomètres au sud, où les journalistes, ne pouvant avoir la carte de la MAIF en poche, restant à la porte. Meschers-la-Croix. « Nos vacances sont à nous », ont décrié les infatigables gardiens, et ils n'en démordront pas. « La vie des enseignants n'est pas là, elle est dans les classes, diront-ils encore. On veut notre tranquillité. »

L'autogestion, la belle amitié et le bonheur de ces enseignants en vacances seraient-ils si fragiles qu'ils redoutent un regard venu sans hostilité du dehors ?

CHARLES VIAL

(1) G.C.U., 2, rue Le Chapelain, 75017 Paris, tél. 387-11-05.

La nouvelle carte des formations universitaires

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent encore en

sursis (ces universités apparaissent en italique). Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et créées. Les listes précédentes ont été publiées dans nos éditions des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 13 août.

Sciences économiques

DEUXIÈME CYCLE

SCIENCES ÉCONOMIQUES

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Angers, Antilles-Guyane, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Limoges, Lyon-II, Montpellier-I, Montpellier-II, Nancy-II, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

Sont créées : Angers, Tours.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Angers, Antilles-Guyane, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Limoges, Lyon-II, Montpellier-I, Montpellier-II, Nancy-II, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII, Paris-XIII.

Sont créées : Angers, Antilles-Guyane, Grenoble-II, Tours.

Sont supprimées : Perpignan, Saint-Etienne.

ECONOMÉTRIE

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Caen, Dijon, Rennes-I, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-I, Paris-II, Paris-IX, Paris-X.

Est créée : Paris-IX.

ECONOMIE APPLIQUÉE

● Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Paris-IX.

ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Angers, Bordeaux-I, Brest, Caen, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Limoges, Lyon-II, Montpellier-I, Montpellier-II, Nancy-II, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII.

Sont supprimées : Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Lille-II, Paris-VII.

Est créée : Bordeaux-I.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Angers, Bordeaux-I, Brest, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Limoges, Lyon-II, Lyon-III, Montpellier-I, Montpellier-II, Nancy-II, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-II, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XII.

Sont supprimées : Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Paris-VII.

Sont créées : Bordeaux-I, Nancy-II.

Droit et science politique

DEUXIÈME CYCLE

DROIT

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Amiens, Angers, Antilles-Guyane, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Limoges, Lyon-II, Le Mans, Metz, Montpellier-I, Nancy-II, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Strasbourg-I, Strasbourg-II, Toulon, Paris-I, Paris-II, Paris-V, Paris-XI, Paris-XII et Paris-XIII.

Est supprimée : Chambéry.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Amiens, Angers, Antilles-Guyane, Besançon, Brest, Grenoble-II, Limoges, Le Mans, Metz, Nice, Orléans, Pau, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Strasbourg-I, Strasbourg-II, Toulon, Paris-I, Paris-II, Paris-V, Paris-XI, Paris-XII et Paris-XIII.

Sont créées : Grenoble-II, Le Mans, Metz, Orléans, Pau, Perpignan, Rouen, Toulon, Paris-I, Paris-XIII.

DROIT PRIVÉ

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Caen, Clermont-Ferrand-I, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Lyon-II, Lyon-III, Montpellier-I, Nantes, Nancy-II, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rennes-II, Strasbourg-I, Strasbourg-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-XIII.

RELIGION

LE COMITÉ CENTRAL DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES SE RÉUNIT À GENÈVE

Le comité central du Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.) se réunit à Genève du vendredi 15 au vendredi 22 août. Les réunions du comité central — la dernière a eu lieu à Kingston (Jamaïque) il y a dix-huit mois — ont pour but de faire le bilan de la période écoulée et de préparer celle à venir.

A l'ordre du jour de la réunion de Genève : une réflexion sur la conférence missionnaire mondiale qui a lieu à Melbourne (Australie) en mai ; un examen des résultats de la conférence de Boston sur « Foi et Science », en août dernier ; les suites à donner à la consultation auprès des Églises membres sur « la réponse chrétienne au racisme dans les années 80 » ; une réflexion, enfin, sur « le partage œcuménique du personnel et des ressources du C.O.E. ».

● M. Louis Lamartinière vient de publier un petit recueil sur la doctrine sociale de l'Église comprenant, d'une part, regroupés par thèmes, les principaux passages des textes de magistère traitant des questions socio-économiques et socio-culturelles à partir de Léon XIII, d'autre part, des propos des représentants notables des idéologies correspondantes (éd. du Cédex, 130 pages, 20 F.).

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

● Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Metz.

● Licence préparée à la rentrée 1980 : Metz.

SCIENCES DE GESTION

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Grenoble-II, Lille-III, Lyon-III, Montpellier-I, Metz, Poitiers, Rennes-I, Paris-I, Paris-IX, Paris-XII.

Est supprimée : Nice.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I, Lille-I, Lyon-I, Montpellier-II, Mulhouse, Nancy-II, Nice, Rennes-I, Toulouse-I, Paris-IX, Paris-XI.

Droit public

Paris-I, Paris-II, Paris-V, Paris-X, Paris-XI, Paris-XII.

Sont créées : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Grenoble-II, Lille-II, Paris-I, Paris-XI, Paris-XII.

Sont supprimées : Amiens, Metz.

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble-II, Lille-III, Lyon-III, Montpellier-I, Nancy-II, Nantes, Poitiers, Reims, Rennes-I, Saint-Etienne, Strasbourg-I, Strasbourg-II, Toulouse-I, Tours, Paris-I, Paris-V, Paris-X, Paris-XI, Paris-XII.

Sont créées : Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Grenoble-II, Lille-II, Strasbourg-III, Paris-X, Paris-XI.

Sont supprimées : Angers, Metz, Pau, Perpignan, Toulon.

SCIENCE POLITIQUE

● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Lyon-III, Strasbourg-II, Paris-I, Paris-II, Paris-X.

Est créée : Bordeaux-I.

Est supprimée : Dijon.

SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

● Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Paris-VIII.

DROIT CANONIQUE

● Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Strasbourg-II.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agence, d'être assurés de lire le Monde, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours	46 F
Trois semaines	69 F
Un mois	77 F
Un mois et demi	106 F
Deux mois	140 F
Deux mois et demi	171 F
Trois mois	202 F

ÉTRANGER (vols réguliers) :

Quinze jours	73 F
Trois semaines	106 F
Un mois	132 F
Un mois et demi	151 F
Deux mois	259 F
Deux mois et demi	309 F
Trois mois	361 F

EUROPE (autres) :

Quinze jours	90 F
Trois semaines	135 F
Un mois	165 F
Un mois et demi	241 F
Deux mois	315 F
Deux mois et demi	382 F
Trois mois	457 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement. Pour faciliter l'acquisition des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés de leur règlement correspondant. Les règlements doivent être envoyés, en même temps que leur commande, à nos bureaux, 130 pages, 20 F.).

MÉDECINE

Le doute et la décision médicale

(Suite de la première page.)

Il y a le décideur trop prudent, l'imprudent, l'imprévisible, le dépressif, l'incohérent, le pressé, le sadique, celui qui doit régner la terreur, etc. Bref, estime le professeur Israël, il n'est plus possible, aujourd'hui, d'admettre qu'aucun des éléments de l'art de la décision ne soit enseigné aux étudiants. Et ce n'est pas le mode de sélection actuel, exagérément fondé sur les mathématiques, qui, selon lui, améliorerait l'incohérence actuelle.

Le professeur Israël examine dans son livre deux des thèmes essentiels de la réflexion de ceux qui exercent quotidiennement le cancer : la vérité, d'une part ; l'acharnement thérapeutique et, par voie de conséquence, l'euthanasie, d'autre part.

« La vérité n'est sur le diagnostic et le pronostic est une arme qui sert certains patients et qui en desservent d'autres (...). Les patients qui réclament la vérité sont une petite minorité. Et ceux-là s'enquerraient du diagnostic général, rarement du pronostic global, jamais du pronostic détaillé. Plus la maladie évolue avec sévérité, moins ils se montrent curieux. (...) Ils ne veulent pas que des paroles irréparables soient prononcées qui viendraient détruire un espoir peut-être fragile, peut-être irrationnel mais invincible en l'erreur, en le miracle, en la science, la magie ou le hasard. » En d'autres termes, la vérité est très exactement comparable à un médicament : elle se dose.

Une parodie de médecine

Sur l'attitude, enfin, à adopter devant la mort possible, probable ou inévitablement prévisible du malade, le professeur Israël rappelle une distinction fondamentale et parfois oubliée : celle qui oppose acharnement et obstination thérapeutiques. Au premier, il consacre quelques lignes très dures, telles que celles-ci : « Le général Franco et le colonel Boumediène ont fait l'objet d'un acharnement thérapeutique qui, manifestement, poursuivait des buts autres que simplement médicaux et ont été traités, en phase terminale, par des médecins qui avaient renoncé à leur autonomie et à leur jugement éthique pour devenir de simples instruments techniques entre les mains d'hommes de pouvoir et d'hommes d'appareil. (...) Il faut, dès lors, en fait le diagnostic, interrompre ce qui deviendrait une parodie de médecine. »

En revanche, écrit encore le professeur Israël, certains médecins ne laissent gagner à l'idée qu'il faut laisser « s'éteindre en paix » certains vieillards et certains malades. Sur

SPORTS

MOTOCYCLISME

Patrick Pons est mort

Comme on le redoutait, Patrick Pons, le champion motocycliste français, victime d'une grave chute dimanche au Grand Prix de Silverstone, a succombé, mardi 12 août à 22 h. 15 à l'hôpital de Northampton, des suites du traumatisme crânien que les chirurgiens britanniques s'étaient déclarés impuissants à soigner. Depuis deux jours l'électro-encéphalogramme était plat et Patrick Pons était sous respiration artificielle.

« La limite c'est la chute »

« On peut tout faire à moto, disait Patrick Pons, la limite c'est la chute ». A la différence du pilote de monospace de Formula 1 comme Depailler, l'autre Patrick, tombé il y a une semaine à Hockenheim au champ d'honneur des circuits, le champion motocycliste n'est pas un sportif qui se contente de pratiquer le sport, il vit les arçons et il se laisse aller à des excès. Les pilotes de vitesse comme les toreros, leurs cornades. Pour sa part, Patrick Pons avait eu la fureur cassée six fois, la classique brisée trois fois et avait déjà subi des traumatismes crâniens. Mais ce n'est pas tout. Le pilote de vitesse a le dernier pari entre en scène et se consacre à pratiquer le sport, il vit les arçons et il se laisse aller à des excès. Les pilotes de vitesse comme les toreros, leurs cornades. Pour sa part, Patrick Pons avait eu la fureur cassée six fois, la classique brisée trois fois et avait déjà subi des traumatismes crâniens. Mais ce n'est pas tout. Le pilote de vitesse a le dernier pari entre en scène et se consacre à pratiquer le sport, il vit les arçons et il se laisse aller à des excès.

Patrick Pons avait vingt-sept ans. Seul garçon d'une famille bourgeoise aisée, bachelier, ayant commencé comme son père une carrière à la Bourse, il avait pu se consacrer de plein pied à la compétition des motos. Le sport, le ski, les tennis, le squash, le golf, les exercices pour lesquels il était doué, ou participer au cross du Figaro l'hiver, comme il le faisait régulièrement. Mais une autre passion l'animait : la vitesse sur deux roues.

Il faut avoir éprouvé soi-même la griserie du pilote en plein vent, cette équilibre de fer où le « jockey » est livré au fluide, pour imaginer quelle drogue autrement envahissante doit constituer la compétition des « gros cubes ». Faisant corps avec sa machine, « serrant les oreilles » dans les virages jusqu'à un angle invraisemblable, pilotant toujours à la limite de l'adhérence et avec une audace inouïe, Patrick Pons en dix années de course s'était fait une réputation telle, qu'on l'appelait « la détonance ». Deux grandes réussites étaient venues depuis un an confirmer son palmarès : il avait été sacré champion du monde de la catégorie 750 centimètres cubes le 1^{er} octobre 1979 à Rijeka (Yougoslavie) et il avait

FOOTBALL

LYON EN TÊTE

La championnat de première division compte un leader unique : l'Olympique lyonnais. En gagnant à Nice (2-1), le « club » de Lyon a confirmé la bonne impression produite lors de ses trois premiers matches. A un point derrière, trois équipes : Nantes, pénible vainqueur de Tours (4-3) ; Lens, qui l'a emporté sur Nice (3-0), et Paris-Saint-Germain, auquel un seul but a suffi pour enlever la décision sur Auxerre (1-0). A noter encore le réveil de Sochaux-Sélestat devant Nancy (4-3), dont deux buts de Pintillio.

مكتبة من الأمل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Au Festival de Locarno

La nouvelle vague polonaise

Le Festival cinématographique de Locarno, en Suisse, est probablement entré en crise, avec les meilleures intentions du monde, un peu comme son voisin et rival, le Festival de Venise, au cours des années 70, et pour les mêmes raisons : excès d'intégrisme idéologique, volonté d'ignorer que le cinéma est d'abord une industrie et un divertissement. Sur le papier, rien à reprocher aux sélectionneurs : outre le directeur général, un comité de six membres, où on retrouve une cinéaste suisse, divers techniciens et journalistes d'une des trois langues principales de la Confédération suisse : allemand, français et italien. — Ils ont choisi le plus large éventail de films possible.

L'aspect positif de ce bilan, il est évident dans le palmarès, où on a vu couronner du Léopard d'argent le film américain *Clarence and Angel*, du cinéaste noir Robert Gardner, produit entièrement en dehors d'Hollywood, avec l'argent de diverses fondations ou de bonnes données par les pouvoirs publics (le *Monde* des 9 et 12 août). Détailler un tel film, c'est encourager la rupture avec Hollywood et son système de production, les jurés ne s'y sont pas trompés. C'est aussi, peut-être, insister sur la possibilité de dépasser les confes-

sions moroses où se complaisent trop de jeunes cinéastes.

Autre aspect positif de Locarno, l'hommage au nouveau cinéma polonais, qui s'est vu récompenser, d'une part, par le prix de la FIPRESCI (critique internationale) et, d'autre part, par une mention spéciale dans le palmarès officiel. Sélection remarquable, introduite par une brochure de quatre-vingt pages encore plus remarquable, qui servira longtemps de texte de référence. Des critiques polonaises, finlandaises, le directeur du festival lui-même, analysent, documentent à l'appui, la genèse de cette « nouvelle vague » (ou *nowa fala*, le mot a été repris en polonais). Quatre auteurs émergent, quatre nouveaux venus, derrière les aînés Wałęsa et Zanussi sans qui rien n'aurait été possible : Krzysztof Kieslowski (dont *Amator*, couronné à Moscou l'an dernier, va à Berlin et à La Rochelle, reste l'œuvre de référence), Janusz Kijowski (*Kung-Fu*, son dernier film, était en compétition, nous en avons parlé), Feliks Falk (*Le Messier de bal*, la *Chanson*), et Agnieszka Holland (dont le premier film, *Les Acteurs provinciaux*, fut montré cette année à Cannes et à la Semaine de la critique).

Génération des trentenaires, selon la terminologie consacrée en Pologne même, venus à la

création dans la lancée de l'agitation étudiante, sévèrement réprimée, de la fin de l'ère Gomulka dans les années 60, puis de la révolte ouvrière des années 70, après l'avènement de Giersek. Génération qui remet en question, par-delà des injustices sociales, la morale d'une société, l'art de s'accommoder avec des principes hautement proclamés. Là où les Polonais font œuvre originale, c'est quand ils ne se contentent pas seulement de critiquer le pouvoir et ses inévitables bureaucraties, mais s'en prennent à l'individu lui-même, ses compromis, sa vanité. La classe sociale mise en cause dans certains de ces films, c'est bien la « nouvelle classe », comme disait Dujins il y a un quart de siècle, ces cadres qui jouissent d'un certain confort et dirigent en fait la société. Le problème dépasse la seule Pologne et les pays socialistes. On voudrait que, le plus tôt possible, ces œuvres soient proposées au public français.

Peut-être faut-il avoir en face de soi un régime solide pour oser le contester aussi radicalement, aussi lucidement, sans démagogie. Le seul film qui dans la compétition oserait regarder par-derrière en face le monde où nous vivons venait de Hongrie :

Peut-être demain, de Judit Elek, oublié au palmarès (et dont c'était la première présentation hors de Hongrie dans une version sous-titrée en français). Ouvrage terrible, impitoyable, qui a glacé d'effroi le jeune public pourtant réceptif de Locarno. Une construction romanesque d'une extrême habileté (un homme, une femme, chacun marié et avec des enfants, ont une liaison qu'ils veulent régulariser ; en contrepoint la campagne, la famille du mari, un monde de haines renfermées et de frustrations), une direction d'acteurs d'une tension insoutenable. Un film cauchemardesque pour tout dire, mais d'une beauté d'écriture, mais aussi d'angoisse devant les rapports humains des êtres entre eux, que nous n'avons pas encore réussi à transformer.

Si le jury, en lui attribuant un Léopard de bronze, a finalement rendu hommage à la « qualité technique » d'*Extérieur, nuit*, de Jacques Bral, il n'a pas fait qu'entériner le choix des jeunes spectateurs qui se sont totalement reconnus dans cette peinture douce-amère d'une dérive à trois. *Extérieur, nuit*, de René Allo, est un peu passé à côté du public de la piazza Grande — où sont projetés le soir, en plein air, les films jugés les plus spectaculaires. René Allo a pris beaucoup de risques



* Dessin de BONNAFFE.

à vouloir mélanger les genres : film policier à l'américaine, étude de mœurs dans la posture de Jean Renoir, approche quasi documentaire d'un milieu et d'une ville, Marseille. Comme Judit Elek, René Allo a construit son récit selon le principe du contrepoint : un homme d'âge mûr, revenu d'Italie à l'occasion d'un décès, se trouve confronté avec son neveu en cavale au terme d'une aventure qui finit tragiquement. René Allo propose une fiction très élaborée où le pittoresque, le folklore marseillais, ont peu à voir. On en reparlera lors de la sortie à Paris, début septembre.

frôle ailleurs la comédie italienne. De ce pot-pourri de bonnes intentions émerge une œuvre assez caractéristique du narcissisme qui prévalait dans plusieurs films montrés à Locarno.

Un retour, non pas tant à une norme supposée qu'à un simple travail du cinéma, au métier de cinéaste, s'impose. Locarno a l'inalienable mérite de mettre côte à côte des œuvres de la dissolution occidentale et d'autres du soi-disant tiers-monde, bien plus motivées. Nous pensons en premier lieu à un film turc d'Erdem Kiral, *Sur les terres fertiles*, injustement ignoré au palmarès. Film pauvre, tourné avec les moyens du bord, mais qui nous ramène, une fois de plus, à cet univers de la violence permanente et de la misère avec lequel d'autres films turcs nous ont déjà familiarisés. Erdem Kiral emprunte son sujet à un roman d'Orhan Kemal (publié en français sous le même nom chez Gallimard), il adopte une structure narrative très libre pour suivre des journalistes au travail précaire dans le sud de la Turquie. Point d'attendrissement, la survie barbare, l'exploitation au premier degré. Des personnages venus des *Bas-fonds* de Gorki et plongés dans l'errance des *Raisins de la colère*.

LOUIS MARCOTTE.

P.S. — Locarno, avec l'aide de la Cinémathèque française et des Archives du film, a rendu hommage à Marcel L'Herbier, mort fin 1973. Jean Dréville était venu de France commenter le merveilleux documentaire qu'il a réalisé en 1928 sur le tournage de *« L'Argent »*.

«PAPA D'UN JOUR», d'Harry Langdon

Il y a des amis qu'il faut absolument écouter, tous les jours, s'ils vous conseillent de lire un roman, s'ils vous recommandent telle interprétation d'une musique. Pour les films, c'est la même chose.

Je connais une personne de cette sorte, côté cinéma, qui aime des choses et ne se trompe guère, et qui m'a dit, justement, d'aller voir « Papa d'un jour ». Donc, croyez-moi, c'est bien. Mieux : c'est beau. « Papa d'un jour », c'est signé Harry Langdon et cela date de 1927, du temps du muet.

De Langdon, qui fut d'abord un comédien comique, on ne conserve en général que le souvenir gai de « Tramp Tramp Tramp », tourné par Harry Edwards en 1925 : le bonhomme de petite taille au visage lunaire de Fierstein, un peu rond avait pour partenaire une débutante appelée Joan Crawford. Langdon, c'est encore le héros à bloy-

cette de « la Première Culotte » de Frank Capra. Langdon est classé burlesque, et c'est idiot : aussi bête que de considérer Chaplin exclusivement comme un clown.

Ces deux-là ont commencé de la même façon, au musé-hall des l'enfance, puis dans les « comics » en deux bobines de Mack Sennett. Seulement voilà : dans sa carrière de metteur en scène, Langdon ne s'est pas débrouillé comme Charlie.

« Papa d'un jour » est le premier des rares films qu'il ait jamais tournés. Le titre en anglais « Three's a crowd » dit quelque chose d'autre comme « Trois font une foule » ou « Deux plus un égalent trois ». La « troisième » (de trop) n'est sûrement pas le bébé de l'histoire, mais plutôt son père. Car l'arrivée de ce mari signifie la fin brutale du bonheur simple qu'un pauvre employé démenageur (Harry Langdon) commen-

çait d'entrevoir, pour avoir recueilli chez lui une femme enceinte évanouie dans la neige. C'est l'aventure de l'arrivée d'un enfant qui est contée, pas moins. C'est un accouchement, oui, et bien plus.

Ce sont tous les rêves d'un homme face à une femme sur laquelle il faut soudain veiller avec tendresse, parce qu'il y a, à côté d'elle, un petit paquet emballé dont le manèment est assez délicat. Ce sont toutes les peurs.

Ici, cet homme qui doit subitement s'inventer et amoureux, et grand frère d'une sœur qu'il ne connaît pas, et papa — ça qu'il souhaitait le plus au monde sans oser y croire à cause de son effroyable timidité — cet homme a le chapeau d'Harry Langdon, ses regards éberlués, sa façon de trotter de joie : il transpire les tables en bécasse à bascule et s'assied dedans pour se bercer lui-même afin de

consoler l'enfant qui pleure dans ses bras. Il dégrève un torchon raidi par la glace à l'aide d'un rouleau à pâtisserie, puis, oubliant qu'il s'agit de préparer un lit, le saupoudre machinalement de farine et le recouvre de confiture et... Il n'a pas tout son esprit... Et elle, de son lit, le regarde et sourit. Le regard de ses yeux graves. Et elle est très belle, filmée avec un respect et une amitié pour la femme, la femme en général, dont peu de cinéastes sont capables. Et, elle partira comme seules savent partir les femmes, en général. Voilà. C'est de poésie qu'il s'agit, alors les gags ne sont pas des gags mais des images à prendre au sérieux. Il faut observer avec le même sérieux comment est photographiée la maison du papa d'un jour et l'escalier qui y mène. Si vous avez des amis, distillez d'aller voir.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Cinéma le Marais.

UNE SELECTION

cinéma

PAPA D'UN JOUR
D'HARRY LANGDON
Lire notre article ci-dessus.

EXTASE
DE GUSTAV MACHATY
La légende d'Hedy Lamar, lady Chatterley tchèque. Mise en scène symbolique, esthétique proche de celle du cinéma muet.

REPRISES
Barry Lyndon, de Stanley Kubrick (un anti-héros picaresque dans les splendeurs perverses d'une société de masques). Le shérif est en prison, de Mel Brooks (ses folles explosions ne laissent pas un moment de repos). La Nuit du chasseur, de Charles Laughton (le seul film qu'il ait mis en scène, un chef-d'œuvre). Dracula prince des ténèbres, de Terence Fisher (l'immortel).

théâtre

LES NUITS DE L'ENCLAVE
Abraham et Samuel, de Victor Hahn, sous l'éclairage de l'humour juif tamisé (14 et 17). La Paix,

d'Aristophane, l'ancêtre des chansonniers (14, 17, 19). Les Rustres, de Goldoni, des caractères vigoureux, une joie pour les comédiens (15 et 18). Jacques le fataliste, d'après Diderot, dialogue du maître et du valet. La lutte de l'esprit (19).

AIGUES-MORTES
Volpone, un classique de l'écroquerie joyeuse (13 et 18). La Vénitienne, divertissement dans une mise en scène italienne (14). Le Roi Esau, fable mise en scène par Yves Bureau (17 et 19).

BUSSANG
La Nuit des rois, Shakespeare et la forêt vosgienne (15).

HEIDE
Un drôle de petit vieillard, poète polonais contre Staline. Le Médécien assésé lui, du côté de la farce (jusqu'au 17).

PARIS
Reprise du Premier d'Israël Horowitz, au Théâtre de Poche, à partir du 16 ; de la Nuit de noces de Candition salle Gabriel, jusqu'au 24 ; d'Us habit pour l'hiver à l'Œuvre, à partir du 19.

musique

LES JEUNES DE LA COMMUNAUTE
C'est presque devenu une tradition désormais : depuis 1978, le concert de l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne fait partie des événements de l'été. Comme toujours, le premier morceau, une ouverture, sera dirigé par son président, ancien premier ministre et chef d'orchestre à ses heures, M. Edward Heale, qui cédéra ensuite la baguette à Claudio Abbado pour le Te Deum de Verdi et la Symphonie numéro 2 de Brahms. Il y aura aussi une vedette, le ténor Plácido Domingo, qui puisera dans le répertoire lyrique quelques airs bien enlevés, pourtant, il n'en faut pas douter, c'est encore aux jeunes musiciens qu'il faut donner de justes les suffrages du public. Samedi 16 août à 19 h 30 à l'abbaye de Fontevault (tél. : 41-51-03-09).

DES PIANISTES DE MENTON A HERISSON

De tous les instruments solistes, le piano est le seul, avec l'orgue, que le musicien ne peut pas emporter avec lui, mais il faut croire que les pianistes ont le goût du risque et de la découverte car ce sont de grands voyageurs ; on les retrouvera un peu partout cet été et, entre autres, B. Rigutto à Menton le 15 août, Youri Boukoff à Hédé (Ille-et-Vilaine), les 15 et 17 août, ainsi qu'à Bernières-sur-

Mer (Calvados) le 16 août, le Duo Billard et Azala à l'abbaye de Cluny en Bourgogne le 16 août et le Duo Crommelynck au Festival du Bourbormais (68180 Hérisson). Concert de musique italienne par l'ensemble à Mont-Saint-Michel le 14 août : récital d'orgue par Daniel Roth à Saint-Germain-des-Près le 18. M. Debost et Jean-Patrice Brosse joueront l'intégrale des sonates pour flûte et clavecin de Bach au Festival de Comminges le 19 août (renseignem. 61-88-32-00) ; le Trio Borodine sera à Saint-Guilhem-le-Désert le 19 août (renseignem. 67-58-05-15) ; la London Early Music Group présentera des pages de J. Dowland au Festival estival de Paris le 19 août et à Menton le 21.

Musique française du XVIII^e siècle par le Concert royal à l'hôtel de ville d'Issoudun le 20 août et à la Grange de Negron (Indre-et-Loire) le 21 août.

expositions

PEINTURES ET DESSINS ITALIENS A DIJON

Les peintures, plus de trois cents tableaux, ont été rassemblées au palais ducal, et les dessins, juste en face, dans l'hôtel du dix-septième aménagés par Perret il y a un demi-siècle. Dijon possède un des fonds de peintures italiennes les plus importants de France, un fonds qui a ses pièces majeures

et beaucoup de mineures, en quête souvent d'auteur. La présentation donne l'occasion de souligner les problèmes d'attribution.

SCULPTURES CONTEMPORAINES A LYON

Lire notre article page 10 et 11.

LES DESSINS D'ARTAUD AUX SABLES-D'OLONNE

Vingt-cinq dessins difficilement rassemblés sur la soixantaine supposée qu'Antonin Artaud a réalisés, pour la plupart entre 1945 et 1948. Certains — autoportraits et portraits — sont connus, d'autres n'avaient jamais été montrés au public, notamment ceux proches des dessins qui illustrent les cahiers, où les images symboliques et les textes librement associés nous mènent au plus près du monde déchiré de l'écriture.

INGRES A MONTAUBAN

Au musée Ingres, un palais rose dominant le Tarn, une exposition rétrospective à l'occasion du bicentenaire de la naissance du peintre. Autour des œuvres du chef d'école, sa descendance : de Flandrin à Picasso et Matisse. Partout le règne de la ligne pure et de la forme pure dans une peinture qui, pour Ingres, était toute dans le dessin.

LES IMPRESSIONNISTES DE CHICAGO A ALBI

Manet et Degas, Monet et Renoir, Sisley et Bazille, puis Gauguin et

et beaucoup de mineures, en quête souvent d'auteur. La présentation donne l'occasion de souligner les problèmes d'attribution.

GEORGES BRAQUE A LA FONDATION MAESHT

Un hommage à Georges Braque, l'autre inventeur du cubisme, avec cent cinquante œuvres prêtées par des musées et collectionneurs du monde entier.

BOLTANSKI A CALAIS

Un artiste d'avant-garde de la photographie depuis dix ans. On le cliché sert un discours sur le souvenir, l'enfance, la reconstitution d'images stéréotypées.

jazz

CLAUDE BARTHELEMY A LA COUR DES MIRACLES

Son éblouissante vélocité à la guitare (électrique) rend d'abord méfiant, puis on est conquis par sa passion, son plaisir de jouer, sa recherche incessante de sons nouveaux (du 14 au 19).

A NOTER

Quiproquo au Lucernaire-Forum : deux guitaristes et un contrebassiste, sans électricité (ou presque) et sans esbroufe.

INVENTAIRE

EUROPE 80 A L'ELAC

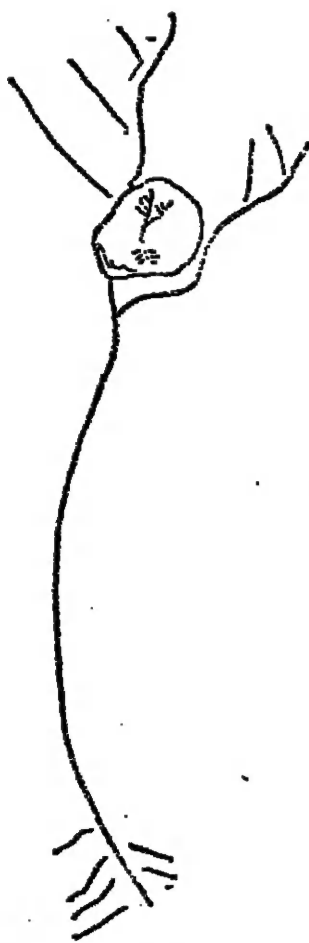
L'IDEE de départ : inviter une douzaine d'artistes, allemands, anglais, français et italiens, représentatifs de la création européenne dans les années 70, à venir travailler dans la région, à réaliser pour l'exposition une œuvre originale en fonction de Lyon, ou plus précisément de l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC), un lieu d'échange déclinant très large, avec sa structure métallique façon Beaubourg et cet énorme trou au milieu du sol qui laisse passer le plus laid des machins à éclairer.

La plupart des artistes invités ont tout le feu, sont venus en reconnaissance (les Becher n'ont pu se déplacer...), ont travaillé sur le terrain, ou de loin, après (Calzolari est reparti sans rien donner). Tous bien sûr ont été choisis (1) parce que cela fait partie de leur démarche de prendre en compte un lieu, un contexte, un paysage, non pour le représenter, mais pour en faire le point de départ d'une interrogation sur le monde, l'homme, la société, l'art et tout et tout, qui se concrétise par des créations hors des limites traditionnelles de l'objet d'art, des constructions d'esprit « art pauvre », des graphiques, des photos... qui ne sont pas forcément très spectaculaires, très jolies à regarder. Et on peut comprendre après tout que ce qui a déjà du mal à attirer les touristes à Paris recrée un accueil plutôt froid à Lyon.

Mais, évidemment, avec Europe 80 on a visé un autre public. Des artistes comme Merz, Paolini (pour l'Italie), Flanagan, Tramlet ou Burgin (pour l'Angleterre), Rinka, les Becher et les Leisgen (pour l'Allemagne), Sarkis, Gette et Mourad (pour la France), ne se lisent pas comme ça, en passant. Or on pense plus peut-être qu'on échange à l'ELAC, malgré tous les efforts de M. Claude Jume, qui le dirige.

Il reste que la confrontation de ces artistes avec Lyon a son intérêt. Rinka a réalisé une « aquarelle » en hommage à Auguste Rodin, peintre lyonnais du dix-neuvième siècle, que l'artiste allemand connaît bien pour avoir eu l'occasion de per-

TRACES



Berry Flanagan : le confluent de la Saône et du Rhône.

ticiper à l'acrobacie d'une exposition qui lui était consacrée à Reims dans les années 60. Confronté à deux aquarelles de Rodin, l'« aquarelle » de Rinka, qui est d'abord sculpteur, est faite d'une quantité de tuyaux de plastique transparent reliés à deux cuves. Ils sont gorgés de l'eau des étiages peints par Rodin, et progressivement colorés par les algues contenues dans l'eau.

Tout n'est pas aussi spectaculaire dans ce que les artistes ont produit, ni aussi réifié, si l'on peut dire, à la région ; mais, dans beaucoup d'œuvres, on en trouve des traces immédiates. Dans celles des Leisgen, qui ont repris leur appareil photographique pour évoquer l'ancienne cité. Une fois de plus, ils ont patiemment détourné la course du soleil pour écrire Lugu dans le ciel en lettres de feu. Lugu qui veut dire corbeau — un corbeau anéanti est placé devant les photos de la colline de Fourvière — et lumière. Gette, qui est Lyonnais, offre les suites d'une étude, depuis longtemps commencée, sur un banc de galets du Rhône. C'est l'eau aussi qui a attiré Barry Flanagan, l'eau et le tissu : il a tracé le confluent de la Saône et du Rhône et marqué la ville par une pierre. Tramlet s'est promené sur le boulevard des Belges et à Venissieux près des usines Berliet — deux quartiers extrêmes de Lyon ; il y a relevé des images qu'il a transcrites sur une grande toile blanche en signes abstraits.

Sarkis a choisi l'atelier de construction de Lyon, un ancien arsenal désaffecté pour agir, et a laissé à l'ELAC du verre brisé... Les Becher, eux, n'ont rien choisi du tout et se sont contentés d'envoyer un reportage photographique ancien sur les puits d'extraction de charbon, et c'est bien dommage. Il y avait là à faire en matière d'archéologie industrielle... Quant à Burgin, son enquête photographique sur la ville est en cours de réalisation. En attendant est exposée la série U.S. 77. — G.B.

(1) Alain Charre, commissaire de l'exposition. * Europe 80. Jusqu'au 6 septembre.

La sculpture en ces jardins

AU début de l'été, un symposium de sculpture a été organisé à Lyon, dans plusieurs lieux ouverts au public : jardins et parcs, et places, à la Croix-Rousse, à la Part-Dieu, ailleurs. L'idée d'offrir des sculptures contemporaines aux Lyonnais de tous les jours n'est pas absolument nouvelle. En 1978 déjà, à la Part-Dieu, un premier symposium avait réuni sur la dalle du quartier nouveau des sculpteurs de la région comme Comby, Lovato, Descombes. Mais cette année on a voulu faire mieux en ne se limitant pas à un lieu, en faisant appel à des artistes de renommée, sans racines lyonnaises ou régionales particulières.

A la Part-Dieu, une œuvre de

Viseux est venue s'ajouter aux œuvres du symposium de 1978 et une exposition les entoure pour l'été qui regroupe des œuvres d'Ipoustéguy, le grand bas-relief de Mason, « la Foule », deux noirs Delfino, le « Grand Crayon », de Reutherward.

Le point fort du symposium de 1980 s'est déplacé à la Croix-Rousse, au parc de la Cerisale : une ancienne propriété bourgeoise rachetée par la ville il y a un an ou deux, et dont on a envisagé de faire un jardin de sculpture qui pourrait être exemplaire : ce serait un des rares jardins publics loin de toute enceinte muséale qui regrouperait de la sculpture contemporaine.

ces ont été faites pour le Jardin des plantes. L'une est de Gabriel Gontard, un bonnetier artiste de la région, dont les volumes oblongs répondent en bas aux gros cailloux qui ornent le haut d'une pelouse. Car il y a un haut et un bas, une forte pente à vrai dire, qu'a investie le jeune sculpteur J. G. Coignet de Saint-Etienne (récemment présenté à Beaubourg dans le cadre des ateliers d'aujourd'hui). Celui-ci travaille dans un esprit minimaliste et a organisé là une succession de plaques d'acier posées sur champ qui produisent son petit effet, mais n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. L'œuvre serait trop en vue, et il serait question de la déplacer. Vraiment, cela risque d'être fait, quitte à mobiliser encore bulldozers et grues, et immobiliser la circulation, le temps d'arracher à l'herbe les centaines de kilos de métal qui y ont été soigneusement plantés.

Eh oui ! Il semble bien qu'à Lyon les élus ne soient pas absolument ravis des résultats du symposium qui, pourtant, est déroulé dans les meilleures conditions : la ville et la région l'ont financé, le ministère aussi ; c'est une des rares manifestations, sinon la seule, d'art contemporain qui a reçu un crédit Année du patrimoine. Les artistes invités ont pu faire ce qu'ils voulaient ; ils ont été rémunérés honnêtement ; la ville leur a fourni toute l'aide technique souhaitable... Mais, le libéralisme a sans doute ses limites. C'est, paraît-il, décidé, l'expérience ne sera pas renouvelée en 1982, où l'on prévoit à la place un symposium de mobilier urbain, qui peut être un meilleur argument électoral.

Ouvrir une porte à Lyon, c'est prendre un risque particulier ; c'est risquer de se heurter à un mur d'incompréhension.

GENEVIEVE BREERETTE.

A la vie, à la mort

LA, cette année, sont venus travailler Jean-Pierre Raynaud, dont la pièce — un cube légèrement décentré sur un parallélépipède — faite comme on pouvait s'y attendre de carreaux de céramique blanche, impose au milieu des arbres son image de mausolée. Plus loin, on aperçoit une installation provisoire de Daniel Pontoreau : un tas de terre, une bûche, des piquets, qui à l'automne se seront fondus dans les feuilles, comme a fondu, pour d'autres raisons, l'installation — également provisoire, mais qui aurait tout de même dû durer plus longtemps — d'Imgar Sigge. Sa construction utopique, dans l'esprit de celle qu'elle avait présentée à Paris, rue Buzare, l'année dernière, n'a pas résisté à l'acte de vandalisme auquel s'est livré début juillet un petit groupe de jeunes artistes un peu loubards et mécontents.

Ceux-ci s'en étaient pris aussi à la sculpture de Raynaud, mais le carrelage, ça se nettoie bien, et le mal a été réparé.

En revanche, la partie en acier corten de la stèle de Michel Gérard a souffert. L'artiste n'a décidément pas eu de chance : les autorités locales ont jugé dangereuse la feuille de métal creusée dans le gazon, qui accompagne la stèle, et l'ont entourée de grillage. De quoi changer quelque peu l'aspect et le sens de l'œuvre... Et la mort, c'est-à-dire la vie.

est décidément présente dans le jardin, où Geneviève Dumont elle aussi a modelé son tombeau en résine, un signal de Takis — sa première, mais où, commande publique en France, — le totem blanc et rouge de Bernard Pagès — sa première pièce réalisée pour l'extérieur — les découpes métalliques de Lovato mettent un peu de décontraction à cet ensemble de sculptures d'un très bon niveau, que complète momentanément, l'Homme poussant la porte d'Ipoustéguy, judicieusement placée à l'entrée du bassin.

Au cours du symposium de 1980, des sculptures ont été réalisées dans des lieux divers : dans le sixième (Michel Ventrone, un sculpteur d'Anne-masse), dans le Vieux Lyon (Jacques Perrault, de Mâcon), dans le parc Poppy, à la Croix-Rousse (Victor Caniato). A la Croix-Rousse encore, deux piè-

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Pour la première et unique fois en Europe les impressionnistes du musée de Chicago à ALBI 40 Chefs d'œuvres français et 18 américains Musée Toulouse Lautrec 27 Juin - 31 Août

MUSÉE RODIN 27, rue de Varenne, Paris (7^e) FENOSA T.J.J. (cf mardi) 10-12 h et 14-18 h 11 juin - 29 septembre

Musée National Message Biblique MARC CHAGALL ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE jusqu'au 3 novembre NICE (93) 81-75-75

En V.O. : UGC MARBEUF - UGC OPÉRA - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - RACINE

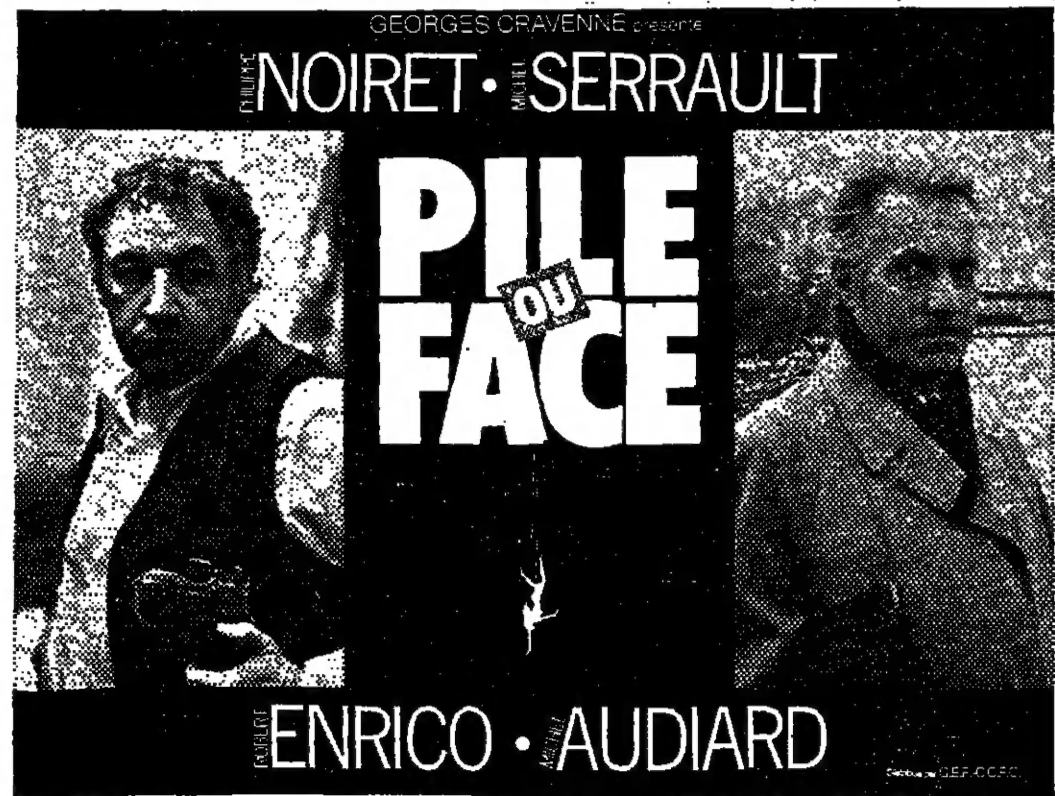
le Troupeau YILMAZ GÜNEY Plus non ne compte devant cette simplicité, cette vérité, cette beauté. (Télérama) A voir absolument (Le Point)

PARAMOUNT ÉLYSÉES v.o. - PUBLICIS SAINT-GERMAIN v.o. - MARIYAUX v.f. MAX LINDER v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT MONTFARNASSE v.f. PARAMOUNT GALAXIE v.f. - PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - PASSY v.f. - CONVENTION SAINT-CHARLES v.f. - PARAMOUNT Le Varenne - PARAMOUNT Orly - VILLAGE Neuilly

A San Francisco on l'appelait "dirty" Harry il était chargé des sales "boulots". C'était le plus violent, le plus acharné des policiers de Frisco!

Clint Eastwood "L'Inspecteur Harry"

WARNER BROS présente CLINT EASTWOOD dans L'INSPECTEUR HARRY. Une Production Malpaso Company avec HARRY GUARDINO - RENI SANTONI et JOHN VERNON - Producteur exécutif ROBERT DALEY Scénario de HARRY JULIAN FINK & R.M. FINK et DEAN RIESNER - Histoire de HARRY JULIAN FINK & R.M. FINK Produit et mis en scène par DON SIEGEL - Musique de LAJO SCHIFFIN (Théâtre) par WARNER-COLUMBIA FILM PANAVISION - TECHNICOLOR INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS Copyright © 1980 Warner Bros. Inc.



UGC NORMANDIE • UGC BARRITZ • GRAND REX • UGC CAMEO • UGC OPÉRA • UGC DANTON BRETAGNE • MISTRAL • MAGIC CONVENTION • UGC GARE DE LYON • PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT MAILLOT • UGC Gobelins • 3 MURAT • 3 SECRETAN CYRANO Versailles • FRANÇAIS Enghien • GAMMA Argenteuil • VELIZY 2 • FLANADES Sarcelles UGC Poissy • ARTEL Créteil • ARTEL Nogent • MÉLIES Montreuil • CARREFOUR Pantin ARIEL Rueil • ARTEL Rosny • PARAMOUNT La Varenne

مكتبة من الأصول

DES ARTS

LYONNAIS

Point de vue

L'artiste en quarantaine

par MAURICE PARANT (*)

A Lyon, le culturalisme bat son plein. Il porte sur l'autel social les humbles pratiques des artistes, ou leurs aventures folles, pour alimenter en phantasmes une foule, dont le moins que l'on puisse dire est que, pour l'essentiel, elle puise à d'autres sources.

De même que l'indigent se doit d'avoir une cravate, en cas de besoin, les métropoles les plus parvenues ne peuvent se passer d'arborer la « culture ». Mais souhaitent-elles pour autant donner à ses acteurs vivants, en leur accordant un statut social, des revenus, une carrière stable ? De quelles possibilités les politiques disposent-elles à Lyon aujourd'hui ?

Les « 1/2 » (1) sont presque toujours réservées à la même minorité de privilégiés qui ont prouvé leur habileté à saisir le goût moyen. Aucune galerie n'a ramené le marché de l'art, malgré toutes les concessions faites au provincialisme, malgré les efforts commerciaux des « directeurs-dont-le-mari-travaille ». L'ELAC (Espace lyonnais d'art contemporain) n'achète rien ; cette grande salle municipale, déjà qualifiée de « petit Beaubourg », s'essouffie à vouloir présenter la totalité de l'art contemporain, par de vastes rétrospectives de la « modernité », quand ni ses locaux, ni son budget, ni l'intuition de l'Association des critiques qui la gère, ne le permettent. Le musée Saint-Pierre n'achète pas d'œuvres modernes, tout au plus, à titre exceptionnel, des « courtoises ».

Les responsables de festivals cinquante sont allés récemment jusqu'à accorder un prix de 5 000 francs à un concours d'affiches qui réunissait plusieurs dizaines d'invités.

Au sens strict, il n'existe donc pas à Lyon de marché de l'art contemporain, autrement dit d'offre et de demande qui permettraient à des plasticiens de se situer dans l'échelle des revenus, d'évaluer leurs besoins et de viser au-delà de l'argent de poche, qui tient

lieu de salaire à ces enfants prolongés. L'harmonie paternaliste du discours politique ne doit pas masquer en effet la lutte que se livrent un pouvoir cherchant à se défendre comme tel, jusque dans ses choix culturels, et des artistes de talent désireux de préserver leur intégrité face à une demande sociale obtuse.

Certes, tout le monde peut, en théorie, se proclamer « artiste », et on serait autorisé à considérer le pourcentage de chômeurs parmi les auteurs et les plasticiens (80 %) comme la sanction de la vanité aveugle des hommes. Mais il y a plus d'intérêt à savoir pourquoi le talent réel est étouffé qu'à discuter sur ce point.

Si les artistes, parfois, se suicident (brutalement ou à petit feu), ils tuent rarement ; ils n'ont pas non plus en main le chantage du

pouvoir et de l'argent : bref, ils souffrent d'un handicap sur le marché de la violence. Leur fragilité devrait justifier un complexe travail de clarification et de financement, accompli à leur profit. En réalité, le fonctionnaire culturel, face à l'artiste, joue la fable du Loup et du Chien, encore que l'analogie ne doive pas être poussée trop loin : le « Chien », parce qu'il conforte les structures qui détruisent l'artiste, joue à sa manière le rôle du loup, mais gras, ou mi-gras, face à des loups maigres, donc agiles. Plus encore qu'à Paris, l'artiste se sent mis en quarantaine par un accord des bourgeois légitimes, qui tentent d'effacer avec acharnement leurs privilèges et leurs diplômes. Seul aux apocalypses, ne demandez à personne quel est le sens de la culture.

Une carence spirituelle

Au sein même de l'étroit milieu culturel, l'artiste se sent inférieur aux architectes bien en cour, aux directeurs de service technique ou d'institutions muséales, qui ont le mérite d'être au moins « sérieux », puisqu'ils sont la base inspirée des élus ou de l'Etat, et les dépositaires de budgets réels. Ceux-ci s'en vont d'ailleurs la plus souvent en frais de fonctionnement, en tournées, en gardiennage, en salaires de fonctionnaires et de professeurs. Cette situation dramatique laisse tout le monde fort paisible, comme minéralisé dans ses habitudes : la mobilité n'est pas la qualité majeure de Lyon, où chacun est toujours prêt à se pincer de l'intérieur de peur de laisser passer un grand sentiment qui ferait rire.

Si l'on ne faisait remarquer que l'oubli le Symposium de sculpture de la ville, qui se tient tous les deux ans, je serais amené, là encore, à noter qu'il constitue l'occasion d'acheter des sculptures aux artistes de la région à 30 % des prix normalement pratiqués à Paris : ainsi, pour le premier symposium, des bronzes de dimension urbaine à 15 000 francs. Tels vus, les plasticiens régionaux a fait le tour des possibilités : il a tout fait et rien fait. Il connaît tout le monde, mais personne ne le connaît. Il s'est déplacé cent

fois, mais pour lui personne ne se déplace. Alors, il amorce une dérive vers les petits métiers ou le professorat familial ; tandis qu'une galerie relance ses ventes en se transformant en coiffeur club de billard, un peintre de qualité fait des ménages. Dans leur quasi-totalité, ces demi-citoyens (que la foule considère généralement comme des privilégiés) ne sauraient aspirer au revenu des fonctionnaires culturels, à fortiori, à l'aisance « bourgeoise » qui leur permettrait d'agir, d'exécuter leurs projets, de donner une dimension concrète à leur talent, et même, génériquement, de se reproduire : parmi eux, les célibataires sont nombreux ! Tout se passe comme si, vis-à-vis d'eux, la droite et la gauche, enfin réunies, manifestaient, à titre tout à fait exceptionnel, un strict égalitarisme protestataire !

Jacques Weber, directeur du Théâtre du VIII^e, dit avec raison : « Lyon est une ville faussement cultivée, et la municipalité en joue ». L'Etat aussi, d'ailleurs, car, dans un tel marché de pénurie, les ingénieurs en chef, les investisseurs, les architectes des sociétés d'économie mixte qui passent pas hasard commande, acquièrent un statut quasi divin. Les conditions psychologiques et sociales sont

réelles pour que les artistes soient achetés à bas prix. Or est le temps où ils avaient les moyens de concevoir des places, des quartiers, d'engendrer ou d'accompagner un urbanisme qui fait encore aujourd'hui l'orgueil des banquiers et des fonctionnaires ?

Enchaînés à un style de demande sociale et à une fermeture spécifique, les plus débrouillards s'adaptent : leurs œuvres deviennent abstraites et, si possible, modulaires, pour s'écouler dans de meilleures conditions. Colonisés par le besoin, ils répondraient qu'il faut bien vivre. A défaut d'art officiel, trop décrié, ils peignent, à travers les budgets, une demande officielle, des choix officiels : sous une information en théorie sans contraintes, les fonctionnaires culturels appliquent le respect infini du positivisme social qui les a promus. La commande en vient à prédéterminer l'œuvre, et non l'inverse. Or quelle société stable aurait souhaité un monde surréaliste, cubiste ou conceptuel ?

Pire : on peut supposer que la société occidentale ne s'inscrit plus dans l'histoire d'une civilisation, qu'elle n'a donc objectivement plus besoin de ses artistes. La conclusion des choix s'explique amplement par une carence spirituelle. Au lieu d'être mis à contribution dans l'effort collectif essentiel, l'art est ignoré par les gestionnaires, qui traduisent leur embarras face à l'appréhension de travaux non techniques : ils savent que l'attitude de l'élitisme ou du client ne se situe plus dans l'œuvre, mais dans les choses.

En fait, tout n'est pas noir dans ce tableau, car si Lyon ne semble pas avoir la force de renouveler sa politique des arts plastiques, elle n'a pas non plus celle d'imposer une hypocrisie monolithique : des faillites apparaissent, souvent dues à la présence hasardeuse de tel ou tel individu.

Mais peut-on encore imaginer un Siècle d'Or pour une ville cornée par les trois surgénérations prévues à ses portes, en plus des quatre centrales nucléaires qui fonctionnent déjà ?

De toute manière, que d'énergie ! (*) Sculpteur.

DANS LA «REVUE DE L'ART»

L'histoire pièce à pièce

UNE ville est un paysage historique et, pour les chercheurs, un insupportable terrain de fouilles. A Lyon, Daniel Ternois a formé une équipe, rattachée au C.N.R.S., qui relève méthodiquement et publie depuis 1974 les traces et les vestiges de cinq siècles d'art : archives, décorations, peintures, sculptures, constructions menacées par l'urbanisme contemporain (1).

La tâche, l'impossible, est de reconstituer toute l'histoire, pièce à pièce. On procède par sondages. Ce qu'a fait la Revue de l'art en consacrant son numéro 47 à l'histoire de l'art lyonnais. Les couches gallo-romaines ne sont pas explorées, mais la première enquête, menée par Walter Cahn, porte sur le roman tardif. D'un assés à l'autre, on s'achemine jusqu'au début du vingtième siècle.

« Ville singulière, bigote et marchande, catholique et protestante, pleine de brumes et de charbons, les idées s'y débrouillaient difficilement. Tout ce qui vient de Lyon est minuscule, lentement élaboré et craintif... » : il est presque inévitable de rappeler le jugement sévère de Baudelaire. Un parcours des salles du musée des Beaux-Arts consacré à la peinture locale nous y ramène, car le dix-neuvième siècle y domine largement. C'est au dix-neuvième que se dessine l'école, avec les toiles de Chenevard (dont le musée présente ailleurs une belle exposition), de Jannet, de cette lignée de peintres inspirés par Orsai, proche des Nazariens de Rome, où nous reconnaissons aujourd'hui la veine française du préraphaélisme. Fina-

lement, Baudelaire n'avait pas tort de voir « une école de peinture philosophique lyonnaise », même si nous savons maintenant mieux caractériser les « troubadours » (Ravall, Fiavry Richard) sur lesquels nous est annoncé un ouvrage aux éditions Arthéna (2), même si nous pouvons discerner une « veine réaliste », reconnaître les mérites de Michel Grobon ou Antoine Volon, commencer à nous irriter du succès de Ravil.

L'intérêt des chercheurs déborda largement la production du dix-neuvième siècle. L'importance de Lyon, son passé antique, sa situation géographique, ont permis une tradition culturelle mêlant érudition, mystique, curiosité et spéculation. Le numéro de la Revue de l'art illustre les moments-clés de cette tradition : « La milieu social de Corneille de La Haye », Corneille de Lyon, « peintre du roi » mais aussi portraitiste des bourgeois, au temps des grands imprimeurs, de la libre concurrence et de la Réforme ; les fondateurs d'une école gratuite de dessin, au dix-huitième, dans l'entourage de l'abbé Lacroix, quand peu de collectionneurs peuvent rivaliser avec ceux de la capitale mais contribuent au développement de l'art nouveau, néo-classique.

Aucune période n'est oubliée. L'art gothique, le statuaire, le vitrail sont évoqués par des études bien choisies. Et les grands du dix-septième, Jacques Stella, l'ami de Poussin, Thomas Blanchet, le malheureux décorateur de l'hôtel de ville, qui vit partir en fumée son travail quatre ans après son achèvement : c'était selon les contemporains, un des plus somptueux édifices du genre, la décoration en était compliquée à souhait, inspirée par la Père Ménéstrier, savant ordonnateur des fastes lyonnais. Pour chaque période le bon angle a été trouvé. Même pour le vingtième siècle, avec un article sur une étonnante ville d'ingénieur, à Villeurbanne, sous ce cadastre curieux de la grande métropole. — J.-F. C.

• Revue de l'art n° 47, 50 F.

(1) Ces publications (La Peinture à Lyon aux dix-septième et dix-huitième siècles, les Décors peints dans la région lyonnaise, Art et architecture à Lyon au dix-neuvième siècle), entre autres, sont en vente à l'Institut lyonnais de l'art, université Lyon-II, 18, quai Claude-Bernard, 69007 Lyon.

(2) La peinture troubadour, deux artistes lyonnais, Pierre-Ezari Revot et Fiavry Richard, par Marie-Claude Chandonnet, 60, Arthéna, prix public : 230 F.

CANNES 80 HORS COMPETITION

CONVENTION v.f. - FAUVETTE v.f. - GADMONT LES HAILES v.f. GAUMONT BACHELIER v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - NATION v.f. MONTFARME v.f. - PATHE CLONAY v.f. - QUINTE v.f. COLLIER v.f. - Belle-Epine PATHE - GAUMONT Evry - PATHE Champigny Amiens TRIPOUILLE - 3 VINCENNES - Le Bourget AVIATIC - Orsay ULIS Versailles C2L - Argenteuil ALPHA GAMMA



Renato Pozzetto, Edwige Fenech.

je suis photogénique

Un film de Dino Risi.

Aldo Macchiato, Julien Guzman et Michel Galabru.

réalisé et dialogues : Massimo Trovati, Marco Tullio Giordana, Dino Risi.

Mise en scène de Dino Risi.

The Organization International pour l'Art, Paris, France, International Cinema, Paris.

V.O. : ELYSÉES CINÉMA - U.G.C. ODÉON - V.F. : REX - U.G.C. CAMEO MIRAMAR - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GOBELINS U.G.C. GARE DE LYON - 3 MURAT - IMAGES - 3 SECRETAN CYRANO Versailles - U.G.C. POISSY - ARTEL Cérail - ARTEL Nogent MÉLIES Montreuil - CARREFOUR Poissy - ULIS Orsay - FLANADES Sarcelles - ARGENTEUIL - BUXY Val-d'Yverres - CLUB Les Mureaux U.G.C. CONFLANS



NEW YORK CONNECTION
ARNOLD KOPELSON présente une production JAY WESTON
JAMES BROLIN CLIFF GORMAN RICHARD CASTELLANO
WILLIAM F. MCGUINER BILL NORTON SR. & RICK NORTON ARTIE KANE
VICTOR J. KEMPER A.S.C. ARNOLD KOPELSON JAY WESTON ROBERT BUTLER

LA CANNE
A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

THEATRE ECOLE DU MIROIR
COURS DANIEL MESGUICH
Théâtre MOUFFERT
76, rue Mouffert Paris 5e
rs les jrs de 10h à 13h et 5-6
rens. 336.02.87-607.63.64

Chaise-Dieu

du 29 Août au 7 Septembre 1980
XIII^e FESTIVAL DE MUSIQUE FRANÇAISE

VENDREDI 29 AOUT, 21 H.
Musique pour le sacre d'un pape. Extraits de la liturgie ancienne de la Chaise-Dieu. PEROTIN : Organa. DUFAY : Missa « Caput ». Ensemble De Camera. Henri Delormeu, orgue. Florence Meier, soprano. Jean Bellard, haute-contre. Direction Daniel Meier.

SAMEDI 30 AOUT, 21 H.
Récital Svistoslav Richter
Œuvres pour piano des XIX^e et XX^e siècles.

DIMANCHE 31 AOUT, 17 H.
Grands Motets du XVII^e siècle. DELALANDE : De Profundis. CHARPENTIER : Missae des Jésuites. DESMARET : Laudis Jerusalem (première et création mondiale). Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, direction Michel Corbois.

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE, 21 H.
L'orgue français du XVII^e siècle. GRIGNY : Messe (avec variété au plain-chant). Marie-Claire Alain, grand orgue. Avec les chœurs Guillaume Bony, direction Jean Texeira.

MERCREDI 3 SEPTEMBRE, 21 H.
Symphonie liturgique. MOZART : Symphonie n° 36 en ut majeur K 388. Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur K 488. KONCEK : Symphonie n° 3 « Liturgique ». Orchestre Philharmonique de Varsovie. Piano : Lidia Grychulowska. Direction : Kazimierz Kord.

JEUDI 4 SEPTEMBRE, 21 H.
Récital Georges Cziffra.
Œuvres pour piano de Chopin, Liszt, Schumann.

VENDREDI 5 SEPTEMBRE, 21 H.
Symphonie espagnole. RAVEL : Pavane pour une infante défunte. CHAUSSEON : Poème pour violon et orchestre. LAJO : Symphonie espagnole. FRANK : Symphonie en ré mineur. Orchestre Philharmonique Hongrois. Violon : Ivry Gitlis. Direction : Thomas Hungen.

SAMEDI 6 SEPTEMBRE, 21 H.
RAVEL : Ma Mère l'Oye. Concerto en ré majeur pour la main gauche. Concerto en sol majeur. Symphonie espagnole. Orchestre Philharmonique Hongrois. Piano : Jean-Philippe Collard, Direction : Thomas Hungen.

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE, 21 H.
WAGNER : Ouverture des Maîtres Chanteurs. CHOPIN : Concerto en mi mineur LISZT : Danse macabre. MOUSSORGSKY - RAVEL : Tableaux d'une exposition. Orchestre Philharmonique Hongrois. Piano : Georges Cziffra. Direction : Calixta Junior.

Renseignements et réservations : FESTIVAL DE LA CHAISE-DIEU VELAY-VOYAGES, 37, place du Brétil, 43000 LE PUY, tél. (01) 73-74-04

Métiers anonymes

On s'étonne parfois des échos entre les différents commentaires d'un spectacle. On les suit sur le compte des subjectivités. On oublie le fait que le commentateur, selon qu'il était placé devant, derrière, sur les côtés, il entendait des murmures ou des cris, et que son n'aurait pas droit comme un rayon laser, il percevait, trébuchant, tombant, s'élevant, s'effondrant, se relevant, se relevant, un brouhaha sur une mer déchaînée.

Des hommes de l'art, métaphysiciens métaphysiciens, essaient de retrouver le nombre d'or qui permettrait à toute salle d'orchestre d'être exactement la même interprétation de Cassandre. Ce sont eux également qui cherchent à décrire les faits divers sanglants provoqués par les rugissements d'astrotouristes, les va-et-vient d'astrotouristes, les fantômes bruyants qui grimpent à l'intérieur du béton. Ils essaient les nouvelles brutes et les silences démentis. Leurs méthodes restent secrètes, mystérieuses. On ne peut que constater les résultats. Ce sont les acousticiens.



ZONES D'OMBRE POUR L'OREILLE

« L'ACOUSTIQUE, dit-il, c'est de l'oplique. » Daniel Commins dirige un « bureau d'études et de conseils en acoustique et vibrations ». Nous sommes trois dans une pièce ordinaire. Il explique qu'aucun de nous ne doit se tenir dans l'ombre. L'ombre, c'est l'obstacle à la bonne intelligibilité. « Pour déterminer les zones d'ombre », dit-il, nous travaillons sur un plan ou sur une maquette. Nous faisons des simulations en utilisant la lumière. Depuis que les lasers coûtent 1 000 francs, c'est très simple. Le son et la lumière sont des phénomènes ondulatoires. Comme on a plus d'outils pour comprendre le mouvement de la lumière, on essaie de visualiser le mouvement du son.

En France, on fait peu d'acoustique, même dans les endroits faits pour écouter, comme les salles de concert. Ailleurs, le problème est encore plus rarement abordé avec sérieux.

L'acousticien est un peu méde-

cin, mais il fait du rattrapage et n'a pas les moyens d'un « diagnostic » sérieux. « Il travaille généralement dans le cadre de la maîtrise d'œuvre, en collaboration avec l'architecte. Comme l'aménagement intérieur est indépendant, la coordination est compliquée. Qu'une installation audiovisuelle vienne s'ajouter dans un musée, que le décorateur introduise de nouveaux matériaux, et nos prévisions sont entièrement à revoir. » Le métier est mal intégré, à peu près impossible. Une des boîtes noires de Commins est la salle polyvalente.

Il existe des incompatibilités : la musique classique et le théâtre, par exemple. Il faut trouver un compromis, et le résultat est nécessairement moyen. « La véritable salle polyvalente, dit-il, est celle dont le volume ou les composantes se modifient selon l'usage qu'on en fait. Elle coûte très cher. Or c'est généralement par mesure d'économie qu'on entreprend ce genre de construction. »

Quelle que soit sa mission, l'acousticien étudie d'abord la situation du lieu : les sources de bruit extérieur ou intérieur. Son action est défensive. « Aujourd'hui, dit Daniel Commins, le

bruit s'introduit partout. Avec la révolution industrielle, les sons devaient constituer les éléments dominants de la communication. Les grands monuments, c'est le développement du dix-neuvième siècle des bruits à caractère mécanique. L'œil s'est mis à dominer parce qu'il y avait trop de brouillage sonore, et qu'on ne pouvait plus se fier à ses oreilles. Mais la portée de l'œil est limitée à l'horizon. L'oreille, elle, est beaucoup plus sensible. Ses illustrations rejoignent notre imagerie : les Indiens qui collaient leur oreille contre le sol. La nôtre est atrophiée. Il dit encore que des espèces animales ont disparu, car le mâle et la femelle le jour des noces, ne s'entendaient plus.

Les œuvres dans les musées, autant que les hommes dans les usines, sont en danger. Un conservateur américain a raconté à Commins comment, à cause des vibrations, les statues peuvent glisser lentement de leur socle et basculer. A Rome, il a fallu mettre une chaussée sur dalle flottante devant un musée. La tendance à construire au-dessus des gares ouvre un avenir à la profession. Ainsi, l'installation du Musée du dix-neuvième siècle à Orsay.

Profession : auditeur

DE l'amateur de concert on pourrait dire, comme jadis de la femme au foyer, qu'il est sans profession, et cela semble tout à fait logique : les musiciens travaillent, les chanteurs chantent, le chef conduit, l'auditeur, quant à lui, se contente d'écouter ; cela ne fait pas l'ombre d'un doute, et l'on considère, en regard de son activité prétendue, le travail du compositeur, celui des artisans celui de l'architecte qui a conçu la salle et celui de l'acousticien, qui en a calculé les caractéristiques... A ce nom, l'amateur frémit d'indignation : « L'acousticien ? Personne... Voilà vingt ans que je vais régulièrement au concert, je connais bien des salles et des théâtres, en Europe, et même au-delà, mais je peux citer de mémoire les lieux où l'on écoute de la musique dans de bonnes conditions ; ils ne sont pas nombreux, et je ne me tromperai pas de beaucoup en affirmant que les acousticiens, s'il en existe vraiment, ne sont pas pour grand-chose dans ces rares réussites : elles sont, pour le plupart, plus anciennes qu'eux... »

Injuste dans ses conclusions, l'amateur avait sans doute en mémoire la tentative de sauvetage du Palais des congrès, à Paris, reconnu dès le début comme impropre aux concerts, par un célèbre acousticien, qui ajouta ici des boules, là des crocs, ailleurs des volumes irréguliers. On allait citer au miracle, lorsqu'on fut bien obligé de constater qu'on avait seulement progressé du catastrophique au mauvais... On doit, pour être exact, reconnaître que personne n'y pouvait rien, il aurait fallu rassembler l'édifice, mais, comme il ne convient parfaitement aux congrès, on continue à y donner des concerts. A l'inverse, on pourrait citer des salles dont l'acoustique, réussie, d'abord, a été complètement détériorée par des modifications inconsidérées de l'aménagement intérieur.

Ainsi l'abus de capitonnage et la création de sièges particulièrement absorbants — les fauteuils « Capote » — qui garnissent depuis quelques années le célèbre théâtre toulousain ont-ils modifié du tout au tout

l'acoustique : faute de réverbération, les voix semblent étriquées, et les instruments de l'orchestre sonnent d'une façon cruellement indépendante. Là comme ailleurs, on n'a pas fait appel sans doute à un spécialiste. Ce n'est qu'un exemple, on en trouverait des dizaines d'autres si l'on voulait prouver que, lorsqu'il s'agit de salles de concert, les acousticiens ressemblent aux carabiniers d'Ortenbach : ils ne sont pas là ou ils arrivent trop tard.

L'auditeur, en revanche, est

toujours là, et c'est en ce sens — puisqu'il est appelé à rétablir par l'imagination la tâche qui n'a pas été confiée, ou l'a été en vain, à des professionnels — qu'on est en droit d'affirmer qu'il travaille... à sa manière. Parfois, le travail est un vrai plaisir. Au Festspielhaus de Bay-

reuth, les dimensions modestes de cet amphithéâtre de mille deux cents places, les matériaux utilisés, parmi lesquels le bois entre pour une large part, l'absence de décoration, font qu'on y entend très bien de partout, on n'a qu'à se donner la peine d'écouter. La salle de l'ancien Conservatoire, rue du Conservatoire à Paris, toute en bois et qui sonne comme un violon, faisant ainsi depuis près de deux siècles l'admiration des musiciens, permettait, elle aussi, de tout entendre en toute quiétude. La découverte de l'auditeur avait quelque chose d'insolent, et, en transportant au Palais des congrès l'Orchestre du Conservatoire, devenu Orchestre de Paris, les autorités supérieures ont dû avoir le sentiment de mettre fin à un privilège et de moraliser la profession d'auditeur.

Des vases d'airain

La vogue des concerts donnés dans les églises n'a pas peu contribué au recyclage des métonymes trop insouciantes : chacun sait qu'on y entend toujours très mal à cause de la réverbération excessive. Les amateurs sérieux, venus en connaissance de cause pour le rareté de l'œuvre ou le talent des exécutants, sortent de là généralement brisés de fatigue, et leur découragement se trouve encore accru quand ils constatent que beaucoup de gens s'accommodent fort bien de cette manière de ne pas entendre la musique. Comme on le voit, seuls certains auditeurs connaissent réellement leur métier.

Autre phénomène étroitement lié à la multiplication des festivals d'été : les concerts en plein air. Depuis la célèbre affirmation de Berlioz dans son *Traité d'orchestration* : « La musique en plein air n'existe pas », la question semblait résolue ; pourtant, on en fait partout et l'on s'étonne que, lors des représentations au théâtre antique d'Orange, les orchestres perdent sur l'avant-scène leur moelleux habituel, que la voix des chanteurs soit à la merci d'un coup de vent... Encore une fois, le

public ne saisi pas l'immensité de la tâche qui lui incombe, c'est tout juste s'il perçoit, quelque part au fond de lui-même, une ombre timide d'insatisfaction. D'ailleurs ce n'est pas sa faute : formé le plus souvent à l'école du disque, on l'a habitué à coller son oreille sur les cuisses du violoncelle, à passer sa tête entre les cordes du clavecin, à se blottir au fond du céleste, et on ne saurait dire pour combien de temps encore les chanteurs d'opéra resteront tolérables sans amplification.

Beaucoup de gens sont persuadés, pour avoir vu des haut-parleurs sur le côté de la scène, que les représentations lyriques sont d'ores et déjà sonorisées, et il est vrai que le porte-voix du Commandeur dans *Don Juan*, ou de Samiel dans le *Fraischütz*, a déjà été remplacé ici et là par un micro, que les chanteurs en coulisse ne négligent pas ce petit appoint et lorsqu'il s'agit, comme dans le *Valseuse* fantastique, de chœurs « fantastiques », les distorsions des haut-parleurs ajoutent encore à l'effet. Ne va-t-on pas bientôt supprimer artificiellement l'insuffisance des titulaires actuels du rôle de Siegfried, lorsqu'ils se trouvent confrontés,

dans le *Chant de la forge*, à un dilemme cruel : mésestimer leurs forces pour les deux actes suivants ou rivaliser avec un orchestre jouant fortissimo ? Tant il est vrai que la formation professionnelle des auditeurs est en pleine évolution.

Un esprit ingénieux avait, dit-on, émis l'idée de recourir dans certains cas à un artifice connu par les Anciens grecs : placer sur le théâtre des vases d'airain tenant lieu de résonateur naturel. Ce fut un beau scandale, vite étouffé d'ailleurs. On a depuis trouvé mieux : l'espace de projection de l'IRCAM possède sur les autres salles de concert l'avantage de disposer, dans ses murs, de volets tournants à trois faces. Il est ainsi possible de modifier le temps de réverbération entre 0,8 seconde et 4,5 secondes et de déterminer l'acoustique idéale pour chaque œuvre. On peut ensuite, grâce à la mémoire de l'ordinateur, retrouver, pour les exécutions ultérieures, les mêmes conditions acoustiques exactement.

Pour que l'opération réussisse, encore faut-il que toutes les places soient garnies et que les auditeurs aient soin de s'habiller toujours de la même façon. Ainsi, si l'on se décidait à confier le remodelage de toutes les salles à des acousticiens et à en programmer les variations acoustiques, on ne tarderait pas à remplacer l'obligation dédaignée de la « tenue de soirée de rigueur » par celle du « vêtement de concert ». Ce serait une contrainte beaucoup moins grande, en fin de compte, que celle d'écouter la musique en faisant abstraction des défauts de la salle. Mais, là encore, peut-on déterminer une fois pour toutes le taux de réverbération qui convient à une cantate de Bach ou à une mélodie de Debussy ? La normalisation ne risquerait-elle pas d'être pire que l'anarchie ? Même si l'on se résignait à se passer définitivement des lieux mal adaptés et à construire de bonnes salles, il faudrait encore de l'expérience pour devenir un auditeur averti ou faire profession de l'être.

GÉRARD CONDÉ.

La parole du prêtre

Les conservateurs s'inquiètent pour leur collection de pastels, particulièrement sensibles aux vibrations.

Plus fréquemment, ce sont les hommes qu'il faut protéger. Les chiffres deviennent terrifiants. On estime officiellement que 90 décibels (précisons : 90 dB (A)) est le maximum de bruit auquel puisse être exposé un ouvrier, quotidiennement, sur la durée d'une carrière. 85 dB (A) est la cote d'alerte, on commence à l'adopter comme norme. De toute façon, à ce régime, 25 % des gens seront complètement sourds en fin de carrière. Il n'y aurait pas de détérioration de l'appareil acoustique à 75 dB (A), on est en tout (1).

Les causes d'intervention varient. La protection, l'intelligibilité sont parmi les plus simples. Il y en a d'autres, plus vagues : expérimenter un programme, définir des critères.

Si l'intelligibilité est évidemment celle d'une salle de conférences, ce sera, dans d'autres circonstances, le secret. Pour isoler deux interlocuteurs des curieux éventuels, l'acousticien peut être amené à créer du bruit. Il régnait à l'électro-acoustique ; une fontaine est un moyen plus « élégant », un « masque » plus naturel. « L'acoustique, précise Commins, est une science de détails. Il ne suffit pas de choisir une solution dans un catalogue. C'est une technique à base scientifique. Nous nous méfions de l'improvisation. En même temps, nous ne devons pas négliger les aspects psychologiques qui interviennent constamment. La sculpture, l'harmonie décorative d'une pièce, aide à en supporter la mauvaise acoustique : on ne va pas masquer un plafond peint pour réussir une salle de conférences parfaitement adaptée. On ne peut pas non plus empêcher qu'interviennent des intérêts tout à fait étrangers : la double porte des bureaux ministériels n'est pas là seulement pour étouffer les bruits ! »

Avec ses incertitudes, ses (1) A titre de comparaison, 30 dB (A) est l'ambiance d'une pièce sur cour boulevard Raspail, ou d'une banlieue calme la nuit.

impondérables, cette technique est une science. Elle repose sur des calculs physiques, mathématiques, elle a ses paramètres : la durée de réverbération, la réflexion. Les deux phénomènes sont assez difficiles à calculer que faciles à percevoir. La durée de réverbération, par exemple, n'est rigoureusement calculable que pour une salle rectangulaire, toute autre forme empêche les prévisions ; mais n'importe qui peut expérimenter les différences entre une cathédrale et une salle à manger. Même chose pour la réflexion. Les matériaux sont plus ou moins réfléchissants, plus ou moins absorbants. Si l'acousticien n'en connaît pas la « valeur », il devra faire des tests, des simulations sur échantillons, dans des locaux expérimentaux.

La science acoustique, encore toute neuve, n'en a pas moins une longue histoire. On a redécouvert des amphores dans les murs des églises. « Dans tous les édifices sacrés, les exigences sont doubles : vous devez avoir beaucoup d'écho, une grande durée de réverbération, pour créer un volume adapté au rituel, et en même temps vous avez besoin de faire passer un message. Les cavités dans les murs servent à adapter le volume à cette double fonction. Et, à quoi servent les voûtes sur les chaires, sinon à une fonction acoustique ? Ce sont des objets sacrés, ils entrent dans la dissolution de la parole du prêtre. De la même façon, à Orsay, pour passer de la grande allée centrale, sous trente mètres de voûte, aux petites salles d'exposition sur les bas-côtés, nous sommes amenés à proposer un apport architectural : des parois absorbantes devant les ouvertures d'accès aux salles, qui respectent, bien sûr, par leur forme, l'esprit de l'édifice. Aux architectes ensuite de trouver cette forme. »

Daniel Commins évoque les théâtres d'Épidaure, celui d'Orange. « Une telle perfection ne pouvait être obtenue qu'à partir d'études préalables, peut-être empiriques, mais rien n'était laissé au hasard. L'acoustique, un art perdu à réinventer. »

JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER et FRÉDÉRIC EDELMANN.

GAUMONT COLISÉE - GAUMONT LES HALLES - GAUMONT RICHELIEU
MONTMARNASSE 83 - CLICHY PATHÉ - CAMBRONNE - GAUMONT
SUD - GAUMONT GAMBETTA - EVRY Gaumont - BELLE-ÉPINE Pathé
CHAMPIGNY Pathé - PARLY 2 - COLOMBES Club - ARGENTEUIL Alpha
SARCELLES Espérance - ORSAY Ulys - SAINT-GERMAIN C 2 L

Mais qu'est-ce que j'ai fait
au Bon Dieu pour avoir une femme
qui boit dans les cafés
avec les hommes ! ?

ÉLYSÉES LINCOLN - IMPÉRIAL PATHÉ - FORUM CINÉMA - SAINT-GERMAIN VILLAGE - 7 PARNASSIENS - GAUMONT CONVENTION 3 NATION

BUNUEL
un film de LUIS BUNUEL
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE
JEANNE MOREAU
MICHEL PICCOLI
ON SE DÉLECTE DANS LA PERVERSITÉ. Nouvel Observateur

MERCURY v.o. - STUDIO MÉDICIS v.o. - MARIVAUX v.f.
PARAMOUNT MONTMARNASSE v.f. - PARAMOUNT BASTILLE v.f.
PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PARAMOUNT La Varenne

SEB McQUEEN
AU MacGRAW DANS
GUET-APENS
THE GERMAN
UN FILM DE SAM PECKINPAH



سكوا من الأصل

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

La fin des îles ?

San-Francisco, New-York, Paris... On ne devrait pas s'en vanter ! Partir dans l'air, voler, qu'on rentre avec hâte et l'âme tout enfiévrée. C'est un aveu qui vous coûte un peu d'argent. Tant pis. Quand ils viraient de bord à l'autre bout du monde pour fonder vers Brest ou Southampton, je sais bien qu'ils chantaient de plaisir les navigateurs d'hier dont j'ai voulu — un peu — retrouver les allures. A quel service les départs si l'on ne s'abandonnait pas, quand c'est l'heure, à la nostalgie d'une maison ? Je reviens cette fois à toute allure.

Aucun retour ne ressemble à l'autre. Mais tous, dans leur singularité, réclament de l'attention et beaucoup de délicatesse. C'est aux qui donnent son juste prix au voyage. Le trait tiré en somme, l'addition... J'ai donc commencé par sauter Paris, là n'est pas l'essentiel. Nous sommes tous provinciaux, on ne vas pas gaspiller en ville la première journée. Et puis, vraiment, toute la Charente ce jour-là sentait la paille et le chèvrefeuille. J'ai remonté vers 8 heures du soir une allée blanche bordée d'orties, de carottes sauvages

et de ronces tendres. Rien n'avait bougé, bien sûr... ni les pierres croulantes ni les acacias. Pour un peu je me serais assis dans le fossé, enfin rassuré. La permanence des choses est un miracle moins banal qu'on l'imagine. Mieux que cela, une récompense. Quel, tout cela vous attendait donc ?

A cet instant précis, la vraie question est simple : que ramène-t-on de si loin ? Valait-il la peine de s'en aller ? Je n'étais pas pressé de répondre. Il valait mieux certain jour garder pour soi les deux ou trois mots qu'on a cueillis sur sa route. Me voilà, devant la grille de chez moi, porteur d'une mauvaise nouvelle. Lâchons-la vite sans respirer : il n'y a plus d'îles sur la planète, voilà tout. C'est pour vérifier cela, en réalité, qu'on s'envoie vers l'Océanie. Pour y chercher moins les détails d'un archipel que le concept même d'une île. On le porte en soi depuis le berceau. Une terre sauvage, un « ailleurs » possible, une idée de commencement lointain dont on pourrait caresser la certitude les jours de météo. Hélas ! il faudra s'en passer désormais. Oui, je crois décidément

ce retour un peu plus grave qu'à l'ordinaire. J'ai vu partout sur l'océan que s'accélérait un funeste événement : l'uniformisation du monde. Ce n'est pas une réflexion en l'air. Les différences s'évanouissent, les langues et les cultures disparaissent, les horizons se ressemblent. Qu'on y réfléchisse un peu : cet irrésistible aplatissement des choses, cette colonisation planétaire, empruntent les voies trompeuses de la compétition idéologique. On croit s'opposer et l'on suit la même route. Ici, l'orgueil des oppresseurs assésine les minorités ; là, ce sont les vulgarités mercantiles du capitalisme ou la froide tyrannie des multinationales ; là-bas, c'est le discours de la révolution, sociaux d'occidentaux « pour le bon motif » ; plus loin encore, des peuples à peine libérés d'eux-mêmes et sans qu'on les y contraigne enlèvent précipitamment les débris de leurs anciens maîtres. Et si partout le piège était le même ? Conquérir un marché, mettre fin à l'obscurantisme, supprimer la « barbarie », créer un Etat-nation : toutes ces entreprises n'ont pas des mêmes justifications. On scandaliserait un vrai marxiste en décrivant son rationalisme et ses projets « libé-

rateurs » comme les derniers avatars du vieux catéchisme colonial. Et pourtant ! N'ont-ils pas tous, banquiers ou intellectuels — ces faux adversaires, — le même dédain pour ce qui ne procède pas de l'Occident ? Lyauté, Coca-Cola et Lénine, même combat. Et même objectif : un monde enfin dissous dans l'universelle vérité ! Socialisme scientifique ou capitalisme triomphant, nous savons bien que, quelque part, cela revient au même.

Mais pourquoi diable rappeler tout cela en revenant d'Océanie ? Parce que la chose s'y observe à l'état pur, pardi ! Point de misère ni de famine, pas d'urgence véritable. Non ! Seulement des milliers d'îles aspirées l'une après l'autre — et gratuitement — dans le grand concasseur des différences ; pressées de se brancher sur les ordinateurs de la modernité. Sont-elles sûres d'y gagner ?

Le bilan navré qu'on est tenté d'établir pourrait passer pour un regret petit-bourgeois : le soupir d'un « Blanc » privé de ses paradis par la marche du progrès. On se voit volontiers de ces « soupçons » chez les nouveaux dévots prosternés devant l'histoire. Vous savez bien, le vieux chantage à l'injustice... Ce souci de maintenir les « différences » ne serait qu'une ruse des exploités. Mais ce n'est pas vrai. J'ai vu, dans ces îles, percer des inquiétudes et des révoltes qui n'étaient pas imaginaires. Un sombre pressentiment court bel et

bien dans le Pacifique et gâte un peu partout la joie des jeunes indépendances. Les cultures particulières, les sages et les savoirs anciens s'y affirment et s'y affichent avec une énergie bizarre. C'est celle du désespoir. Exemplaire et vulnérable, l'Océanie porte ainsi un précieux témoignage. Je ne crois pas qu'il soit de bon augure.

J'ai poussé la porte et posé mes valises. Une odeur de tilleul arrivait de la cour. Quelle envie de balade, tout d'un coup, sur ces « routes irisées » dont Chardonne savait parler. J'y ai couru dans la soirée, mais sans ordre de mission et sans bloc-notes. Libre enfin de tout goûter sans rien chercher ; de « faire comme chez soi » et de comprendre à demi-mot, il n'y a plus d'îles d'accord, la nouvelle n'est pas gaie. Il faudra faire avec ce que l'on a et mieux choisir ses bagarres. Faut-il pour autant être triste ? En naviguant au milieu des prés et des moissons, en retrouvant subitement cette douce marquerie de bosquets, rivières et « palissades », je me suis senti scandalisé, rassuré. Pis que cela, patriote, chauvin et réactionnaire. Honte à moi ! J'aurais donné ce soir-là tout ce qu'il reste des mers du Sud pour 1 hectare de Charente.

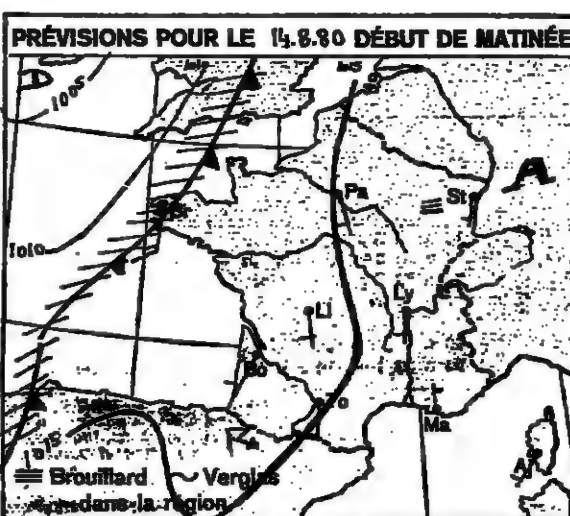
Rien n'est perdu.

MÉTÉOROLOGIE

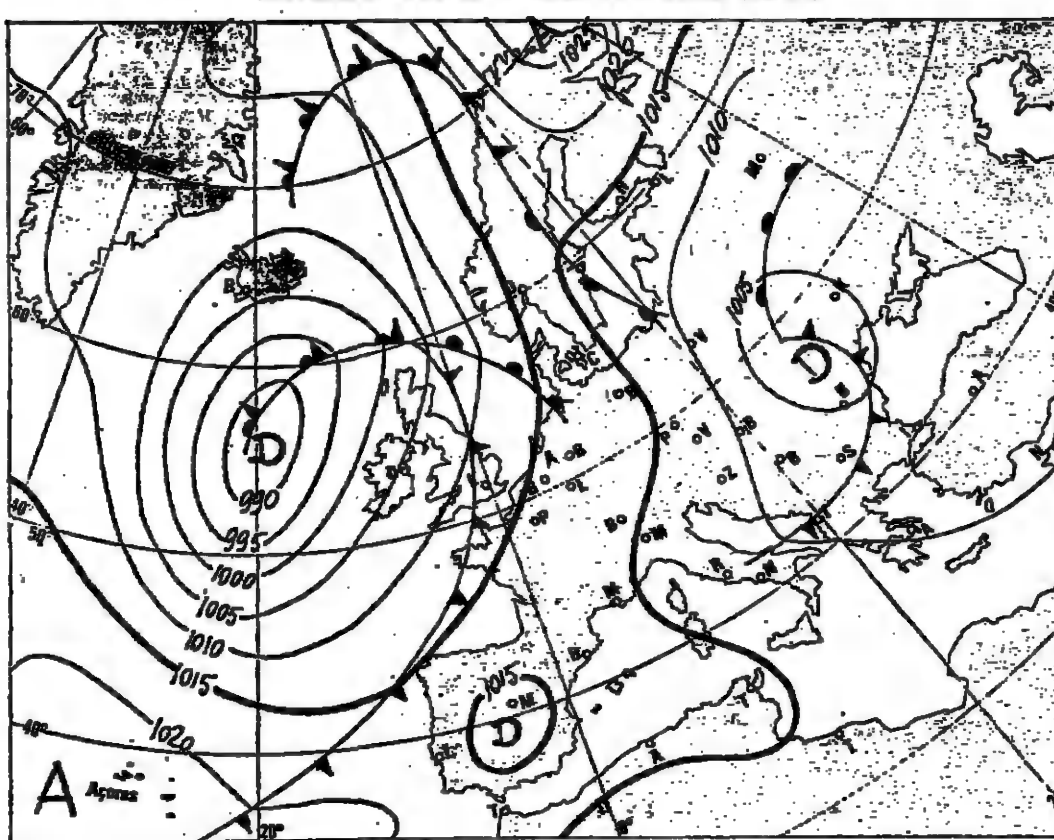
SITUATION LE 13.08.60 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.8.80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 AOÛT A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verges
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
 — Sans de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution du temps en France entre le mercredi 13 août à 0 heure et le jeudi 14 août à 0 heure :
 Le front du froid de la perturbation du nord-ouest se déplace vers l'est et il ne pénètre que dans la journée de jeudi sur nos régions de l'ouest. A l'approche de ce front, une évolution orageuse se développe.
 Jeudi 14 août, des précipitations à la Manche, le temps sera assez chaud, nuageux et orageux avec des vents de secteur sud, modérés en général, assez forts en Manche. Sur le reste de la France, les brumes ou les brouillards seront assez nombreux dans le nord-est en début de journée, tandis qu'ailleurs le ciel sera nuageux. La journée sera la plus

souvent ensoleillée, les vents seront faibles et les températures maximales seront en hausse.
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 août ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 28 et 18 degrés ; Biarritz, 23 et 13 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Bourges, 20 et 12 ; Brest, 18 et 16 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 20 et 14 ; Grenoble, 24 et 14 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 24 et 13 ; Marseille, 29 et 20 ; Nancy, 19 et 13 ; Nantes, 21 et 14 ; Nice, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 21 et 13 ; Pau, 23 et 11 ; Perpignan, 27 et 19 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 21 et 13 ; Tours, 22 et 14 ; Toulouse, 26 et 12 ; Poitiers-Pierre, 22 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 18 degrés ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 23 et 22 ; Berlin, 19 et 13 ; Bonn, 20 et 11 ; Bruxelles, 19 et 13 ; Le Caire, 32 (min.) ; Les Canaries, 28 et 21 ; Copenhague, 18 et 15 ; Genève, 22 et 13 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 20 et 12 ; Madrid, 28 et 18 ; Moscou, 17 et 12 ; Nairobi, 22 (max.) ; New-York, 26 et 20 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 30 et 19 ; Stockholm, 18 et 14 ; Téhéran, 35 (min.).
 Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 13 août, à 8 heures : 1 013,5 millibars, soit 760,2 millimètres de mercure.
 (Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 AOÛT
 « Le Marais », 11 h. 30, métro Saint-Paul, Mme Allix.
 « Le Marais », 14 h. 30, métro Temple, Mme Allix.
 « La Sainte-Chapelle », 14 h. 30, grille du Palais de Justice, Mme Vermeersch.
 « Bibliothèque Forney », 15 h. 1, rue du Figuier, Mme Pennec (Caisse Nationale des monuments historiques).
 « Cathédrale russe », 15 h. 12, rue Daru (Connnaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Musée de Cluny et thermes de Lucie », 15 h. 15, place Paul-Fabert (Mme Ferrand).
 « Notre-Dame », 15 h. 15, métro Cité (Mme Ferrand).
 « Saint-Rustache », 15 h. 15, métro Louvre (Régénération du passé).
 « Tour-Royal de Paris », 15 h. 15, 123, bd de l'Orléans (Mme Rouch-Guin).
 « La Sainte-Chapelle », 14 h. 45, métro Père-Lachaise (Tourisme culturel).
 « Les synagogues de la rue des Boulets », 15 h. 3, rue Malher (la Vieux Paris).

JEUX

Un incident technique nous amène à reporter la solution du problème n° 19 de Jean-Pierre Colignon.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 13 août 1980 :

- UN DECRET
 • Relatif à l'industrialisation du Languedoc-Roussillon.
- DES ARRETES
 • Relatif aux modalités de calcul des ressources consacrées au financement de l'action sociale des caisses d'allocation familiale dans les départements d'outre-mer ;
 • Fixant les conditions d'octroi aux praticiens à plein temps des établissements d'hospitalisation publique autres que les hôpitaux locaux d'un congé particulier pour formation.

Le Monde
 Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75177 PARIS - CEDEX 08
 C.C.P. Paris 2287-82

ABONNEMENTS	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	232 F	632 F	1 042 F	1 932 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	267 F	687 F	1 152 F	2 252 F

PAIE VOIR NORMALE (par mandats)
 I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
 234 F 236 F 558 F 720 F
 II. - SUISSE-TUNISIE
 235 F 596 F 723 F 940 F

Par voie aérienne
 Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou procuration (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CIRCULATION

LES PERMIS DE CONDUIRE FRANÇAIS NE SONT TOUJOURS PAS RECONNUS EN GRANDE-BRETAGNE

L'ambassade de France à Londres est intervenue auprès du Foreign Office en vue de l'application d'une directive communautaire établissant le principe de l'équivalence entre les permis de conduire des Neuf. M. Jean-François Poncet, ministre des affaires étrangères, en réponse à une question écrite de M. Jacques Marité (R.P.R.), publiée au Journal officiel du 12 août.

Le député de Paris s'était étonné de la non-reconnaissance par les autorités britanniques de la validité des permis de conduire français et international sur l'étendue du Royaume-Uni tant pour les résidents français que pour les fonctionnaires français en poste.

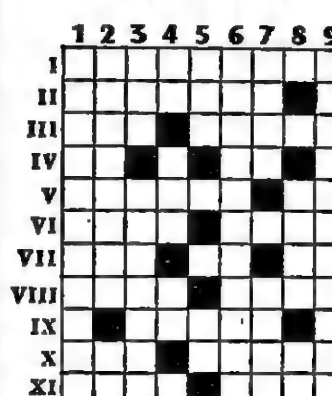
Le ministre précise que les experts français, passant outre à la

fin de non-recevoir britannique, n'ont cessé, notamment à l'occasion des négociations communautaires, de demander à leurs homologues britanniques de revenir sur leur position.

Des négociations ont abouti le 24 juin dernier à l'adoption d'une directive communautaire qui réintègre le principe de l'équivalence entre les permis de conduire délivrés dans les pays de la communauté. Les ressortissants des Neuf pourront obtenir, prévoit la directive, l'échange du permis national contre un permis de conduire délivré par les autorités du pays de leur résidence. Cette directive entrera en application le 1^{er} janvier 1983. Entre-temps, la France fera de son mieux pour obtenir que les autorités britanniques modifient leur position qui représente « une atteinte au principe de la réciprocité ».

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2734



VERTICALEMENT
 1. Offre le spectacle d'une troupe nue. — 2. Ses pièces le font connaître. Adverbe. — 3. Souvent dans les nuages. Le bleu s'y porte beaucoup. — 4. Abréviation. Est engagée au studio pour tourner. Particule. — 5. Porte parfois une bavette. Symbole chimique. — 6. Pièces anciennes pour filées. — 7. En dos d'âne ; il est plus grave de la foudre que de la casser. — 8. Ses ouvriers font le pont ; Partie d'une onomatopée. — 9. Travailleur qui a la coque.

Solution du problème n° 2733

Horizontalement
 I. Il siffle sans discrétion ce que d'autres goûtent. — II. Est épuisée après avoir remporté un grand succès. — III. Bout dans une cruche. Est très jeune quand il a sa première maîtresse. — IV. Colporteur des rues ; Article. — V. Emilienne est un nom qui convient à un grand nombre de ces îles ; Préfixe. — VI. Sauvage, il peut se trouver dans une réserve ; Donne une nouvelle forme au cours d'un entraînement. — VII. Incite à bâtir sur le sable ; Débuté par un impair ; Motif d'un jeune célibataire. — VIII. Pièce sombre ; Ahime les quilles en les touchant. — IX. Ne put survivre à une séparation. — X. Survécit après une chute extraordinaire ; Chasseur d'images du passé. — XI. La femme qui l'aime a souvent des jumelles ; Est pris sous son bonnet.

Verticalement
 1. Maraudeurs. Mots. — 2. Arabe ; Saumure ; Ou. — 3. Révélée ; Tortue. — 4. Toilette ; Umar. — 5. Ne ; Recordman. — 6. Ne ; Air ; Nouer ; Go. — 7. Crion ; Nabot. — 8. Tribunal ; Né ; Ru. — 9. Aromates ; U.S.A. — 10. La ; Lémures ; Si. — 11. Si ; Emerillonnes. — 12. Tarte ; Ecoute. — 13. Jena ; Os. — 14. Rue ; Tintement. — 15. Erne ; Ru ; Le ; Océa.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
 Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie du « Monde »
 5, rue des Italiens
 PARIS-IX
 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

LISEZ
 Le Monde des PHILATÉLISTES
 L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

VIVRE A PARIS

Une place au concert

RADIO-TÉLÉVISION

A Marilyn pour la vie

COLETTE GODARD.

● **Radio-Allorogues**, la radio libre des régionalistes savoyards, a repris ses émissions le dimanche 10 août et a pu échapper au brouillage durant vingt-huit minutes. A cette occasion, les amateurs du mouvement Région Savoie ont annoncé qu'ils disposaient désormais de deux émetteurs en modulation de fréquence de 40 et 120 watts et d'un émetteur en petites ondes de 500 watts, ce qui leur permet de couvrir un rayon de 50 kilomètres.

La location par correspondance est ouverte dès à présent pour les concerts du mois de septembre. Elle cesse un mois avant la date du concert choisi. Le prix des places est de 45 F à 100 F. Les demandes sont à adresser à l'Orchestre de Paris, C.I.P. n° 4. 75953 PARIS Cedex 17. Tél. : 758-27-37.

La souscription aux abonnements sera close le 5 septembre mais, d'ores et déjà, certaines séries sont presque complètes. Il est donc conseillé d'adresser

Le prix des places au grand auditorium de Radio-France est de 25 F. Pour les concerts dans les églises (série Musiques sacrées), le prix est de 35 F. Pour les étudiants, prix unique à 15 F.

DOMINIQUE DAMBERT.

Mercredi 13 août

19 h Documentaire : *Mon quartier c'est ma vie*.
Par Robert Knapp. Troisième partie : les
Études de Renardie.
*Un architecte qui habite les appartements
qu'il conçoit* Jean Renardie, le spécialiste
des appartements diagonale et non plus de
l'angle droit réductions. Renardie toujours
à la recherche d'espace...

19 h 15 Cinema au point.

19 h 15 10 Lettre nationale.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Série : Frédéric.

19 h 50 Tirage du Loto.

20 h Journal.

20 h 30 Série : Les dames de cœur.
Réalisation de F. Stegitz, avec M. Robinson,
G. Casagrande, J. Martineau.
Deuxième épisode : Juliette, pour se faire
connaître par sa future famille, cherche
une aïeule à pedigree, soit « de race et
de classe ».

21 h 30 Série historique : Cote d'appelant
l'Empire.
Par Michel Droit.
Lyoutte le bûcheron.
Portraits d'un royaliste qui assumait et pré-
sente la décolonisation de l'Algérie et de
l'Afrique du Nord, et spécialement de Maroc
qu'il connaissait bien.

22 h 30 Série : Les grandes expositions.
Hier pour demain, arts, traditions et patri-
mon.

23 h 5 Journal.

18 h Récré A 2.
Le fantôme de l'espoir; Séamus et Orla-
bo 30; Le seven d'Amérique.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 Concours régionaux.
19 h 45 Variétés: Tremis-Six bouts de chan-
delles.
20 h Journal.
20 h 30 Téméraire = Marie ». *De L. Babel, réal. B. Sobel. Avec F. Simon,
Philippe B. Escott, M.E. Eschb.
Une pièce magnifique, où l'auteur des
"Contes d'Odesse" décrit, en huit toiles,
l'histoire d'un homme qui se livre à la
vieillesse de Bertrand Sobel est à voir
sans fautes.*
22 h 10 Recherche scientifique: Objectif desin-
s. Le mato de l'air.
23 h 25 Journal.

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de Lolot et Solet ; Carroyage.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Cinéma : « Le Petit Monde de Don Camille ».

Film franco-italien de J. Duviols (1951), avec Fernandel, G. Cervi, Sylvia, V. Taché, F. Interlinghi, G. Vismara. (N. Rediffusion).
Le curé d'un village de la plaine du Pô

Jeudi 14 août

- 12 h 15 Jeune pratique.
- 13 h 30 Jn : *Avrè de recherche.*
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : *Shakti.*
- 14 h 45 Objectif santé.
- Peintures du troisième Age.*
- 17 h
- Sculptidou.*
- 17 h 20 Croquis vacances.
- Dessin animé : 17 h. 37, Indore le lapin ;*
 17 h 40, Indre-culture ; 17 h 45, Vertébrés ;
 17 h 48, les Combats.
- 18 h Série documentaire : *Aventures sous la*
 terre.
 De M. Bérre, Réalisateur, J. Galignet.
 Mission dans des provinces au fin fond des
 Guatemala.
- 18 h
- Caennas au poing : Une ferme d'astre-*
 ches.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 40 Série : *Frédéric.*
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Comédies de notre temps : « Ah ! le
- pauvre de papa ».*
 De R. Gaudou, en scène de J. Charon,
 réalisation P. Sabaggh, avec J. Tissot,
 M. Mercandin, J. Seroy, A. Fielet.
 De concert de Maudelotte, Hls de l'Enfer,
 profès de poltes Pouyat
- 21 h 45 Des courts métrages racontés : « Les
- Maritims font ».*
 De Jean Romch, le chef de Hls du cinema
 noirid.
- 23 h 15 Journal.

10 h 30 ANTILOPE.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : « Kim et Cie ».
Dans le studio.
14 h Aujourd'hui, madame.
Sire femme et fils.
17 h Feuilles : « Le Flâneur des singes ».
Les gaudisseurs.
18 h 50 Sports : rugby.
18 h Nécé A 2.
Le Contre de l'espèce : Séamus et Diabolo : La parve d'Amérique.
18 h 50 Les 100 ans de la République.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions musicales.

20 h 35 **Cinéma** : « Les Bidasses s'en vont en guerre ».

Film français de O. Sidi (1974), avec G. G. Piliplip, J. Sarrus, J. P. Pouchet, P. Scappa, H. Bohlen, M. Mertini, J. Sellar.

Les Bidasses, qui finissent leur service militaire en prison, sont envoyés, avec un commando de « fortes têtes », aux manœuvres de la 1^{re} armée, du centre de la France. Les paysans refusent de leur laisser l'entrée. Un vendémiaire consensuel et d'un goût douteux se dénoue, par-ci, par-là, des idées de la scène sont transférées à l'extrême.

22 h **Fonction sur...** Pierre Plad.

23 h 25 **Jazz** : La grande parade du jazz. De J.-C. Averty.

Théo Jones et Mel Lewis.

23 h **Journal**.

PRODIGES CHAÎNÉS : PR 3
19 h 20 Journal
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
 Filages : la rose des sables; Enfants de France; Deux garçons de l'Ardeche.
20 h Les Jeunes
20 h 30 Chien (hommage à J. Seiler)
et la Party.
 Film américain de B. Edwards (1968), avec P. Seiler, C. Longuet, M. Chamption, S. Franklin, P. MacLeod, D. Millar, S. Kimberly. (Rediffusion.)
Un acteur indien, venu à Hollywood pour tourner dans le western de George Dinu, est invité à une soirée mondaine où lui tournera sa destinée par ses maîtresses.
Un film burlesque qui comprend des moments d'humour et de drame, où la mort semble trop chargée pour désamorcer les piques. Peter Seiler agit à lui-même.

7 p. 3. Colportage.
8 h. Le jardin des sciences naturelles : la
pomme et la poire.
9 h. 32. Actualité.
9 h. 7. Universités de l'universel : Le Caire.
10 h. Un mois en Autriche : à Matric.
11 h. 2. De Sandeclair à Cocteau : FARGUE,
Micheaux, Jammes, Radiguet et les musi-
ciens (Ravel, Debussy, Boulanger, Poulenc).
Et à 16 h.
12 h. 5. Œuvres et chefs-d'œuvre en France.

FRANCE - CULTURE

- 18 h. **Vieilles de la langue française.**
- 19 h. **23 Soirs :** femmes (le chant des petites filles de Roubaix au Cameroun).
- 19 h. 30. **Conteurs d'aujourd'hui :** M. Ouhine (Ouvé d'Ivoire).
- 20 h. **Les heures pour Offenbach :** avec J. Charpin.
- 21 h. **L'historie et son roman :** Capigrone, Dumas et la Révolution française (l'institut).
- 21 h. 30. **Les poètes hongrois (deuxième partie) :** poètes contemporains.
- 22 h. **Chansons de la conscience :** la femme du dix-neuvième siècle (la femme et le masculin).
- 22 h. **Tout honnête à la recherche d'une comète :** Feuilleton de L. Kobrinsky (redif.).

22 h. 30. Concert : « Ouverture de Léonore II » (Beethoven), « Concerto pour piano et orchestre n° 9 en ré mineur » (Mozart), « Symphonie n° 3 en ré mineur » (Bachmaninov), par l'Orchestre national de France, dir. W. Torkanowski, avec Ch. Zacharias, piano. (Concert du 27-4-1978 à la salle Pleyel à Paris).

23 h. Les Nuits d'été : Véra, des arènes sous les étoiles : œuvres de Mass, Verdi etc.

- 12 b. 40, *Panorama*.
- 13 b. 40, *Extrêmes* avec... C. Bailly (la mort de l'art).
- 14 b. *Remonteur*... œuvres de Bonnet, Kurts.
- 15 b. 20, *L'Univers sonore* du théâtre de Mde.
- 16 b. 21, *La Voie antique et aléatoire*.
- 17 b. *Stanza*, Elagor, Coteaux et les musées.
- 18 b. *Stanza*, Poulenc, Courtes, Savat.
- 19 b. 2, *Le Castet* de Roland Wagner.
- 20 b. *Jeunesse* de la langue française.
- 21 b. 25, *Sous*...
- 22 b. 20, *Conteurs d'aujourd'hui* : M. Prigent.
- 23 b. 20, *Conteurs* pour Offenberg : J. Savary et C. Eda-Mara.
- 24 b. *L'historie et son roman* : Capricorno, Du-Rancé de la Révolution française (les dancés de Mlle Gouina).
- 25 b. *Poésie, religion noire* : poèmes de L. S.
- 26 b. 20, *Les*... par R. Sander.
- 27 b. 20, *Les*... pour l'enseignement : les femmes du dix-neuvième siècle (l'écrivain).
- 28 b. *Trois hommes à la recherche d'une comète*.
- 29 b. *Feuilleton* de J. Koblinsky (rect.).

[illegible]

ÉTRANGER

Le conseil d'administration de Manufrance renvoie sa décision définitive au 27 août

**LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS
DONNE SON ACCORD
POUR DES MESURES DE SOUTIEN
A L'ECONOMIE**

Les ministres concernés par ce plan de soutien devraient se retrouver au début du mois de septembre pour préciser les mesures actuellement envisagées.

Montevideo (Reuters). — Onze pays d'Amérique latine ont fondé le 1^{er} août, à Montevideo, une nouvelle organisation commerciale, qui prévoit l'établissement d'un marché commun dans la région « d'une manière graduelle et progressive ». Cette nouvelle institution, l'Association latino-américaine pour l'intégration tino-américaine de libre-échange, (ALAL), remplace l'Association lancée en 1961, qui avait échoué. Les pays membres de la nouvelle association bénéficieront de tarifs préférentiels à certains pays membres, et non à d'autres, alors que l'ancienne n'attribuait pas les exceptions.

Les pays membres sont classés en trois catégories : les moins développés (Bolivie, Equateur, Paraguay), les plus développés (Argentine, Brésil et Mexique) et une catégorie intermédiaire (Colombie, Chili, Pérou, Uruguay et Venezuela). M. Julio comme secrétaire général de l'Association, dont le traité de fondation sera ratifié par la fondation doit être ratifié par les gouvernements.

● **M. Davignon** : « *Pas de mesures protectionnistes pour freiner la pousse automobile japonaise* »
— M. Davignon, commissaire européen chargé des questions industrielles, a confirmé dans une interview accordée à *« la Libre Belgique »* que la commission européenne n'entendait pas prendre des mesures protectionnistes pour limiter la période des constructions japonaises de voitures neuves. Partisan d'une politique européenne « *offensive* », M. Davignon craint cependant que les Japonais « *ouvrent* » de plus en plus leur marché aux Européens et de participer de manière plus importante en Europe même à la production.

● **British Leyland va abaisser le prix de ses modèles.** — British Leyland va abaisser le prix de vente de ses modèles de 100 à 500 livres pour tenter de reprendre sa place sur le marché intérieur. Une opération similaire au printemps avait permis au constructeur nationalisé britannique de voir passer ses ventes de 15 à 23 % du marché intérieur. — (A.F.P.)

Moët-Hennessy

Un accord de principe visant l'acquisition de la totalité de la Socié Schieffelin and Co. par le groupe Möst - Hennessy a été signé le 8 août 1980 à New-York. Cet accord prévoit l'approbation par les conseils d'administration des sociétés ainsi qu'il celle des autorités publiques concernées. Les sociétés Schieffelin and Co. figurent parmi les principales sociétés américaines de distribution dans le domaine des vins et spiritueux. Les États-Unis l'agent commercial du groupe Hennessy. Le groupe est également la "winery" la plus établie dans la vallée de Sonoma, Californie du Nord, et une partie importante de la société est commandée de vin. Schmid.

ÉPARGNE INDUSTRIE
SICAY DU CRÉDIT MUTUEL

Situation au 30 juin 1980
 Nombre d'actions en circulation 881 082.
 Actif net en millions de francs 284,04.
 Valeur liquidative de l'action 1 franc : 288,33.
 Dernier dividende global : 16,06.
 Date de paiement : 30 avril 1980.

hiles — manifestée le matin même — d'apporter à la S.N.M. une aide financière de 150 millions de francs, pour peu que soit présenté un plan de redressement convaincant. Il s'est, d'autre part, engagé à fournir « à bref délai une version définitive de son plan de relance adopté le 30 juillet », en excluant toute réduction d'effectifs supérieure à celle qui était initialement prévue dans ce plan. Il a enfin

De nouvelles discussions vont donc avoir lieu avec les pouvoirs publics, dont on connaît l'aboutissement le 27 août, date fixée pour une prochaine réunion du conseil d'administration. A Saint-Etienne, l'intersyndicale a levé mardi soir le mot d'ordre de grève, ce qui a entraîné la fin de l'occupation des locaux.

en effet multipliés de 25 % par rapport au travail avec le ministère de l'Armement. Les structures industrielles (IASI), un organisme qui vient en aide aux entreprises en difficulté, ont pu parfaitement compenser les pertes annuelles estimées à 150 millions de francs. Les subventions, (une aide de moins que l'on peut dire qu'elle est audacieuse), ont permis, que les responsables de la confiance, soucieux de l'attente du ministère de l'Armement, vont à bref délai, à l'Etat, pour leur plan de relance, dont on peut être satisfait.

que les
d'aide de
forme de
on dont
dire est
en second
de Ma-
répondre à
de l'écono-
présenter
s'efforcent
espèrent
volonté un-

Pour le conseil d'administration de la S.N.M., deux voies s'ouvraient. La première consistait à tenter de donner satisfaction aux pouvoirs publics en leur montrant que les entreprises souhailaient tout faire pour que cette possibilité a été sinon envisagée du moins un moment évaluée. En fait, le prix de revient des produits supplémentaires aurait même été avancé: cent cinquante-sept au dire des représentants syndicaux. Ces cent cinquante-sept licenciements auraient été présentés comme la conséquence inévitable de la conviction des pouvoirs publics de la crédibilité du plan de redressement? On ne le saura pas. Mais il est certain qu'on s'est écarté au profit d'une démarche plus subtile visant à

La démarche est habile, mais elle n'est pas suffisante. Elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la gauche, elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la droite. Elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la gauche, elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la droite. Elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la gauche, elle ne permet pas de faire passer le pouvoir à la droite.

(De notre correspondant.)

Lyon. — Dès l'arrivée des représentants syndicaux qui avaient siégé au conseil d'administration, une réunion d'information s'est tenue, vers 23 h. 30, dans les locaux du cours Fauriel.

Après le nouveau sursis, qui ouvre quinze jours de négociations entre les parties en présence, les représentants de l'Intersyndicale ont fait admettre sans problème la levée du motif d'ordre de grève, ce qui entraînait la fin de l'occupation.

« Il s'agit d'un apaisement relatif », a déclaré un porte-parole syndical, étant entendu que la mobilisation du personnel est toujours maintenue sous la forme d'un plan d'alerte pour les salarés qui reprennent le chemin des vacances. »

La fermeté du conseil d'administration et l'importance de l'engagement de l'Etat ont été accueillies favorablement. Les points en suspens demeurent, aux yeux des syndicats, « le risque de démantèlement » symbolisé par la vente des magasins et les quatre cent vingt-sept licenciements prévus par « le plan de Saint-Just », qui est aujourd'hui le document de référence.

Malgré en attendant le 27 août, les salariés de Manufacture vont connaître une nouvelle attente, vivre au rythme des rumeurs et s'imaginer des répliques en cas de nouvelles coupes sombres dans les effectifs. — Cf. R.

Le conseil d'administration prend acte de la décision des pouvoirs publics d'apporter un concours, d'une nature non encore précisée, de 150 millions de francs à la Société nouvelle Manufacture. Compte tenu de la nécessité d'équilibrer les comptes d'exploitation pendant la période de redressement résultant de la restructuration récemment décidée. Ces concours devront nécessairement prendre la forme d'une subvention.

Le conseil d'administration rappelle le caractère d'urgence des besoins et demande en conséquence la mise en place de ces mesures d'urgence. Le conseil d'administration décide, le 12 août 1980. Parallèlement, il s'engage à fournir, à bref délai, une version définitive de son plan de réorganisation tenant compte de mesures d'urgence. Le conseil d'administration rappelle également ses résolutions d'actes réalisés découlant notamment de la filialisation. Il considère toutefois que toutes les mesures d'urgence ne sont pas celles arrêtées par le conseil d'administration dans sa séance du 30 juillet 1980 interdisant la réaffectation des fonds de la filiale. Le conseil d'administration rappelle que l'intervention des actionnaires a déjà permis la continuité de Mamulhance par la création de la filiale Mamulhance. Le conseil d'administration rappelle que toutes les parties intéressées mettent en œuvre les moyens permettant d'obtenir la réalisation de la mission de la filiale Mamulhance. Le conseil d'administration rappelle que le syndicat de l'ensemble des sociétés.

Le conseil d'administration a décidé d'associer à ces débats les Lucien Pfeiffer et de la commission mission d'étude et de la formation.

● Les avoirs officiels de change de la France se montaient, fin juillet, à 297,99 milliards de francs, en augmentation de 6,28 milliards de francs par rapport à fin juin.

● **La France a demandé des mesures en faveur de la viande de porc** à la Commission de Bruxelles afin de redresser la situation du marché, jugée alarmante. Le gouvernement français a réclamé une augmentation des restitutions à l'exportation, un doublement des montants perçus sur les importations de porcs et de viande porcine en provenance des pays à commerce d'État. Il a également demandé à la commission d'entreprendre une élimination auprès de l'Italie, afin que celle-ci mette fin à ses pratiques sanitaires qui perturbent les courants d'échanges.

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep	sur	Rep	sur	Rep	sur	Rep	sur
1000	4,1080	4,11	+	30	+	30	+	10
1000	4,548	4,55	+	30	+	10	68	68
1000	1,3380	1,3410	+	30	+	30	+	30
1000	2,2130	2,2190	+	30	+	60	120	120
1000	1,1270	1,1300	+	30	+	30	120	120
1000	14,551	14,5340	-	220	-	490	-	230
1000	2,5180	2,5820	+	70	+	180	+	240
1000	1,0000	1,0000	+	70	+	120	+	240
1000	9,7550	9,7550	+	50	+	110	+	240
1000	9,7550	9,7550	+	50	+	110	+	240

[illegible]

La voiture de sécurité des V.I.P.

- Fabrication totalement à l'épreuve des balles et des bombes.
- Contact et système électrique commandé à distance — fonctionne jusqu'à 400 mètres pour la sécurité contre les bombes.
- Système anti-kidnapping — pour suivre la trace un passager enlevé ou une

• Émission de rappe d'huile - pour décourager les véhicules polluants. Comparez
 les émissions de dioxyde d'azote des différents modèles, des pare-chocs bariques, un
 système d'échappement, un système de refroidissement, un système de chauffage, un
 brouillage de la voix, un véhicule d'essai, etc.
 Achetez comptant ou en leasing ou bien empruntez-vous votre propre voiture à
 "emprunter pour votre sécurité".
 CCS COMMUNICATION CONTROL Inc.
 62 South Ansley Street, London W1, England
 Tel: 01-253 4444

01-023-0223 - 10000 0014702

Contractors are hereby invited to receive prequalification forms from the National Bank of Liberia, P.O. Box 2048, Monrovia, Liberia, and the Office of Internationale d'Etudes Urbaines, 9, rue Weber, 75116 Paris, France, for the construction of the National Bank new headquarters building comprising of the main bank building four storeys with basement for parking and an office building as annex comprising of twelve floors including penthouse and basement for parking to be constructed at the corner of Lynch and Ashmun Streets in the city of Monrovia, capital of Liberia, Republic of Liberia.

Prequalification forms can be received from the 8th August 1980 at the hour of 9 o'clock in both offices mentioned above.

THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN
YARMOUK UNIVERSITY

INVITATION FOR PREQUALIFICATION OF CONTRACTORS

The University has intent to construct the first stage of the main campus which consists of:

1. Infrastructure works for the ultimate development of the campus including roads, main network, telecommunications, electrical supply, water and sewerage and cold water and buildings of the general service area (total area about 43,000 m²). Area of campus is about 2,800 acres.
2. Academic buildings (about 30,000 m²), Engineering (about 30,000 m²), The Faculty of Medical Sciences (about 55,000 m²), the Teaching Hospital (about 90,000 m² at 700 beds) and the buildings of the Law School.

All construction works shall be in accordance with the detailed design, specifications and bills of quantities prepared by Kema Engineering and design association. The works shall be divided into two main tenders according to type of work. Either precast system or conventional construction is permitted to be implemented for the project.

The University is seeking frequently interested international contracting firms and/or joint ventures thereof, and therefore invites those firms and/or joint ventures with experience in similar work to submit their prequalification data for this purpose to:

CHIEF,
CENTRAL VENDOR COMMITTEE - WORKS
YARMOUTH UNIVERSITY
P.O. Box 2018 AMHERST JORDAN
Telex 21488 YARMOUTH JY
Telephone: 945777 - 72-78-90-81.

The prequalification application should include catalogue, date of establishment, financial status supported by bank letter, names of constructed similar projects with costs, available equipment proposed to be utilized in university projects and key technical personnel to be employed for the university project with their experiences.

The terminal date for submission of prequalification application is 12 noon on Monday 15 September 2003.

A short list will be prepared by the University consisting of the prequalified firms who shall be permitted to bid for the different construction projects. The first bid will be issued late 1980 for infrastructure.

هكذا من الأصل

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. PALESTINE : « La droite à la différence », par Marc Heurteaux ; « La solution par étapes », par Paul Gilewski ; « Pour une justice européenne », par Jean-Yves Le Doran ; « Jérusalem, ville arabe », par Charles Saint-Prot ; « Une ville sainte bien avant Mahomet », par Georges Denker.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : le sénateur Kennedy tente de modifier la plateforme du parti démocrate dans un sens plus social.

Océanie

4. EUROPE
— Une entrée avec la moire de Naples : « Les Juifs, nos frères ».

AFRIQUE

— TANZANIE : Zanzibar met en place ses nouvelles institutions dans un climat de froideur à l'égard de Dar-es-Salaam.

ASIE

— CORÉE DU SUD : les États-Unis paraissent s'accommoder du régime de général Chun.

DIPLOMATIE

5. POLITIQUE
— La préparation de l'élection présidentielle.

SOCIÉTÉ

— La lutte contre le terrorisme.

JUSTICE

— L'engagement des tribunaux.

ÉDUCATION

— Des enseignements en vacances : « Entre nous, c'est la confiance ».

MÉDECINE

— RELIGION
SPORTS

LE MONDE

DES ARTS ET SPECTACLES

9. CINÉMA : « La nouvelle vague polonoise au Festival de Locarno », par Louis Marcolles ; « Pope d'un jour », d'Henry Langdon, par Nathalie La Fardes.

10-11. INVENTAIRE LYONNAIS : « Europe 80 à l'ELAC et symposium de sculpture », par Geneviève Breuer ; « Un numéro spécial de la Revue de l'art », par Jean-François Chevrier ; point de vue de Maurice Parrot : « L'art et les guerres ».

12. MÉTIERS ANONYMES : « Les acousticiens », par Gérard Condi, Jean-François Chevrier et Frédéric Edelmann.

JOURS D'ÉTÉ

17-18. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guillemin ; « Mérologie ; Informations Services » ; Jeux.

ÉQUIPEMENT

19. ENVIRONNEMENT : le gouvernement s'est proposé de réhabiliter quinze grands sites touristiques.

— TRANSPORTS : après l'enquête sur la catastrophe de « Bételgeuse », les contrôles sur la sécurité des navires français seront renforcés.

ÉCONOMIE

20. AFFAIRES : le sort de Manafra.

RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (16) ; Carnet (20) ; Journal officiel (17) ; Programmes spectacles (19 à 16) ; Mots croisés (17) ; Bourse (21).

● Un des auteurs présumés de l'attentat dont a été victime l'ancien réfugié politique basque, Juan José Solano, le 2 juillet 1978 (Le Monde du 4 juillet 1978) a été arrêté il y a environ un mois à la frontière franco-suisse, près de Divonne-les-Bains (Ain). Au cours de cet attentat, la femme de M. Echave avait été tuée d'une rafale de mitraillette, tandis que son mari était grièvement blessé. M. Maurice Abouberry, défenseur de M. Echave a confirmé cette information, mardi 12 août, à Bayonne. La personne arrêtée serait, selon l'avocat, un « Européen né au Maroc qui, après avoir été arrêté pour un affaire de drogue, aurait reconnu avoir fait partie du commando qui attaquait M. Echave.

● Un collègue d'affiches du comité pour l'élection à la présidence de la République de M. Jean-Louis Le Pen (Front national) a été légèrement blessé

par balle, vendredi soir 8 août, à l'angle de la rue Polissard et la R.N. 9 à Bondy (Seine-Saint-Denis). Yves Ralstitch, vingt-sept ans, de nationalité française, domicilié à Livry-Gargan ainsi que ses cinq compagnons, tous membres du Front national, ont été arrêtés par une douzaine d'hommes qui, selon la police, semblaient être d'origine nord-africaine et habiter dans une des cités de Bondy. Ils ont tiré un coup de feu et blessé légèrement Yves Ralstitch à l'épaule droite. Ses camarades ont été transportés à l'hôpital Jean-Verdier de Bondy où ils ont été soignés.

● Le Café de Paris, à Deauville (Calvados), dirigé par M. Pierre Desrois, a fait l'objet, le 9 août, d'une mesure administrative de fermeture provisoire d'une durée de quinze jours pour « infraction au code des débits de boissons et à la législation sur les

stupéfiants ». Au commissariat, on considère que cette mesure est « modérée », tandis qu'à la sous-préfecture on précise que « ce n'est qu'un avertissement ».

● Intervention des C.R.S. à Renault-Billancourt. — La direction de la région Renault a fait enlever, mardi 12 août, 3 des 60 machines-outils que la C.G.T. entrait maintenant aux usines de Billancourt (Le Monde du 9 août). La centrale syndicale a indiqué qu'un millier de C.R.S., armés et armés, ont investi le début de soirée le quartier du département 14 — où sont entreposées ses machines — et que toute intervention de ses militants était rendue impossible. L'opération s'est déroulée sans incident.

● La direction de Renault-Billancourt, on précise que le tribunal avait fait droit à la demande de la Régie qui sollicitait l'intervention de la justice pour « entrave à l'une des étapes de la mise en place de la modernisation ».

● Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

● LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

● Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

● LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

● Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

● LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

● Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

● LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

● Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

● LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

A dater du 15 août

LES TAUX DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ
SONT RELEVÉS RESPECTIVEMENT DE 9 % ET DE 5,9 %

Le comité national des prix a entériné ce 13 août les hausses des tarifs du gaz et de l'électricité décidées par les pouvoirs publics et qui devaient entrer en vigueur le 15 août à 9 heures.

Pour le gaz, les tarifs augmentent de 4,1 %, auxquels s'ajoute un relèvement de 0,42 centimes par kilowatt-heure pour tenir compte du renchérissement des approvisionnements en gaz. Cela représente une hausse des tarifs de 7,4 % pour les clients domestiques, de 8,5 % pour les foyers domestiques chauffés au gaz et de 10 % pour les industriels. En moyenne, toutes clientèles confondues, la hausse est de 9 %.

Pour l'électricité, les hausses sont de 2,1 % en basse tension et de 2,4 % en moyenne et haute tension. À cela s'ajoute une augmentation de 1,05 centime par kilowatt-heure (modulée selon les postes tarifaires) pour tenir compte du renchérissement des combustibles utilisés par E.D.F. dans ses centrales. En moyenne, le relèvement des tarifs est ainsi de 4,9 % pour les usagers domestiques et de 5,9 % toutes tensions confondues.

Outre la compensation des hausses des prix du pétrole brut et du gaz naturel, ce relèvement des tarifs permettrait aux deux entreprises nationales d'autofinancer un peu plus largement des investissements particulièrement importants en 1980.

L'INSEE analyse les causes structurelles de l'aggravation du chômage

Assimilant le chômage à « un phénomène de flux d'attente », une étude de l'INSEE présentée mercredi 13 août à la presse (1), analyse, trimestre par trimestre, l'aggravation du chômage et ses causes depuis 1971. Son hypothèse de départ est la suivante : « Le niveau global et la durée moyenne du chômage sont principalement déterminés par les contraintes macroéconomiques : le déséquilibre quantitatif offre-demande, le développement des formes d'emploi instables et les modalités de renouvellement de la main-d'œuvre par les entreprises ».

Cette étude, constatée d'abord que, « malgré la dégradation de la conjoncture de l'emploi », le volume annuel des entrées ou reprises d'activité « varie très peu de 1971 à 1979 : pour les hommes, de 655 000 en moyenne en 1971 et 1972 à 635 000 en moyenne en 1977 et 1978 ; de 900 000 à 965 000 pour les femmes dans le même temps ». De même pour les sorties d'activité : « De 515 000 à 535 000 pour les hommes, de 635 000 à 615 000 pour les femmes, de 1971-1972 à 1977-1978 ».

Ainsi, après avoir noté que « les différentes mesures des pactes nationaux pour l'emploi des jeunes ont empêché de guigner les frontières entre chômage, formation et emploi, par la multiplication des stages de courte durée ou des emplois de courte durée », (1) Economie et Statistique, n° 123, juillet 1980.

En réponse à la C.F.D.T.

LA C.G.T. SE DÉCLARE « TOUJOURS PRÊTE » A CONCLURE UN ACCORD SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

En réponse aux propos de M. Edmond Maire sur les négociations relatives à l'augmentation de la réduction du temps de travail (Le Monde du 13 août), la C.G.T. estime, dans un long communiqué, que « cet article traduit l'attitude du secrétaire général de la C.F.D.T. de n'avoir pas réussi à créer les conditions permettant à son organisation de conclure un accord interprofessionnel justifiant la politique de recatégorisation de la C.F.D.T. ».

La centrale de la rue La Fayette assure qu'elle « est toujours prête à conclure un accord avec la C.N.P.F. sur la réduction du temps de travail à condition qu'il porte sur une réduction effective sans diminution des salaires et qu'il accorde à tous les salariés la cinquième semaine de congés payés ». Elle ajoute : « N'en déplaise à Edmond Maire, les positions de la délégation de la C.G.T. à prises lors des négociations ont été démocratiquement arrêtées par ses organisations qui ont été informées et consultées tout au long des deux années de négociations ».

Les difficultés de l'imprimerie Chaix

M. GEORGES SÉGUY DEMANDE UNE ENTREVUE A M. LECAT

M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., a adressé, le 11 août, une lettre à M. Jean-Louis Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, dans laquelle il lui a demandé de recevoir une délégation de la C.G.T. afin de discuter des modalités d'une aide de l'État permettant la relance de l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), occupée depuis le 6 décembre 1975.

M. Lecat avait reçu une délégation des travailleurs de chez Chaix en novembre 1979.

M. Seguy a encore précisé que « un groupe d'industriels se propose de reprendre l'activité (de Chaix), et que toutes les conditions de reprise sont d'ores et déjà réunies pour un redémarrage rapide pour peu que les pouvoirs publics y consentent ».

La C.G.T. souhaite donc que l'entretien ait lieu « soit fin août, soit dans les premiers jours de septembre, dans les meilleurs délais », comme il en avait été convenu, selon elle, en novembre 1979, à une éventuelle solution de reprise était trouvée.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

LE P.D.G. DE LA CHAÎNE KORVETTES REPREND SA DÉMISSION.

Les difficultés du groupe Willot aux États-Unis.

En Iran

L'imam Khomeiny réplique vivement aux critiques doctrinales de plusieurs autorités spirituelles islamiques

Avant le démenti par l'imam Khomeiny des propos qui lui étaient prêtés par Bagdad et selon lesquels le prophète Mahomet n'a pas réussi dans sa mission et que le seul envoyé de Dieu qui puisse un jour propager la justice est le « madhi » attendu (le messie) (« Le Monde » du 7 août), les autorités religieuses de plusieurs pays musulmans n'entretenant pas, il est vrai, de bonnes relations avec Téhéran, ont condamné l'attitude du patriarche de Qom.

Après les oulémas marocains qui ont stigmatisé les « hallucinations » du « mécréant Khomeiny », le cheikh Gad El-Hak, grand mufti d'Égypte, dans un entretien accordé au quotidien égyptien « Al-Ahram », a dénoncé les théories de l'imam Khomeiny qui « ne peuvent que semer la discorde entre les musulmans ».

De son côté, nous signalons notre correspondant à Tunis, le mufti de la République tunisienne, le cheikh Mohamed Habib Belkoudja président la semaine dernière, à la grande mosquée de Tunis, la « Nuit du destin », qui marque le vingt-septième jour du ramadan, a considéré une telle affirmation comme étant « blasphématoire » et « en complète contradiction avec les préceptes de l'Islam et les enseignements du Coran ».

Téhéran (A.F.P.). — L'imam Khomeiny a choisi, mardi 12 août, l'occasion de la fête du Mitr, qui marque la fin du ramadan, pour prononcer un discours d'un optimisme inhabituel sur la situation en Iran.

« Oh, dans le monde, peut-on trouver un président de la République issu du peuple qui lui ait consacré ses journées et dont la situation est celle de la personne la plus modeste ? », a déclaré l'imam devant les ambassadeurs des pays musulmans venus lui présenter leurs vœux. « Oh, dans le monde, a-t-il poursuivi, peut-on

trouver des comités révolutionnaires des tribunes et des gardiens de la révolution issus du peuple ? » Il a également qualifié d'« unique au monde » le Parlement islamique, qui n'était, selon lui, sous l'ancien régime qu'« une assemblée d'aristocrates et de vœux de l'Est et de l'Ouest ».

L'imam a dénoncé d'autre part les accusations portées contre lui par les oulémas marocains. Il a démenti, notamment, avoir affirmé que les prophètes avaient failli à leur mission d'instaurer la justice.

Après avoir vivement critiqué les oulémas du Koweït, du Hedjaz (Arabie Saoudite) et d'autres régions, l'imam a déclaré : « Lorsque nous disons que la justice sera instaurée par le douzième imam (l'imam caché), nous considérons que cet imam réalisera ce que le prophète a prévu conformément à l'Islam ».

L'imam s'oppose à ceux qui prétendent être islamiques, a-t-il dit, et ceux-ci sont parfois à la tête du clergé de certains pays (...). Parfois ils portent les vêtements des oulémas. Conscients de leur ignorance, ils se vantent de leur sagesse. Pourquoi ne condamnent-ils pas les crimes de Sadat ? », a déclaré encore l'imam avant d'ajouter que les gouvernements des pays islamiques sont « des agents de l'impérialisme qui asservissent leurs peuples aux superpuissances ».

Après avoir, l'imam avait reçu le nouveau ministre iranien, M. Mohammad Ali Rajai, il lui a conseillé de former un « cabinet homogène ».

En Israël

QUATRE CENT SOIXANTE-CINQ DÉTENUIS PALESTINIENS OBSERVENT LA GRÈVE DE LA FAIM

Cinquante détenus palestiniens de la prison de Be'er Sheva, dans le Néguev, ont rejoint leurs trois collègues de la prison de Ramat Gan, qui observent la grève de la faim depuis dix jours dans les prisons israéliennes pour protester contre les « conditions inhumaines » de détention à la prison de Wafka.